

LES RÉMINISCENCES D'UNE PALANQUÉE DE HÉROS CONFÉDÉRÉS

ET DE QUELQUES-UNS DE LEURS PROSÉLYTES

Textes annotés par Serge Noirsain



Cette publication s'inspire du ***Reader's Digest***, un magazine mensuel familial qui fut créé aux États-Unis en 1922. Sa branche francophone se développa en 1947. Cette collection se spécialise dans la publication de textes brefs issus de romans, d'essais et d'ouvrages historiques. Dans le présent *digest*, nous avons adopté une démarche atypique en produisant uniquement des documents et des textes recuits dans la psyché des Sudistes blancs, avec ce que ces documents recèlent de déconcertant, de paradoxalement mais parfois aussi d'insupportable.

TABLE DES MATIÈRES

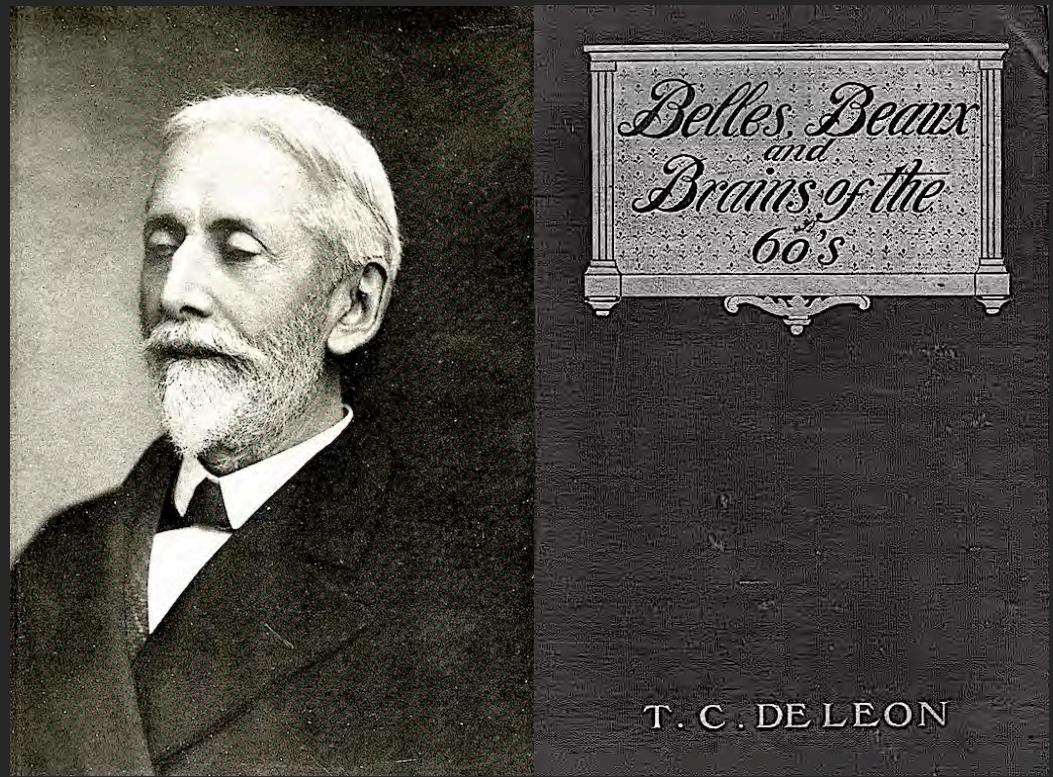
Adaptation en français revue et corrigée par Murielle Deflandre, Master MEEF.

Quelques Européens qui servirent les Confédérés :	
Extrait de <i>Belles, Beaux and Brains of the 60's</i> de T.C. De Leon	1
Un Confédéré anglais fait du tourisme en Virginie :	
Extrait de <i>Cities and Camps of the Confederate States</i> de F. Ross	11
Dans deux de ses lettres à sa nièce (la reine Victoria), le premier roi des Belges Léopold 1 ^{er} démasque son empathie pour les Confédérés :	
Extrait de <i>Letters of Queen Victoria</i> de A.C. Benson and Viscount Esher	16
Le Britannique qui a permis l'échappée du <i>C.S.S. Alabama</i> :	
Par Rynan Quinn, Renata Long et S. Noirsain	18
Discours prononcé par Jeff Davis le 15 janvier 1863 et destiné aux Sudistes de race blanche dans les États occupés par les Fédéraux : National Archives	22
Un agent confédéré à Paris :	
Extrait de <i>Four Years in Rebel Capital</i> de E. De Leon	24
Quelques-uns des leitmotsivs de l' <i>Index</i> de Londres de H. Hotze	32
L'espionne confédérée Belle Boyd tente de « faire le Buzz » en publiant ses souvenirs de guerre	52
La vie à Richmond en 1864 : extrait de <i>Richmond during the War, Four Years of Personal Observations</i> de S. Brock	59
Les Lees de Virginie, un inventaire à la Prévert :	
Extrait de <i>Belles, Beaux and Brains of the 60's</i> de T.C. De Leon	74
Le duel de deux coqs français de La Nouvelle-Orléans en 1858 :	
Adaptation en français de l'article de L. Meade <i>Dueling in Old Creole Days</i>	82

QUELQUES EUROPÉENS QUI SERVIRENT LES CONFÉDÉRÉS

Thomas C. DE LEON (1839-1914)

(Adaptation en français par S. Noirsain)



Photographie de Thomas C. De Leon, placée en frontispice de la page de garde de l'édition 1907 de son livre. L'article de cet auteur s'inscrit dans le chapitre « From Over Seas », issu de l'ouvrage « Belle, Beaux and Brains of the 60's », édité par G.W. Dillingham de New York. Natif de Columbia en Caroline du Sud, Thomas De Leon servit dans l'armée confédérée jusqu'à la fin de la guerre. Après la reddition des États confédérés, il édita le Mobile Register, le Gossip puis le Gulf Citizen de Mobile en Alabama. En plus de ces journaux, il publia quelques autres ouvrages dont son fameux « Four Years in Rebel Capital » qui sortit en 1873. Il perdit définitivement la vue en 1903. Ses deux frères David et Edwin servirent également le Sud, le premier en tant que l'un des chirurgiens-généraux de ses armées et le second dans le rôle de propagandiste confédéré en Europe.

Le comportement et la carrière des Louisianais actifs furent très différents de leurs frères des États de l'Ouest. Ces pittoresques combattants de la race franco-latine se distinguèrent indiscutablement dans notre armée et dans tous les malheurs qui caractérisèrent nos années de guerre. Lors de la naissance de la Confédération, les

officiers de haut rang et les acteurs politiques du *Pelican State* convergèrent sur Richmond et en raison de son mode de vie la rendirent aussi populaire que Paris. Comme dans ces deux cités, apparurent des femmes au teint olive et au verbe piquant. Ce fut à ce point que Tom Hood les qualifia « d'étrangères ». Et si pourtant leurs cœurs étaient américains, leurs mots étaient pourtant sudistes ainsi que leur accent. Cela se remarquait aussi au sein de la brillante *Washington Artillery*, ainsi que dans les *Crescent Rifles* et d'autres corps d'élite des Louisianais anglophones tels que les zouaves, les alertes chasseurs à pied et les sauvages tigres du major Roberdeau (Bob) Wheat qui tomba trop tôt à la bataille de First Manassas en 1861. Ce dernier ne commandait pas à une pieuse équipe car celle-ci savait combattre.

Le 1^{er} bataillon des zouaves de Louisiane fut commandé successivement par deux frères. Le premier était le lieutenant-colonel Georges Auguste Coppens qui prit la tête de cette unité depuis Pensacola en Floride jusqu'à son affectation dans la péninsule de Virginie. Il perdit la vie au cours de la bataille de Sharpsburg en 1862, au cours de la campagne des Sept Jours. Il fut remplacé par son frère puiné, Marie-Alfred Coppens, qui était l'ancien major du bataillon et son adjudant régimentaire. Celui-ci fut un courageux et capable officier, il survécut à la guerre, mais se noya dans la baie de Galveston au Texas. Notons qu'en 1859 ledit Georges Coppens avait déjà fait la une des échotiers néo-orléanais à la suite de son insensé duel au sabre à propos des talents d'une chanteuse de l'opéra de La Nouvelle-Orléans. Cette ridicule affaire est analysée par le texte de Louis Meade publié dans ce *digest*.



Une section des zouaves des frères Coppens lors de leur affectation à Pensacola (National Archives). À droite, le major (futur lieutenant-colonel) George Auguste Coppens (assis) et son jeune frère puiné, le capitaine Marie-Alfred Coppens (Cowan Auction, Cincinnati, Ohio).

Ces deux Coppens étaient des Français jusqu'au bout des ongles¹. Leur discipline et les ordres qu'ils donnaient dans leur langue maternelle étaient identiques à ceux

¹ De toute évidence, De Leon ignorait l'origine de la famille Coppens. Dans son article *Officiers et Soldats Belges dans l'Armée Confédérée*, le professeur Francis Balace de l'Université de Liège remonte aux sources de la famille Coppens et à son installation aux États-Unis : « La famille Coppens d'Hondschoot de Norlandt était d'origine du Pays de Liège où sa présence est attestée dès la fin du XV^e siècle. Un de ses membres se fixa à Dunkerque, en devint échevin vers 1640 et deux de ses descendants, Louis-Hippolyte et Laurent Coppens, furent élevés au rang de baron par le roi Louis XVIII. Venant de Saint-Pierre de la Martinique, le baron Auguste Coppens, fils de Louis-Hippolyte, s'établit en Louisiane en 1853. L'émancipation des esclaves dans les colonies françaises explique sans doute cette émigration et l'ardeur avec laquelle les membres de la famille Coppens (« de » Coppens depuis leur arrivée en Amérique) épousèrent la cause sudiste. »

qui résonnaient dans un camp militaire français de l'Algérie. Agiles, bronzés et musclés ces gaillards portaient des culottes bleues munies de guêtres, des vestes bleues soutachées de passementeries rouges et des ceintures en tissu bleu clair. Ils étaient coiffés d'un fez mou de couleur rouge, comparable à celui d'arboraient leurs polyglottes compagnons des « Tigres » du bataillon de Roberdeau de Wheat. Ils étaient soumis à une discipline sévère quoiqu'ils puissent se contenter de peu de choses lorsqu'ils ne pouvaient pas se livrer au pillage.

Remarquons que dans ce dernier paragraphe, publié en 1907, la mémoire de Thomas De Leon s'avère confuse en ce qui concerne sa description des zouaves des frères Coppens car le journaliste britannique William H. Russell les décrit comme suit peu après les avoir vus défiler dans Richmond :

Ces zouaves portent le fez sans le turban. Coupé dans un mauvais tissu, leur uniforme se compose d'une tunique bleu foncé soutachée de galons jaune-or, qu'ils portaient ouverte. Sous la tunique, leur gilet-chemise bleu foncé est également galonné d'une passementerie jaune-or. Leurs amples culottes rouges s'ajustent au-dessous de leurs genoux. Des courtes jambières en cuir naturel recouvrent la partie supérieure de leurs petites guêtres blanches. Autour de leur taille, ils se nouent une large ceinture en tissu bleu clair. Les officiers portent une redingote bleu marine. Leurs grades sont définis par des galons dorés qui sont cousus sur leurs manches ainsi que sur les côtés et le fond de leur képi dont le bandeau est rouge et dont la tranche inférieure est recouverte par une bande bleue.

Revenons donc au texte original de Thomas De Leon.

Aussi fatalistes que les Arabes et peut-être aussi peu raisonnables que ceux-ci, ils se battaient apparemment sans craindre la mort. En général, leurs officiers se conduisaient en parfaits gentlemen quoique leur langage et leur éducation les tenaient à l'écart des officiers issus des autres États rebelles. Ces zouaves formaient une bande de gaillards sans foi ni loi. Si certains d'entre eux se plaisaient tuer, ce qui leur fut accordé, tous recherchaient la reconnaissance de leur bravoure, ce qu'ils n'obtinrent jamais. La mort de Wheat au début de la guerre fut pleurée par tous ses amis d'avant la guerre ainsi que par tous ceux avec lesquels il se lia au cours de sa brève carrière dans l'armée confédérée.

En termes de langue, d'organisation et d'apparence, les chasseurs à pied louisianais formaient une unité relativement comparable à celles que nous venons de citer, mais ils étaient plus disciplinés et constituaient un personnel socialement plus gérable. Cette unité se composait largement de francophones, mais incluait de nombreux éléments hispaniques ainsi que quelques recrues anglo-saxonnes. Henri St. Paul, le commandant des chasseurs à pied louisianais, était un véritable gentleman très « vieille France » et je suis très honoré de pouvoir l'appeler *mon ami*. Il était un

érudit, un excellent linguiste, un éminent juriste et un journaliste affûté. En outre, il passait pour un excellent tireur et une fine lame capable de défendre son honneur sur le terrain. Son adjudant, John L. Rapier, était un jeune homme plein l'allant et un excellent soldat. Plus tard au cours de la guerre, il servit dans les forts confédérés qui défendaient la baie de Mobile. Cependant, il ne se rendit pas avec sa garnison car il réussit à s'esquiver à bord d'un canot. Après la guerre il s'investit dans le journalisme avec Henri St. Paul (son beau-père) et, plus tard, il acheta le quotidien *Mobile Register*. Il décéda il y a quatre ans, honoré et très regretté. Son frère Thomas G. Rapier, lui aussi ne fut jamais capturé sur le terrain. Sous-officier de marine dans l'escorte qui accompagna Jefferson Davis jusqu'à sa capture, il réussit néanmoins à esquiver le détachement fédéral qui les intercepta en s'emparant discrètement d'une mule avec laquelle il fila à La Nouvelle-Orléans où il affirma regagna temporairement l'anonymat après avoir produit un certificat de libération du parole qu'il aurait « bricolé » lui-même². Au cours de l'après-guerre il se hissa progressivement à la direction du quotidien *New Orleans Picayune*.



Type de certificat que les autorités militaires fédérales délivrèrent en avril 1865 aux prisonniers confédérés libérés sur parole (Library of Virginia Education – Document Bank of Virginia).

Le major St. Paul décéda il y a vingt ans (ca. 1887) après avoir écrit moult textes de lois. Son décès fut largement pleuré, surtout par ceux qui le connaissaient personnellement. Son fils, le juge John St. Paul, fut élu sénateur de l'État de Louisiane et il hérita des talents de son père en s'illustrant dans la même profession.

Parmi les étrangers qui servirent avec beaucoup de distinction dans les guerres européennes et qui portèrent le gris confédéré, certains se révélèrent des hommes exceptionnels. J'eus le privilège de rencontrer des hommes qui tinrent dans leurs mains des milliers de vies – en l'occurrence le destin de leur nation et la sympathie de tous ainsi que celle des femmes. Ces combattants étrangers manifestèrent un sentiment qui affleurait le sacrifice. Le général comte Camille de Polignac était un vétéran de l'armée française et il fut le chef de l'état-major du général Beauregard. Il était un typique Gaulois moderne : grand, mince arborant une visage sévère

² C'est De Leon qui prétend que John L. Rapier bricola lui-même une faux document de libération sur parole pour ne pas être obligé d'en quérir aux autorités yankees. À moins de connaître un imprimeur louisianais fidèle à la « Cause », John Rapier n'avait pas la possibilité de produire un tel faux document car si ce fut le cas, il l'aurait cité lorsque De Leon prépara la publication de son livre au début du XIX^e siècle.

souligné par une barbe à la Napoléon III, il apparaissait aussi méfiant que le chevalier Don Quichotte La Mancha sur sa monture. D'ailleurs, l'humour corrosif de ses soldats le brocardait souvent après être passé dans leurs rangs. Néanmoins il fut un grand soldat sur le champ de bataille et il se conduisait élégamment avec les dames. Lors d'une occasion, j'entendis M^{elle} Pegram le féliciter pour sa promotion de général de brigade et d'elle-même elle se corrigea en lui adressant le titre de comte. Il lui répondit alors simplement : *Non Madame, Dieu me fit ceci, le reste je le dois à moi-même*. De Polignac fut souvent confondu avec son cousin le prince Émile de Polignac qui épousa la fille du banquier Jules Mirès³. Interpelé à propos de cette mésalliance que sa famille contracta avec un homme d'affaires d'origine juive, le général rétorqua *il faut bien redorer la pilule* ! Le général Polignac émergea de notre guerre sans avoir subi la moindre blessure.

Le colonel-baron allemand Heros von Borcke fut également un autre volontaire étranger qui se distingua autant que le prince de Polignac dans notre armée de Virginie du Nord. Il avait d'abord émergé dans l'état-major du prince de Prusse, mais après avoir obtenu un congé sans solde, il débarqua en Dixie et obtint le poste de chef de l'état-major de l'audacieux « Jeb » Stuart.



Heros von Borcke (National Archives) et Camille de Polignac (*Le Courier des Amériques*), tous deux en uniforme confédéré.

Son prénom « Heros » lui allait comme un gant dans la mesure où ce titre pouvait convenir à un soldat. Durant la guerre, il fut gravement blessé à la gorge, mais refusa d'être opéré. Les chirurgiens lui expliquèrent que la grosse balle Minié qui l'avait atteint pouvait être difficilement retirée et qu'elle risquait de l'étrangler n'importe quand. Ce courageux combattant accepta son mortel destin et continua de charger à la tête de ses hommes avec un courage égal à celui qu'il laissait paraître en société.

³ Sous le Second Empire, Jules Isaac Mirès investit des sommes colossales dans les mines et dans les chemins de fer français et italiens ainsi que dans l'agrandissement du port de Marseille. En 1861, un procès pour escroquerie entamera le début de sa chute.

Il était une homme d'une grande puissance physique ; aussi grand que Polignac mais plus musclé avec le coffre et l'allure d'un athlète. Non seulement il possédait les qualités d'un brillant tacticien et d'un parfait organisateur, mais en outre il était extrêmement cultivé dans les domaines artistiques et littéraires qui prévalaient en Europe. Dans son comportement, il manifestait la simplicité et l'élégance des Germains les plus raffinés. D'ordinaire, ces deux hommes (Polignac et Von Borcke) arboraient des sabres qui auraient pu rivaliser avec le célèbre razmafzar du colonel James Skinner⁴. Dans l'ensemble, le Germain était plus rigide et plus réservé que le Gaulois dont les bons mots et les réflexions survécurent.

Les personnages intelligents, enjoués et sympathiques ne manquaient pas chez les volontaires britanniques qui s'enrôlèrent dans l'armée confédérée et ils furent très utiles mais, parmi ceux-ci, les grands généraux furent plus rares. L'un des plus notables fut de capitaine Frank W. Dawson de l'artillerie du corps du général John Pegram au sein de l'armée de la Virginie orientale.

En 1862, lorsque le croiseur confédéré *C.S.S. Nashville* sort des eaux territoriales britanniques à Southampton, le capitaine de ce vaisseau, ledit Robert Pegram (sans lien de parenté avec le général John Pegram), découvre un passager clandestin à son bord. Il s'agit de Frank W. Dawson, un jeune Britannique qui déclare vouloir combattre pour le Sud, mais son intention immédiate est de travailler à bord pour payer son voyage. Comme le capitaine du *Nashville* est pris de court à ce moment-là car son bâtiment croisait en pleine mer, il l'enrôle à son bord avant de le débarquer dans le port de Wilmington en Caroline du Nord. Le gaillard se porte sur-le-champ volontaire dans le bataillon d'artillerie formé par le jeune major John Pegram et, dans les mois qui suivent, il se fait coudre la barrette de sous-lieutenant sur le col rouge de sa jaquette grise. Entre deux campagnes en Virginie, Frank W. Dawson est promu officier d'ordonnance lorsque son chef direct, le colonel Pegram, est autorisé d'épingler sur son col les étoiles de brigadier-général dans l'armée de Nord Virginie. Parvenu au rang de capitaine d'artillerie en 1865, Dawson était en passe de décrocher une promotion lorsque l'armée de Robert E. Lee déposa les armes.

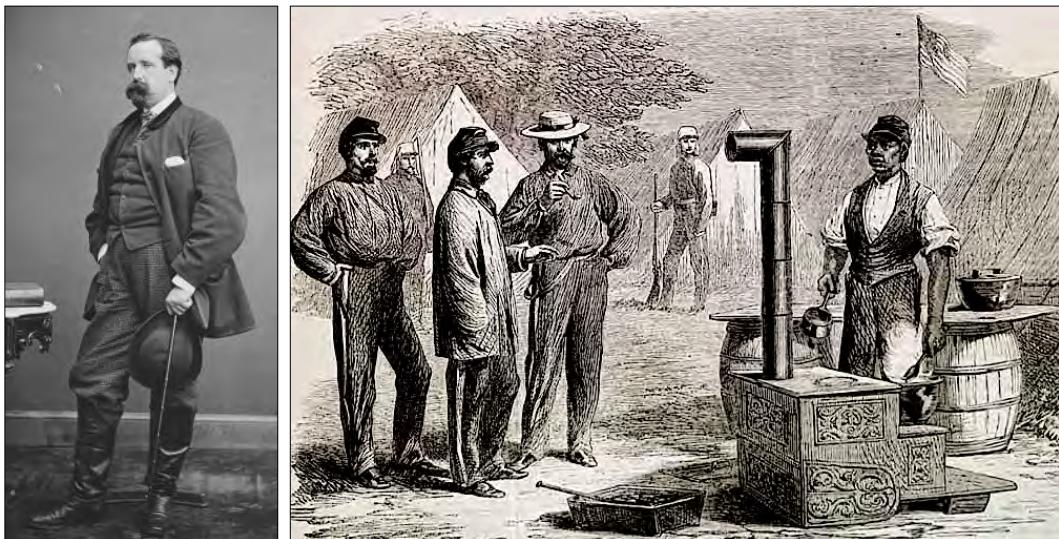


Frank W. Dawson (Find a Grave) – Major John Pegram (National Archives)

⁴ Le colonel James Skinner était un sang-mêlé anglo-indien qui, au début du XIX^e siècle, servit dans l'Armée des Indes en commandant un corps de cavalerie autochtone attaché aux troupes britanniques.

Frank Dawson était encore un très jeune homme lorsqu'après la guerre et avec sa typique voix de crêcelle britannique, il entama le récit de sa nage depuis la rive du port de Southampton jusque dans les soutes du *C.S.S. Nashville* où il se terra sans bruit et sans se nourrir pendant trois jours pour échapper aux investigations de la douane britannique. À ce stade de sa narration, aucun des auditeurs de son club d'amis pouvait imaginer l'extraordinaire destinée qu'il allait connaître. Après la guerre de Sécession, il se lança dans le journalisme à l'époque où le notoire Ben Wood de New York tentait de prendre le contrôle de la presse sudiste en achetant le *Courier* de Charleston. Dawson devint le manager de ce journal sous la férule de James Riordan de Washington D.C. Bon soldat au cours de la guerre, Dawson ce comporta également comme un bon citoyen de la nation qu'il avait adoptée et qui venait d'être réunifiée, lorsqu'il fut tué au cours d'une rixe au cours de laquelle il avait défendu la bonne réputation d'une femme.

Quoique plus âgé et plus connu, l'honorable Francis Lawley (le fils de Lord Wenlock) (...) fut non seulement un des correspondants du *Times* de Londres, mais aussi un membre du parlement britannique. Ses dépêches, écrites à Richmond pendant la guerre, étaient objectives et pertinentes avec un biais sudiste tout en contenant certaines prophéties. Un autre correspondant britannique notoirement connu mais dans un espace différent était Frank Vizitelly du *London Illustrated News*. S'il était habile, tant avec la plume qu'avec le crayon, il pouvait également se révéler un compagnon téméraire, oisif et occasionnel qui se montrait peu soucieux de la sagesse contenue dans la sagesse de savoir donner et de savoir recevoir.

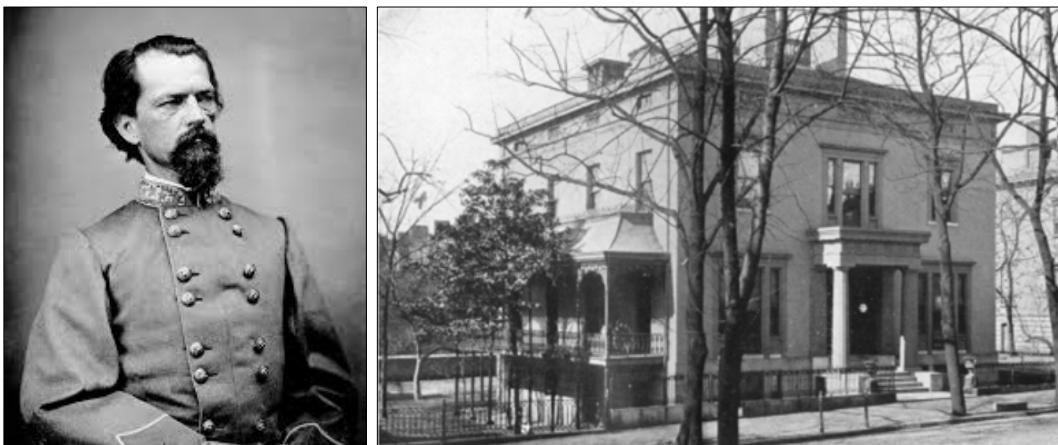


Frank Vizitelly (Mathew Brady) – Dessin de Vizitelly publié en 1861 dans l'*Illustrated London News*.

Le personnage se distingua néanmoins dans d'autres actions que dans les dîners impayés, comme l'attestent une lettre de M^{me} Myers : *lorsque j'étais à Londres, je vis, dans la crypte de la cathédrale St. Paul, le nom de Frank Vizitelly inscrit sur une tablette honorifique mentionnant les noms de ceux qui étaient morts au service de leur pays, je pense que c'était en Égypte.* L'homme avait des vilains traits de

caractères, mais les meilleurs compensaient les laids. Parmi ceux qui l'approchèrent, il y en a qui disaient de lui : *il n'était pas vraiment un demi-bad boy*.

Le colonel britannique George Gordon était un vrai soldat qui capitalisa quelques ennuis en Angleterre avant d'entamer une nouvelle carrière dans l'armée confédérée. Ce personnage avait un port altier soutaché par des favoris roux, une voix suave et un comportement très distingué. On le voyait souvent chez M^{me} Stanard, chez les Pegram ainsi que dans quelques adresses huppées. Il se révéla un redoutable combattant tout en faisant partie du groupe de gentleman qui tenaient une salle de jeux en connivence avec l'hôtel Spotswood. Sachant juger les hommes, le général « Jeb » Stuart n'hésita pas à affecter Gordon à son état-major et il ne le regretta pas.



Colonel George Gordon (National Archives) – La demeure de M^{me} Stanard fréquentée par le général Gordon et les officiers les plus « branchés » de l'Armée de Virginie orientale (courtesy Rocket Werks).



Haut-lieu de la gentry de Richmond, l'hôtel Spotswood se situait à l'angle formé par Main Street et la 8^e avenue, il fut ouvert en janvier 1861. En mai 1861, il servit en quelque sorte de quartier général non officiel des premiers acteurs politiques et militaires confédérés. Jefferson Davis s'y installa tant que la *White House of the Confederacy* ne fut pas en état de le recevoir avec sa famille. En raison de la variété et du caractère politisé de sa clientèle, l'hôtel fut assimilé à un taupinière pour l'espionnage ennemi (National Archives).

Parmi les cols blancs britanniques qui soutinrent le Sud, il convient également de citer C.J. Cridland qui était consul à Norfolk lorsque la guerre débute. Il s'installa ensuite à Richmond où il se fondit dans le cénacle des invités de Gustave Myers (le consul britannique à Richmond en 1861). Mr. Frank Lawley, le journaliste britannique qui logeait chez Myers à cette époque parce qu'ils étaient des amis intimes, configuraient avec quelques autres personnes, une véritable coterie qui se réunissait régulièrement. Le consul Cridland en faisait partie. Après la guerre, les Affaire étrangères britanniques le déplacèrent à Mobile où il se lia avec de nombreuses personnalités locales en raison de ses positions critiques vis-à-vis de l'administration fédérale pour les injustices qu'elle commettait sous le couvert de la légalité. Un autre consul, encore plus contestataire que les précédents dans la défense des droits humains et plus particulièrement des droits des femmes, était Albany de Grenier de Fonblanque, le consul britannique de souche française en poste à La Nouvelle-Orléans. Son amour du *fair play* et son dégoût pour les injustices commises dans la cité par le général Ben Butler, il les exprima vigoureusement dans ses textes littéraires. Ce lien entre cet Anglo-Saxon et la francophonie s'inscrivait naturellement dans la mentalité dans laquelle baignait La Nouvelle-Orléans.

Aujourd'hui encore tous les citoyens du Sud et nos anciens camarades de guerre considèrent le colonel Joseph A. Chalaron comme l'archétype de la jeunesse franco-américaine et de la vieille tradition confédérée. Les cinq frères Chalaron servirent dans l'armée confédérée. Aucun d'eux fut tué quoique qu'ils participèrent à chacune de nos grandes batailles. Deux d'entre eux ne décédèrent qu'après la guerre : Antonio, le cadet et James, le benjamin. Tous deux servirent comme simples soldats dans la célèbre Washington Artillery. Quand James fut obligé de quitter ladite batterie pour retourner dans sa plantation afin d'en assurer la récolte, il n'y consentit que parce que ses supérieurs lui avaient promis qu'il pourrait la réintégrer si son frère aîné décédait. Joseph, l'aîné qui commandait la 5^e compagnie de la fameuse Washington Artillery, ainsi que ses autres frères vivaient encore lorsque ce livre fut édité. Stephen combattit dans la seconde batterie de cette compagnie et Henry dans la cinquième, celle de son frère aîné.



Des éléments de la 5^e compagnie de la *Washington Artillery*, cliché pris en 1861. (National Archives)

L'auteur de ce texte raconte qu'après la guerre, le colonel Joseph Chalaron confia la réflexion suivante au poète James R. Randall (1839–1908) :

« Il me sembla réellement vivre une vie de veinard ! Des chevaux furent tués sous moi, des camarades furent fauchés autour de moi et plus d'un moururent dans mes bras alors que moi je suis ici, épargné et veinard et, je l'espère, prêt à accomplir une vie utile et paisible. »

M^{me} Fanny Bears fit la connaissance du colonel Joseph Chalaron au cours de la guerre. Dans son livre *Mémoires*⁵ publié en 1887, elle le décrit comme un jeune guerrier plein d'énergie qui se dépensa sans compter pour que parviennent au général Bragg les approvisionnements dont son armée était absolument dépourvue :

« Des rapports terribles nous parvinrent de l'armée de Bragg, qui n'avait ni chaussures ni couvertures ni vêtements et qui souffrait terriblement. Le général Patton Anderson décida de faire un effort pour approvisionner sa division et, pour ce faire, il choisit le lieutenant Joseph A. Chalaron, de la 5^e compagnie de la Washington Artillery, comme l'officier le plus qualifié pour obtenir de l'approvisionnement. Le jeune officier accepta la mission bien qu'elle impliquât la privation du repos si nécessaire. Le fait qu'un homme si jeune eût été choisi pour diligenter cette entreprise prouvait combien il avait la confiance de ses officiers supérieurs. Le train dans lequel le lieutenant Chalaron s'embarqua à Knoxville était un convoi ne contenant qu'un seul wagon de voyageurs totalement délabré qui était bourré de blessés qui se déplaçaient pour s'asseoir sur les sièges, et de plusieurs wagons à bestiaux remplis de malades. Afin que ces wagons ne fussent pas bondés, le lieutenant Chalaron et un ou deux autres, voyagèrent sur le toit d'un wagon pendant une douzaine heures jusqu'à Chattanooga, exposés aux intempéries qu'ils étaient mal préparés à affronter après avoir eu à subir les séquelles de la campagne du Kentucky, qui incluaient le manque de vêtements chauds. Je souligne ce noble acte car le lieutenant Chalaron était originaire de La Nouvelle-Orléans (aussi ma propre maison bien-aimée). Une telle abnégation chevaleresque vis-à-vis ceux qui souffraient, jaillit du cœur palpitant de ce chevaleresque Créo louisianais. »

Aujourd'hui (*c'est-à-dire en 1907*), l'ex-colonel Chalaron est devenu le secrétaire de la Louisiana Historical Society et de facto le surintendant du Hall des Records⁶ de La Nouvelle-Orléans, qui contient une impressionnante collection des artéfacts que la Confédération conquit et produisit même au-delà des mers. Sur ces entrefaites, cet immeuble est devenu un noble et intéressant lien entre hier et aujourd'hui et un trésor de souvenirs du passé. Ainsi furent donc cette poignée d'étrangers (qui ne l'étaient pas vraiment dans la plupart des cas) ceux qui nous aidèrent à résister aux plus sombres nuages de notre guerre.

⁵ Fannie Beers naquit dans le Nord, avant la guerre elle épousa un Louisianais qui s'enrôla dans la compagnie des Crescent Rifles de La Nouvelle-Orléans. En dépit de ses origines nordistes, Fannie s'enrôla comme infirmière dans les forces confédérées qui combattirent en Virginie orientale et dans l'armée de Braxton Bragg en Géorgie. En raison de ses états de service, elle reçut le surnom de « Florence Nightingale du Sud ». Elle publia ses mémoires en 1889 : *Memories : A Record of Personal Experience and Adventure during Four Years of War*.

⁶ Hall des Records : entre-temps rebaptisé le *Louisiana Historical Center*.



Les pages ci-après sont extraites de « Cities and Camps of the Confederate States » de Fitzgerald Ross. Il s'agit d'un Britannique qui vit le jour à Heidelberg en Allemagne puis suivit une éducation militaire que le mena dans les hussards autrichiens. Comme beaucoup d'autres européens ayant eu une formation militaire, il opta pour l'errance au sein des armées occidentales et notamment dans la cavalerie confédérée qu'il servit pendant un an. Cette expérience, il la relate dans son livre où il décrit sa proclivité pour la cause sudiste et l'esclavage des Noirs. Dans l'extrait qui suit, nous avons maintenu les opinions raciales émises par Ross parce qu'elles s'inscrivaient dans son mental et dans celui de ses hôtes. Par souci de fidélité au texte original, nous n'avons pas corrigé les minuscules que l'auteur appliqua aux noms propres « nègre » et « noir ».

Charleston, septembre 1863

Nous avons fait plusieurs autres excursions dans le pays pendant notre séjour à Charleston, et à l'instar des planteurs, nous avons pris beaucoup de plaisir à nous exhiber et à pérorer sur leur vie de planteur. J'ai eu une excellente occasion de voir le fonctionnement de leur système social. Les « petites mains » qui cueillaient le coton disposaient d'une chaumière individuelle qui jouxtait un petit carré de terre où ils cultivaient du maïs, des légumes et où ils élevaient de la volaille. Ces avantages montraient tous les signes extérieurs de leur plénitude. Ils sont nourris, bien vêtus et le dimanche, ils arborent de beaux vêtements avec autant de fierté que les « petites mains » d'un meunier anglais. Ces esclaves sont singulièrement attachés à leurs maîtres qui la plupart du temps les traitent avec la plus grande bonté. Aucune femme d'un ecclésiastique anglais ne pourrait être plus consciencieuse que les dames du Sud quand celles-ci visitent les malades et les vieillards parmi les esclaves de son mari pour leur lire la Bible et leur distribuer des médicaments et des petites douceurs lorsqu'il s'agit de pourvoir aux besoins de leurs esclaves sans défense. C'est ainsi qu'on leur enseigne la charité comme étant le premier devoir d'un propriétaire d'esclaves. Il a été clairement démontré, au cours de cette guerre, qu'il n'y eut aucune disposition de la part des nègres à se révolter contre le système actuel.

Au début, beaucoup des noirs furent trompés par de fausses affirmations et ils pensèrent sottement que la liberté que leur promettaient les Yankees signifiait qu'ils seraient exemptés de travailler durant le reste de leur vie. Ces noirs-là se sont certainement enfuis pour se réfugier chez les Yankees, mais la plupart de ceux-là se sont amèrement repentis de leur erreur et beaucoup sont revenus chez leur maître chaque fois qu'ils en ont trouvé l'occasion. Partout où ils pénètrent, les Yankees en « libérèrent » un grand nombre cruellement et contre leur gré, mais c'était pour en

faire des soldats (...) *Émanciper les esclaves* maintenant, comme le proposent les abolitionnistes, serait un acte de la plus grande cruauté envers les nègres parce que cela aboutirait certainement à leur extermination progressive, tout comme les Indiens Peaux rouges, une race beaucoup plus noble, ont subi avant eux.

(Comme la première édition des mémoires de Fitzgerald Ross parut en 1865, il ne pouvait évidemment pas deviner que la résistance des Noirs à l'esclavage et leur combativité dans les forces fédérales se traduisirent dans les Official Records of the War for Union par 179 000 soldats (10% des forces terrestres) et 19 000 marins dans les forces navales.)

En hiver 1864, Richmond était devenue très différente de ce qu'elle avait été au cours de la belle saison. Les membres du Congrès se trouvaient en pleine session, les boutiques étaient remplies de clients, une marée de soldats et d'officiers en permission inondait les rues tandis que les hôtels, les restaurants et les cafés débordaient de monde et on percevait parfois une certaine réprobations vis-à-vis des activités un peu trop récréatives de la population. Cependant on y disait que le général Lee aurait déclaré que les jeunes femmes avaient raison de se montrer aimables avec les soldats et les officiers en permission. En conséquence, les bals et les amusements de toutes les sortes étaient à l'ordre du jour.

En tant que vice incontournable, les tables de jeux avaient été un sujet de discussions au sein des autorités virginviennes. Leur débat avait été soit de légaliser les tables de jeux sous prétexte qu'elles s'inscrivaient dans un amusement public, soit de les interdire par de sévères mesures, ce que les autorités locales décidèrent donc finalement. Tous les tricheurs devaient être sévèrement punis tandis que les croupiers encouraient le fouet, un châtiment ordinaire dans cette région.

Richmond, Janvier 1864

Les deux chambres du Congrès votèrent des motions particulières remerciant certains de leurs généraux pour leurs faits de guerre. Une mention spéciale fut notamment accordée au major Heros von Borcke, un officier prussien qui s'était courageusement comporté au cours de ses prestations sous les ordres du général Jeb Stuart. Et qui fut très gravement blessé au cours de leur campagne en Pennsylvanie. Il n'y a guère d'étrangers qui servent sous les couleurs confédérées (...) En revanche, les rangs fédéraux sont bourrés d'aventuriers étrangers parce que leur pays d'origine leur permet plus facilement de débarquer dans les États nordistes, mais aussi parce que les vauriens, les laissés pour compte et les révolutionnaires de 1848, comme ceux de Louis Blenker étaient tous déjà sur place au début de la guerre civile⁷.

⁷ Louis Blenker naît à Worms (Bavière) le 31 juillet 1812. Son éducation militaire le conduit à un statut d'officier subalterne dans un régiment de uhlans. En 1848, il en démissionne pour un commandement dans la milice bavaroise au cours de la Révolution de Baden pendant laquelle il est noté pour son courage. Ensuite, il combat les Prussiens lorsque ceux-ci envahissent la région dite du Rhineland (actuellement allemande), mais il est obligé de fuir en Suisse à la suite de la progression des troupes prussiennes (l'unification de l'Allemagne n'est pas encore réalisée). Depuis la Suisse, Blenker décide de s'expatrier aux États-Unis. Après son arrivée là-bas, il s'installe dans une ferme au cœur de l'État de New York et il y dirige une petite entreprise. Il prend faits et causes pour l'Union dès le début des hostilités et incorpore l'armée fédérale où il participe à la formation du 8th New York Infantry, un régiment de réfugiés germanique empreint des nouvelles idées socialistes. En raison de son comportement énergique au cours de la bataille de First Manassas en 1861, Blenker est promu brigadier-général, mais il est démis de ses fonctions à la suite des démarches de son ex-compatriote Carl Schurz devenu politicien, qui avait révélé certaines de ses prévarications. Il est démis de ses fonctions le 31 mars 1863, et meurt au cours de la même année, dès suite de la grave blessure qu'il a reçue à la bataille de Warrenton en Virginie.

Dans les armées européennes, beaucoup de leurs officiers sont obligés de démissionner à la suite d'une conduite extravagante et c'est ainsi de ces *soldats de fortune* européens ont constitué une réserve d'hommes de guerre. Ils n'ont pas épousé la cause nordiste parce que celle-ci figurait dans leurs opinions personnelles, ils n'y ont adhéré que parce qu'elle se trouvait à leur portée. Beaucoup de ces gens-là sont des excellents officiers. Comme l'accès à la Confédération sudiste n'était ni facile ni directe, les étrangers qui combattirent à nos côtés s'enrôlèrent volontairement dans nos rangs parce que notre cause était juste. Peu d'officiers étrangers visitèrent les États sudistes et connurent, comme moi, l'extrême courtoisie et l'infinité gentillesse de ceux qui les ont reçus au cours d'une période si intéressante qu'on ne peut plus espérer la retrouver un autre jour.

Fredericksburg, janvier 1864



Fredericksburg au lendemain de la bataille (National Archives)

Le 9 janvier 1863, j'accompagnai le général Jeb Stuart dans sa tournée d'inspection de ses brigades qui campaient près de Fredericksburg (...) Depuis la bataille livrée cette année, le maire de cette visite y occupa une grande demeure qui a conservé son ameublement. Il nous reçut chaleureusement puis nous sommes partis pour nous rendre à un bal. Avant la guerre, la ville de Fredericksburg était un lieu où il était très agréable de vivre, mais elle connut bien des misères au fil de ces deux dernières années. Après avoir été occupée par les Yankees au cours de l'été de 1862, elle connut un véritable supplice en décembre de cette année lorsque se déroula la bataille qui porte son nom. Les Yankees la bombardèrent avant d'en prendre possession puis ils la pillèrent avant de l'évacuer. Pendant la bataille, les Yankees la reprirent une seconde fois avant de l'évacuer à nouveau. Comme elle se trouve à proximité des lignes ennemis, il se pourrait qu'elle retombe encore une fois entre leurs mains. En conséquence et bien que ses habitants eussent pu rentrer en possession de leurs maisons, ils sont devenus moins pointilleux qu'auparavant à propos de l'esthétique et de la réalité de ce qui leur restait.

Dans la salle de bal de la maison où nous dansions, il ne restait guère de jolies choses à part le piano qui était éclairé par des demi bougies fichées dans des

bouteilles vides. Il est même possible que certaines des dames présentes ne portaient que de vieux vêtements ordinaires, mais de toute façon, il faisait trop sombre pour que nous nous en rendions compte. En dépit de tout cela, nous passâmes une soirée aussi agréable que possible et nous fûmes déçus lorsque sonnèrent les douze coups qui clôturaient la soirée. Au moment de nous en aller, comme il n'y avait pas de chaperons pour les gentes demoiselles, celles-ci furent escortées par des gentlemen qui les raccompagnèrent jusque chez elles.

Mobile, février 1864

En arrivant à Mobile, je constatai que ce cette cité avait peu souffert de la guerre car, en dépit du blocus, elle entretenait encore des relations commerciales avec le monde extérieur. Nous prîmes d'abord nos quartiers au grand hôtel Battle House et, après avoir goûté un bon bain, nous avons opéré un grand tour dans la ville.



L'hôtel ci-dessus fut bâti en 1837, il s'agit du *Southern Hotel* de Mobile et non du fulgurant *Battle House* (détruit en 1905), mais sa situation dans Water Street le rangeait dans la gamme du *Battle House* car il était destiné aux visiteurs de haut parage. Au sortir de la guerre de 1812, la première entreprise à s'incruster dans cet endroit est la *Franklin House* en 1825, malheureusement des inondations estropient le bâtiment au cours des quatre années suivantes. Mais en 1829, d'autres hôteliers en restaurent sa structure et le rouvre sous le nom de *Waverly Hotel*. Cependant, un incendie le réduit en cendres trois décennies plus tard. En 1852, James Battle décide d'acheter le terrain pour y construire le *Battle House Hotel*. Bâti sur quatre étages, cet immeuble comportait une galerie reposant sur deux de ses niveaux. L'hôtel se développa considérablement au cours des années suivantes. De nombreux invités illustres sont passés au *Battle House*, notamment le sénateur Henry Clay, le général Winfield Scott et le président américain Millard Fillmore. Le sénateur et candidat à la présidence Stephan A. Douglas a même pris une chambre dans ces lieux au cours de la nuit qui précéda le jour des élections présidentielles de 1860. L'hôtel *Battle House* resta un site touristique incontournable à Mobile jusqu'au début XX^e siècle, mais en 1905 un grave incendie le détruisit complètement.

(www.historichotels.org/us/hotels-resorts/battle-house-renaissance-mobile-hotel-and-spa/history)

Un jour, nous nous sommes embarqués sur un magnifique steamer de rivière pour inspecter les défenses extérieures de la place. Nous fûmes accueillis par un orchestre issu de l'une des unités de la garnison et nous dansâmes dans un splendide salon. Ici,

le quadrille se danse avec des figures différentes – l'une de celles-ci ressemble à la dernière figure du quadrille des lanciers dans lequel on se tourne et on se serre alternativement les mains gauches et droites. Comme l'amiral Franklin Buchanan assistait à la soirée, il décida de se joindre aux danseurs en dépit de son âge avancé et sa participation aux figures de ladite danse créa une certaine confusion et de l'amusement chez les plus jeunes, ce qui l'amusa beaucoup. Cet homme était très populaire et toutes les jeunes ladies l'appelaient le « vieux charmant gentleman » en dépit qu'il était trop jeune de dix ans pour être un amiral dans la flotte anglaise.



City Hall & New Market de Mobile (History Museum of Mobile).

Je me trouvais encore à Mobile à l'occasion de deux mariages : le premier du général Tom Taylor et le second de mon ami le colonel Ernst Rudolf W. von Scheliha qui, plus tard, fut enterré au cimetière de La Nouvelle-Orléans.



Amiral Franklin Buchanan (Naval History Heritage) - Général Tom Taylor (Library of Congress) - Colonel Ernst Scheliha (Memorial Find a Grave)

Le jour même où ces deux mariages furent célébrés, nous avons appris que neuf autres couples avaient été unis. Tous ces mariés étaient des officiers de notre armée. C'est dire que jamais autant de mariages furent célébrés dans le Sud à cette époque-là. Le général Stuart était un véritable marieur car il avait coutume de dire à ses officiers que maintenant c'était à leur tour. Ils pouvaient se marier sans qu'on leur demande comment ils allaient entretenir leur épouse qui restait à la maison et devait prendre soin de leurs parents. C'était évidemment choquant, mais considérant les problèmes qui nous attendaient encore, c'était un souci mineur pour Stuart.

**DANS DEUX LETTRES À LA REINE VICTORIA,
LE ROI DES BELGES LÉOPOLD I^{er} DÉMASQUE
SON EMPATHIE POUR LES CONFÉDÉRÉS**



Château de Laeken où résidait le roi Léopold I^{er} pendant la guerre de Sécession (peinture de Théodore Fourmois).

Le ton et les propos du roi Léopold dans ces deux lettres ne peuvent se mesurer que par rapport aux événements militaires qui ont déchiré les Américains. Si l'on tient compte des délais de transmission en Europe des événements militaires qui sont survenus entre ces deux missives, le roi des Belges a noté les succès significatifs des armes confédérées entre leur première bataille de Bull Run le 21 juillet 1861 et leur victoire au sortir de la campagne des Sept jours le 1^{er} juillet 1862.

• **Lettre du roi Léopold I^{er} à la reine Victoria, 17 octobre 1861**
(in *Letters of Queen Victoria*, des éditions A.C. Benson and Viscount Esher)

« Recevez mes remerciements les plus sincères pour votre chère lettre du 14, qui vient de m'arriver (...) Je regrette beaucoup le fait que Paris et Robert ont rejoint l'armée fédérale qui a entrepris une guerre civile !!

(Ces deux prénoms cachent évidemment ceux du comte de Paris et du prince d'Orléans qui ont suivi François d'Orléans de Joinville réputé « prince de sang royal » lorsque celui-ci se porta volontaire dans l'armée fédérale du Potomac, commandée par le général George B. McClellan).

« Il s'agit de leur part d'une démonstration visant à faire preuve de leur courage, afin que l'on puisse dire à leur propos : *ils se sont conduits valeureusement*. Leur démarche s'inscrit donc dans le risquer d'être abattus au service d'Abraham Lincoln et pour la cause du Radicalisme (avec une majuscule dans le texte original) américain le plus vicieux. Je ne pense donc pas que leur attitude plaira en France où

le Radicalisme est heureusement en perte de vitesse. La malheureuse reine (*que tu es*) ne voit certainement pas la chose d'un bon œil, mais maintenant il n'y a plus rien à faire, nous pouvons seulement souhaiter que nous nous en sortions bien. Pauvre reine, assaillie par des événements sans cesse nouveaux et douloureux.

« J'ai reçu une aimable lettre de l'empereur Napoléon sur la situation au Mexique. Je crains qu'il y exauce son projet d'y établir un gouvernement stable qui ne serait pas beaucoup apprécié en Angleterre, même si ses projets ne soient pas fort avantageux pour la France. Demain, nous allons à Liège pour nous préparer en prévision de la cérémonie envisagée pour le lendemain. Le roi Guillaume III (des Pays-Bas) nous rejoindra pour le dîner, puis il passera la nuit sur place avant de repartir très tôt le dimanche. Il sera très bien accueilli chez nous car notre peuple apprécie son mode de gouvernement. Pour lui, être reçu très officiellement dans un pays dont il fut un moment le monarque, c'est un peu pénible, et il pourrait éventuellement se sentir mal à l'aise ... »

« Votre dévoué et unique oncle. »

(Le roi Léopold I^{er} a eu une grande influence sur la jeunesse de la reine Victoria. Issu de la très vieille aristocratie saxonne, Léopold est devenu prince britannique en épousant Charlotte, la cousine de Victoria, en 1816. Historiquement, le Saxe-Cobourg et Gotha (en allemand Sachsen-Coburg und Gotha) était l'un des duchés saxons de l'époque contemporaine. Fondé en 1826 par Ernest I^{er}, il succède à la Saxe-Cobourg-Saalfeld et disparaît à l'issue de la Première Guerre mondiale. Après la mort prématurée de sa première épouse, la princesse Charlotte, Léopold a gardé un œil vigilant et parfois paternel sur la reine Victoria).

• Lettre du roi Léopold I^{er} à la reine Victoria, 20 novembre 1862

Cet extrait n'a retenu de cette lettre que les propos du Roi des Belges concernant l'attitude à adopter vis-à-vis des États confédérés (in *Letters of Queen Victoria*, publié par George Earle Buckle, éditeur et biographe britannique, 1854-1935).

« J'ai lu avec regret que votre cabinet se dispose à donner pour le moment une fin de non recevoir (en français sur le document original) à la proposition française (il s'agissait de proposer une médiation entre le Nord et le Sud dans la guerre civile aux États-Unis). Je suppose que les membres de votre cabinet craignaient que cette démarche nuise à vos élections. L'Empereur envisagea cette éventualité un peu brusquement. En soi, une médiation n'était rien d'autre qu'une offre d'envisager une entente et, dans les cas présents, elle ne pourrait en aucun cas être interprétée comme une mesure hostile. Le refus de la part de l'Américain conduirait naturellement à la reconnaissance du Sud.

« Votre gouvernement admet que les deux factions américaines sont belligérantes, ce qui implique l'indépendance des États du Sud car aucune fraction d'un État ne peut faire régulièrement la guerre à l'autre section du même État sans en être indépendant. Le point de la plus haute importance pour l'Angleterre est qu'il devrait exister deux grandes républiques américaines au lieu d'une, dans la mesure où le Sud ne pourra jamais être une nation de manufacturiers et que le Nord, au contraire, l'est déjà dans une large mesure, et est aussi devenu un rival en termes de marchés. »



10, Downing Street, siège du gouvernement britannique à Londres et de son service des Affaires étrangères, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle.

LE LIVRE DE RENATA LONG

Par Ryan Quint

*Ryan Quint, l'auteur du texte qui suit, est un historien issu de la Mary Washington University de Virginie, il est l'un des guides du parc national de Fredericksburg et de Spotsylvania et il a publié de nombreux textes sur la guerre civile américaine. Son article, reproduit ci-après, se focalise sur les « pierres précieuses » de l'ouvrage de M^{me} Renata E. Long : *In the Shadow of the Alabama*, qui a été publié en 2015 aux éditions Naval Institute Press.*

Lorsque l'on étudie la guerre de Sécession, il peut être facile de s'immerger totalement dans tous ses événements militaires. Les touristes sautent alors de bataille en bataille pour suivre parfois les pas d'un ancêtre qui n'a peut-être pas lui-même réalisé les ramifications mondiales de ce qui se décida de 1861 à 1865. Mais le fait est que la guerre civile américaine fut un conflit mondial avec des résultats durables tant de ce côté-ci de l'Atlantique qu'en Europe. Excellement conçu, le livre de Renata E. Long, *In the Shadow of the Alabama : The British Foreign Office and the American Civil War*, aborde le conflit sous l'un des ces aspects les plus récents. Comme le mentionne son sous-titre, le livre de M^{me} Long est centré sur les actions du ministère britannique des Affaires étrangères au sein duquel on apostrophe les

actions controversées d'un certain Victor Buckley. Ce jeune aristocrate de la gentry londonienne, dont les liens familiaux étaient vaguement apparentés à la reine Victoria, occupait donc une position professionnelle qui lui permettait d'accéder à beaucoup de documents délicats. Ce personnage aurait été le pion qui griffonna à l'intention de James D. Bulloch l'information mentionnant la saisie imminente du navire qui allait bientôt être connu comme le célèbre raider *Alabama*.

Au départ construit sous le matricule 290, le *C.S.S. Alabama* avait attiré l'attention de Charles F. Adams, le consul américain qui œuvrait pour tenter d'empêcher la fuite de ce vaisseau. Le récit de M^{me} Renata Long, qui dépeint l'évasion dudit bâtiment et les destructions qu'il a causées, forme la colonne vertébrale de son livre. Au cours de son récit, l'autrice focalise notre attention sur d'autres personnages qui ont joué des rôles majeurs et de seconds plans dans les coursives de l'*Alabama*. Sa galerie de personnage inclut évidemment le capitaine Charles Bulloch, l'agent confédéré chargé de financer la construction de l'*Alabama* et de procéder à son lancement en mer.

Dans la gamme, M^{me} Long s'attarde également sur Henry Hotze, l'architecte et l'opérateur de l'*Index*, le journal confédéré qu'il a édité à Londres et dont les opérations au service de la Confédération l'ont conduit à travers l'Europe continentale. Dans cet almanach de quelques-unes des humeurs sudistes sur la guerre de Sécession, nous (Ryan Quint) publions les deux commentaires que Hotze rédigea avant de mettre un terme à la publication de son *Index* à la suite de l'annonce en Europe de la reddition des dernières forces armées de la Confédération dans le département du Trans-Mississippi.

En parcourant l'ouvrage de Renata Long, nous comprendrons les frustrations ressenties par le consul américain Charles Adams qui se démena pour empêcher les acteurs commerciaux britanniques de fournir des armes et des munitions aux agents confédérés qui passaient en coupe serrée toutes les compagnies britanniques capables d'équiper leurs forces navales et terrestres. Le consul Adams et sa stratégie fondée sur le recours à des malandrins locaux, se lit parfois comme un roman de Charles Dickens dépeignant une action prégnante dans les quartiers paupérisant de Londres et de Liverpool au XIX^e siècle. Bien qu'ils fussent déjoués dans leurs efforts pour dribler les manœuvres du capitaine Bulloch, Charles Adams et les États-Unis eurent néanmoins le dernier mot.

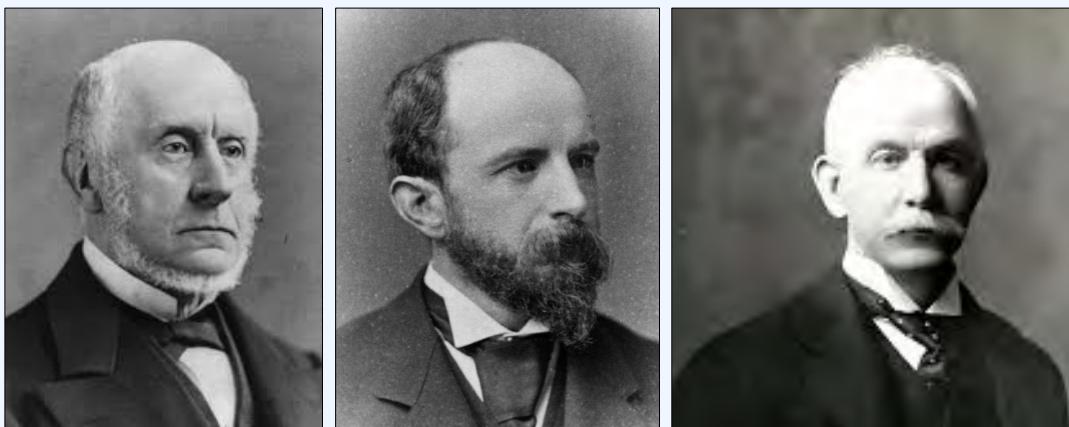
Dès la clôture de la guerre et en dépit de la rapide destruction de l'*Alabama* à Cherbourg, les arrière-faix du réseau confédéré ne cessèrent pas d'alimenter la problématique sur l'identification des acteurs du lobby confédéré au Royaume-Uni. Les dernières parties du livre de M^{me} Long concernent l'*Alabama Claims*, le fameux procès intenté contre la Grande-Bretagne par les États-Unis qui réclamaient des millions de dollars pour compenser les dommages causés par l'*Alabama* et par les autres pillards navals confédérés. En fin de compte et à l'issue de maintes discussions sur les pertes réelles encourues par les États-Unis, un comité international réunis à Genève leur accorda 15,5 millions de dollars de dommages et intérêts pour les dégâts causés à leur commerce maritime. Dans son livre, M^{me} Long emmène donc le lecteur au cœur du tribunal international et relate la politique menée à huis clos pour parvenir à l'arbitrage du contentieux. Le livre de Long est un ajout digne d'intérêt pour ceux qui cherchent à comprendre la guerre de Sécession au-delà de ses champs de bataille en Virginie, en Tennessee et en Géorgie.

LES TROIS ADAMS ET LE PRÉSUMÉ COUPABLE BRITANNIQUE

par S. Noirsain

En 1911, Henry B. Adams, publie un article intitulé *La Saisie des Rams de Laird*. Il avait été le secrétaire particulier officieux de son père, l'ancien ministre et consul fédéral Charles F. Adams pendant la guerre de Sécession. Comme trois Adams vont se chevaucher au cours de ce texte, discernons-les tout de suite pour éviter de les confondre. Il y a d'abord Charles F. Adams Jr. (1807-1886) consul général (ou *Minister* en 1861) des États-Unis à Londres et ses deux fils Henry B. Adams (1838-1918) et P.C. Brooks Adams (1848-1927).

En 1860, le gouvernement américain acheta un terrain à Londres pour y faire construire une ambassade. Au cours de la guerre civile aux États-Unis et en raison de celle-ci et d'autres facteurs, seuls un consul et un consulat étaient opérationnels à Londres, la construction de l'ambassade fut retardée pendant de nombreuses années et l'ambassade actuelle a été officiellement inaugurée en 1960.



Les trois Adams qui s'efforcèrent de contraindre le gouvernement britannique à ne pas trop contester l'implication de l'un de ses fonctionnaires dans l'échappée de l'*Alabama*. De gauche à droite : Charles F. Adams Jr. et ses deux fils : Henry B. Adams et P.C. Brooks Adams (National Archives).

Depuis son consulat américain à Londres, le ministre Charles F. Adams n'avait pas cessé de faire flamber toutes les bougies pour que les locataires du 20 Downing Street admettent enfin que la construction de navires de guerre pour les Confédérés dans les chantiers navals britanniques était contraire à l'esprit, sinon à la lettre, de la loi telle qu'elle était appliquée car depuis 1819, le *Foreign Enlistment Act* britannique interdisait à ses concitoyens de fournir ou de vendre du matériel militaire à deux nations amies qui se faisaient la guerre. En outre, le 14 mai 1861, la reine Victoria avait officiellement proclamé sa neutralité vis-à-vis des deux opposants américains. En juillet 1862, grâce à sa toile d'espions et de ruffians, Charles F. Adams dénude enfin les fils secrets des passe-muraille confédérés et persuade les Affaires étrangères britanniques, en la personne de Lord John Russell, d'ordonner la neutralisation du *C.S.S. Alabama*, qui venait d'être lancé à Birkenhead, l'un des meilleurs chantiers navals britanniques. L'ordonnance de saisie atterrit trop tard chez le chef de la police portuaire car un fonctionnaire secondaire du cabinet de Lord Russell a pris l'initiative d'informer en douce les agents confédérés de l'imminente saisie de leur steamer de guerre.

Adams fut toujours persuadé que les officiers confédérés qui mouillèrent le bâtiment en-dehors des eaux britanniques avaient été prévenus par un membre du

personnel des Affaires étrangères britanniques. Brooks Adams cite le journal de son frère Henry B. Adams dans lequel celui-ci note que le 22 décembre 1865 :

« M. Moran (le secrétaire de légation américaine à Londres) m'a dit qu'il avait été en mesure de remonter à la source de la trahison qui révéla aux agents confédérés la décision des autorités britanniques d'empêcher l'*Alabama* de prendre la mer »

En substance, Henry B. Adams laissait entendre que la note de M. Moran signifiait clairement qu'il ne pesait aucun mystère sur l'identité de la personne qui avait permis à l'*Alabama* de gagner les eaux internationales car la note de l'informateur anglais avait été signée par un certain Victor Buckley et cette note avait été remise discrètement à James D. Bulloch, le chef du bureau des forces navales rebelles en Grande-Bretagne. Or et depuis 1856, ledit Victor Buckley était un haut fonctionnaire aux écritures du bureau du Foreign Office. Charles F. Adams représenta les États-Unis à la commission d'arbitrage qui siégea à Genève et qui devait fixer le montant des dommages réclamés à la Grande-Bretagne pour n'avoir pas contrecarré le lancement de croiseurs sudistes sur les cargos américains. C'est durant cet arbitrage qu'une notice du dossier des revendications américaines souligna que : *le départ de l'Alabama de Birkenhead a probablement été, on peut même dire sûrement, hâté par la communication illicite de la décision du Foreign Office d'empêcher la corvette de prendre la mer*. Or, dans le dossier traité par la Cour d'arbitrage, le nom de Buckley ne fut jamais cité parce qu'il figurait sur une pièce dont l'authenticité ne pouvait pas être juridiquement établie. Cependant, Adams n'avait aucun doute sur l'identité du coupable.

L'article rédigé par Henry B. Adams (le fils de Charles F. Adams), qui recelait le profil du coupable, aurait été sciemment ou non négligé par la presse et les lobbies britanniques et américains au moins jusqu'en 1925, l'année au cours de laquelle Ephraim D. Adams publia aux États-Unis son *Great Britain and the American Civil War*, le premier historien à analyser l'implication de la Grande-Bretagne dans la guerre civile américaine. Dans ce volumineux ouvrage, Adams recourt à l'extrait du journal personnel de son homonyme Charles F. Adams, tel qu'il apparut dans la presse, et il note que l'avertissement préalable communiqué à Bulloch ou aux constructeurs de l'*Alabama*, ne se présentait pas sous une forme susceptible d'être retenue juridiquement (identification formelle et authentique) par un tribunal.

Au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, l'article de Brooks Adams (le cadet de la famille Adams, qui lui aussi se fonda sur les archives de son père pour « allumer » le coupable), n'interpela personne pendant les années qui ont suivi la conclusion de « l'*Alabama Case* ». Les tenants familiaux et sociétaux du « présumé coupable » en furent peut-être les raisons, cependant on peut également supposer que les hautes instances anglaises ne désiraient pas agraver inutilement la complicité de leur fusible aristocratique londonien avec les Confédérés. Dans son livre, Ephraim D. Adams cite l'entrée des mémoires de Charles F. Adams, telle qu'elle était rapportée dans le journal de Henry B. Adams, et il souligne que *l'avertissement préalable qui fut fourni à Bulloch ou aux Lairds n'était pas susceptible d'être mentionné officiellement*. Dans un de ses livres publié en 2004, Frank J. Merli écrit : *Comme il l'admet dans ses mémoires, Bulloch connaissait des Anglais sympathiques qui étaient prêts à l'informer des intentions de leur gouvernement*.

DISCOURS DU PRÉSIDENT JEFF DAVIS AUX PERSONNES DES ÉTATS OCCUPÉS

Richmond, le 5 janvier 1863



La seconde *White House of the Confederacy*, résidence de Jefferson Davis pendant la guerre de Sécession.

Aux citoyens des États non esclavagistes d'Amérique.

Même par des intentions pacifiques, j'ai usé de mon influence et j'ai même mis en péril ma position de président de la Confédération pour que le malheureux conflit qui existe actuellement entre mon peuple et vous-mêmes soit régi par les règles internationales bien ancrées dans nos mœurs, qui, jusqu'à présent, ont adouci les maux concomitants à la situation d'un état belligérant. Comme tous mes efforts ont été jusqu'à présent infructueux, je me sens maintenant obligé de recourir à une mesure dont je me serais volontiers passé parce qu'elle affecte les droits de l'État, tels que notre société les a établis.

Depuis près de deux ans, mon peuple défend ses droits politiques, sociaux et religieux contre les spéculateurs de la Nouvelle-Angleterre et leurs alliés dans les États que, jusqu'ici, nous considérons comme conservateurs. Le peuple de notre Confédération s'est tenu patiemment, résolument et avec détermination entre ses intérêts nationaux et les mercenaires bien payés, bien nourris et bien vêtus des abolitionnistes. Je n'ai donc pas besoin de dire que nos hommes ont noblement défendu la bonne réputation des citoyens américains. Jusqu'à présent, la guerre a été menée par des hommes blancs - des pairs et des descendants de votre race - mais tout a été changé car, désespérant de triompher par l'emploi d'hommes blancs, vos dirigeants vous ont dégradés en vous adjoignant la coopération militaire de la race africaine. Alors que les abolitionnistes nordistes dénigrent l'intervention de certains Français et Anglais de race blanche en faveur de la Confédération, ces abolitionnistes n'hésitent pas à réquisitionner la race africaine pour défendre leur cause.

Le temps est donc venu pour que mon respect pour les saines opinions que professent le monde civilisé, me poussent à exposer les faits suivants :

- Premier : dans sa proclamation, Abraham Lincoln déclare que les esclaves qui vivent actuellement dans les États confédérés seront d'office émancipés.
- Deuxième : Abraham Lincoln a précisé que les esclaves ainsi émancipés pourront être recrutés dans son armée et sa marine et qu'ils pourront être employés pour combattre les personnes libres du Sud. Ces mesures anticonstitutionnelles auront pour inévitables séquelles de déclencher une guerre servile qui s'avérera destructrice pour l'esclavage.

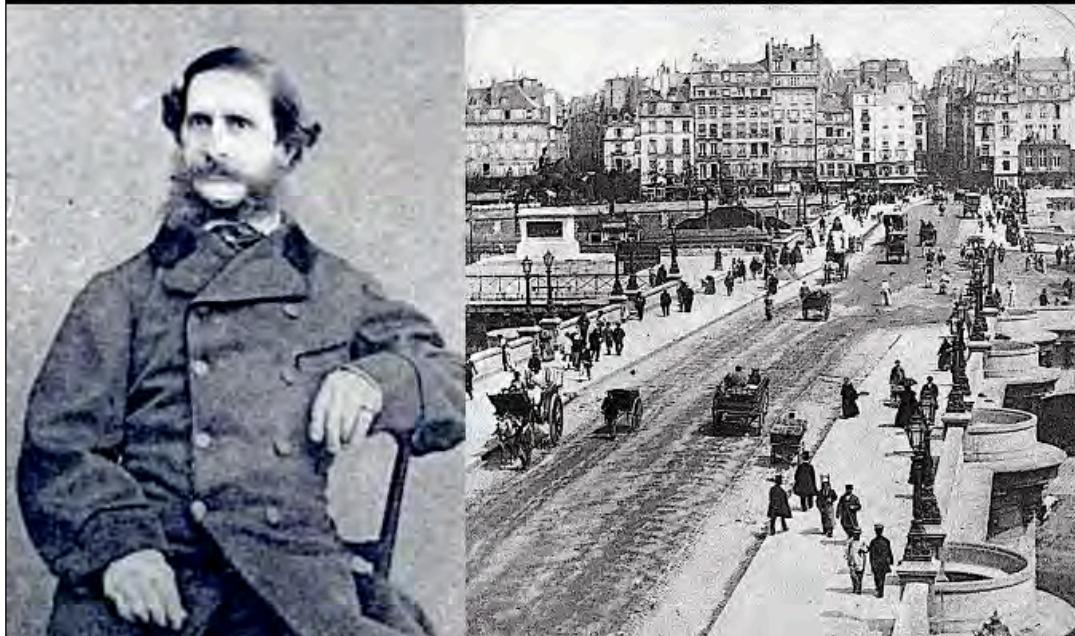
En conséquence et à titre préventif, je publie la présente déclaration destinée aux personnes qui résident dans des États non esclavagistes :

- À dater du 22 février 1863, tous les nègres libres habitant dans la Confédération sudiste seront rétrogradés au statut d'esclave et ceux-ci ainsi que leurs descendants seront pour toujours assimilés à des biens meubles.
- Tous les nègres qui seront capturés dans l'un des États où l'esclavage n'existe pas actuellement ou dans les régions capturées par nos armes, seront immédiatement rétrogradés au statut d'esclave. Dans tous les États qui seront capturés par nos forces, tous les nègres libres seront, ipso facto, soumis au statut d'hilote (esclave dans la société spartiate). Ainsi, les conditions normales de coexistence entre la race blanche et la race noire seront en permanence remises à niveau afin que la paix sociale ne puisse plus jamais être menacée.

Par conséquent, je n'ignorerai pas la politique conservatrice des États esclavagistes, qui veut que le gouvernement d'une association constituée par plusieurs États ne soit pas autorisé à s'ingérer dans la politique intérieure de ses États sans violer les principes fondateurs de notre Constitution. Cependant, puisqu'Abraham Lincoln a jugé bon d'ignorer la Constitution américaine qu'il a pourtant juré de respecter, on ne pourrait pas considérer comme politiquement inapproprié de ma part de défendre la position qui, à un moment fondateur de notre république sudiste, a été assumée par sa constitution, à savoir que l'esclavage est la pierre angulaire de notre république. Je me contenterai de rappeler, en passant, que le Sud est une partie génératrice de l'Amérique du Nord ; cela est aussi vrai pour l'Ouest et le Nord-Ouest qui dépendent principalement du Sud pour leurs produits de consommation. Les autres États où l'esclavage n'existe pas ont donc occupé une position médiane au Sud, à l'Ouest et au Nord-Ouest de l'Amérique. Les États de la Nouvelle-Angleterre, qui engendrèrent toutes les difficultés que nous connaissons, doivent leur grandeur et leur puissance aux suffrages libres de toutes les autres parties de l'Amérique du Nord. Pourtant, il est maintenant clair que, depuis l'adoption de la Constitution fédérale, ils ont mené une guerre persistante contre les intérêts de tous les autres États de notre ancienne Union. Le noyau de leur opposition a été l'institution de l'esclavage quoique les statistiques annuelles de leurs gouvernements respectifs établissent qu'à l'intérieur de leurs frontières, ils recèlent moins de nègres que partout ailleurs. En conséquence, si l'on estime que la condition idoine du nègre réside dans l'esclavage ou dans sa soumission complète à l'homme blanc, on peut penser que le jour ne sera pas éloigné où l'ancienne Union sera restaurée après avoir inscrit dans sa constitution que l'esclavage deviendra désormais le statut obligatoire de tous les Africains. J'ai été amené à publier cette adresse afin d'éviter tout malentendu au sein de la future harmonie de tous les États américains.

UN AGENT CONFÉDÉRÉ À PARIS

par Edwin DE LEON



Edwin De Leon (1818-1891) - La grande rue du Pont Neuf dans le centre de Paris, ca. 1865.

C'est pendant qu'il occupait le poste de consul général des États-Unis à Jaffa (une ville portuaire de l'actuel État d'Israël) qu'Edwin De Leon apprend la sécession de son État natal (Caroline du Sud) et il transmet illico sa démission à la récente administration fédérale de Lincoln. Puis sans débotter il se rend à Montgomery (Alabama) pour y rencontrer Jefferson Davis afin de solliciter un poste dans l'armée confédérée. Davis préfère cependant l'utiliser dans le registre de ses actuelles compétences et il le dépêche en France et au Royaume-Uni pour y faire valoir les intérêts que ces deux pays retireraient d'un marché cotonnier affranchi des taxes fédérales. De Leon refusa tout salaire pour ses services, mais en outre il préleva même sur ses propres deniers les sommes considérables requises par son entreprise. Il arriva en Angleterre en juillet 1862 puis se rendit en France pour y entamer sa mission. En raison de sa couverture diplomatique, il fut reçu dans les plus hautes sphères, tant en Angleterre qu'en France où il déploya sa faconde dans des plaidoyers focalisés sur l'intérêt de reconnaître la Confédération. Cet extrait des mémoires d'Edwin De Leon commence au chapitre 17 de son ouvrage « Secret History of Confederacy Diplomacy Abroad », dont la première édition fut publiée de 1867 à 1868 sous la forme de papiers inclus dans le New York Citizen.

* * *

Je quittai Vichy vers le milieu du 1^{er} août 1862, pour revenir à Paris où je commençai à organiser un système régulier de communications et de correspondances avec la presse municipale et rurale. Ces deux branches de la presse

sont très nombreuses en France car ici le journalisme a une très grande puissance comme le prouve la sévérité des règles qui lui sont imposées. Comme l'empereur Napoléon III n'est pas homme à gaspiller son énergie, il traite la presse comme une facteur de premier ordre dans sa gestion de sa politique intérieure. Chaque fois qu'il a lâché du lest à sa presse en adoucissant une partie des restrictions et une partie de la censure qu'il faisait peser sur elle, la liberté qu'il lui avait accordée se retourna contre lui et il se sentit obligé d'imposer des exigences encore plus prégnantes pour éviter une révolution ou le renversement de son régime. Car c'est un fait curieux de constater que l'ensemble de la presse française ainsi que les plus capables et les plus ardents des jeunes écrivains français, tels que Prévôt Paradol, Eugène Pelletan et bien d'autres, professent, à l'égard du régime napoléonien, des idées qui lui sont opposées et qui sont à ce point libérales que ces gens-là passent presque pour des activistes républicains. Afin de contrecarrer ces tendances hostiles de la part des journaux, l'Empereur les soumet aux plus sévères réglementations. Leur existence dépend en grande partie du jugement que leur porte le chef du service administratif que Napoléon III crée à cet effet. Les peines que ce fonctionnaire peut infliger sont suffisantes pour paralyser, sinon détruire, tout journal qu'il entend museler. Ce Bureau de la Presse est un service administratif qui ressortit au ministère de l'Intérieur en dépit de la particularité que le directeur de ce bureau particulier est pratiquement indépendant de ce ministère qui en assume cependant les actes.

Aucun journal ne peut être lancé en France sans une permission spéciale du gouvernement car son propriétaire doit au préalable déposer une caution considérable qui peut être confisquée si les conditions de la concession ne sont pas respectées. En outre, le journal est soumis à une censure extrêmement sévère de tous les articles qui traitent des questions politiques et commentent la dynastie impériale. Dans tous les cas, trois avertissements émanant du Bureau de la Presse suffisent pour suspendre la publication du journal incriminé voire le supprimer. Dans ce domaine, la loi régissant la liberté de la presse est si élastique que les avertissements peuvent être étendus à une infinité de cas, et quand le gouvernement entre en guerre contre un journal le sort de celui-ci est scellé.

Il a fallu toute l'influence du fameux éditeur de presse Émile Girardin⁸, ainsi que le poids de sa fortune personnelle, au demeurant très grande, et celles de ses amis pour que ce personnage soit le journaliste téméraire qui tienne tête dans ce combat inégal. Cette circonstance avait donné un caractère particulier au journalisme français, un caractère verbal empreint d'inexactitudes, de sarcasmes subtils et de sous-tendus ironiques. Toutes les armes d'attaques secrètes et d'insinuations déguisées, que l'intelligence peut concevoir sont employées contre un gouvernement qui n'hésite pas à brandir ses armes pour justifier la suppression d'organes de presse. Lesquels comprennent les journaux officiels et les semi-officiels, partisans et indépendants. Ainsi le *Moniteur* est le journal officiel de l'Empire. Tout ce qu'il annonce l'est « par l'autorité » car il est le porte-parole du gouvernement. Dans chacun des départements français, paraît aussi un petit organe officiel qui reproduit les textes du *Moniteur* ou dissèquent les ordres émis par le préfet du département. Viennent ensuite les journaux dits semi-officiels, tels que le *Constitutionnel* et le

⁸ Émile Girardin (1801-1881) fut une figure majeure et indémontable du monde littéraire et médiatique français du XIX^e siècle, surnommé le « Napoléon de la Presse ». Il est aussi connu pour avoir fait paraître les premiers romans feuilletons dans un quotidien et d'en avoir minoré le prix pour en accroître le tirage.

Pays. Il y a aussi le *Patriote*, semi-officiel mais plus libéral dans ses tendances. Chacun des partis a aussi son organe. Le parti catholique avait M. Vevillot et son *Univers*, les Orléanistes et les Légitimistes avaient le *Journal des Débats*, le *Radical*, et le prince Napoléon tenait le *Siècle* ainsi que l'*Opinion Nationale*.



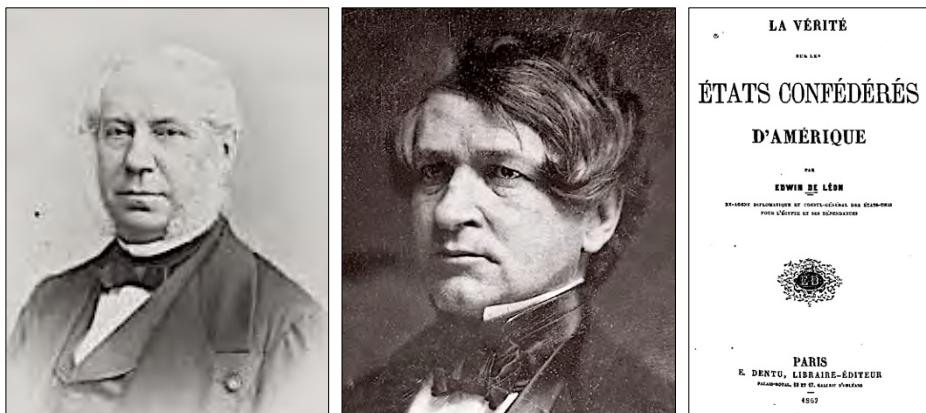
Comme l'une des fonctions les plus importantes que j'avais assumées était celle de porte-parole de l'opinion publique, et que la presse était mon seul thermomètre, je décidai immédiatement de rencontrer beaucoup de monde. Lorsque je le jugeais agréable ou opportun, j'ai donc noué des relations sociales avec les rédacteurs en chef des grands journaux parisiens et leurs principaux collaborateurs. J'ai donc soigneusement choisi et organisé une équipe de rédacteurs qui puisaient leurs anecdotes et leurs inspirations dans les événements de la semaine. Leur tâche était de collationner et de commenter soigneusement toutes les informations américaines qui nous parvenaient par chaque courrier transatlantique, mais en privilégiant ceux qui soutenaient le Sud. Dans le même temps, je réussis à faire publier trois recueils que j'avais soigneusement préparés. Ceux-ci servaient de supports à des textes et à des argumentations qui paraissaient dans la rubrique que les professionnels français désignaient comme la « correspondance » de la presse régionale. Cette rubrique contrôlait l'opinion publique française en dehors de celle qui prévalait à Paris. Comme il s'agissait d'une façon de procéder typiquement française, il n'est peut-être pas hors de propos d'en décrire le fonctionnement. Comme on pourrait le supposer, ces « correspondances » n'étaient pas des « papiers » brossés par des rédacteurs attachés à des journaux car tous les journaux n'en disposaient pas partout

et à n'importe quel moment. Au contraire, le terme « correspondance » s'appliquait à des feuillets imprimés qui étaient lovés à l'intérieur de certains journaux locaux. Soigneusement rédigés par des rédacteurs compétents à partir d'articles parus dans des journaux parisiens ou étrangers, ces feuillets proposaient des nouvelles ou des éditoriaux qui portaient sur des sujets d'actualité ou qui relataient des discussions échangées sur des questions ou des événements locaux ou étrangers qui agitaient ou avaient agité le grand public etc... Ces textes étaient préparés dans la capitale avant d'être transmis aux journaux locaux sous une forme qui collait à leur mise en page. Lesdits textes étaient concoctés une fois par semaine car la plupart de ceux-ci n'étaient destinés qu'aux hebdomadaires locaux. Comme la majorité des Français vivent encore en-dehors des villes, ceux-ci se contentaient d'un journal hebdomadaire. Aussi l'effet de levier obtenu par ces « correspondances » et la relation des événements et des opinions filtrées par leurs intermédiaires se répercutaient graduellement sur l'opinion publique française pour finir par se répercuter sur sa capitale et son gouvernement.

Le soutien du pouvoir napoléonien émane en effet de la campagne et non de la ville. Cette discordance pourrait paraître étrange si l'on considère le flot de personnes et de fonctionnaires rémunérés par l'administration impériale, qui vivent au cœur de la capitale française. En effet, car Napoléon a fait davantage pour l'embellir et enrichir ses habitants que n'importe quel autre des gouvernements précédents. Chaque année, Paris attire des personnes fortunées en se transformant en un lieu de plaisir et de villégiature pour tous les riches étrangers. Pourtant et malgré tout cela, la représentation de Paris au sein du Corps législatif avait toujours possédé une majorité écrasante qui s'opposait au gouvernement. C'est donc dans les districts ruraux que le gouvernement tirait sa force et obtenait ses majorités dont les opinions et les souhaits influençaient sérieusement les décisions de l'Empire. Par conséquent, quand les échos de leurs « correspondances » rebondissent à Paris, ceux-ci sont interprétés comme le reflet du sentiment populaire. Même dans les villes et malgré les effets de la censure, les journaux français sont dirigés très différemment de leurs homologues anglais ou américains. Sans parler des éditoriaux à doubles sous-entendus dans la presse semi-officielle dont on sait toujours que ses textes sont « inspirés » par un ministre ou par un haut fonctionnaire du gouvernement.

Toute la gestion interne d'un journal français est donc différente à bien des égards. Il est vrai que chacun de ses grands quotidiens a son rédacteur en chef qui en contrôle la politique et la gestion, mais ses textes émanent rarement d'une équipe de rédacteurs salariés par le journal. Les grands organes de presse recourent le plus souvent à une pléthore de *free-lances* qui se disputent la parution de leur papier car ils ne sont payés que pour ceux qui sont acceptés et insérés. Il s'agit donc d'une dépendance professionnelle qui est d'autant plus influençable que la majorité des journalistes français sont mal payés. Dans l'accomplissement de leur profession, ces reporters sont donc prêts à asservir leur plume et leurs talents à n'importe quelle cause qui ne soit pas fondamentalement incompatible avec leurs principes moraux basiques. En outre, les Français sont tellement indifférents aux questions étrangères, qu'ils sont enclins à épouser le côté qui gratifie leur compétence. Il y a néanmoins en France une très grande quantité de gens intelligents et cultivés, mais ce sont les équivalents des mercenaires du moyen âge, qui servaient n'importe quelle cause et qui luttaient fidèlement pour elle mais seulement jusqu'à la fin de leur contrat.

Le bureau d'un journal français est donc le théâtre d'une concurrence acharnée et anxieuse entre ses collaborateurs quotidiens. Les journalistes français se contentent donc d'apporter leur propre contribution : en quelque sorte *le pain et les jeux* qui étaient devenus les deux besoins des Français modernes, comme chez les anciens Romains. Les articles qui traitent de sujets qui suscitent l'attention sont volontiers acceptés et adoptés par le lectorat français, ce qui concourt évidemment au succès de ceux qui les ont rédigés. Par ces voies et par cette méthode, il était facile d'endoctriner la presse française sur un sujet comme le conflit américain parce qu'au début les patrons de presse français le connaissaient mal et ne lui attachaient que peu d'importance, ce qui était du reste le cas pour la majorité de ses lecteurs. Pourtant, au début de 1862, leur curiosité commença à s'intensifier et, à force de revenir souvent sur les événements, un fort sentiment en faveur du Sud commença à se profiler vers la fin de cette année. Pour forcer ce sentiment, j'ai préparé et publié par l'intermédiaire de M. Jean-Gabriel Dentu, le célèbre éditeur de pamphlets et de textes politiques, une brochure de 32 pages intitulée *La Vérité sur les États Confédérés*. Il s'agissait d'un bref résumé de l'état réel de la lutte, ainsi que d'une exposition des ressources et de la condition du Sud. Cette brochure, qui s'est largement répandue, a produit quelque impression. M. Drouyn de Lhuys, alors ministre des Affaires étrangères, l'a même transmise au consul fédéral à Paris M. William L. Dayton, lors de l'une de leurs entrevues. M. Dayton l'aurait aussi mentionnée dans une de ses dépêches à M. Seward, le ministre américain des Affaires étrangères à Washington⁹.



Edouard Drouyn de Lhuys (Musée d'Orsay) - William L. Dayton (National Archives)

J'obtins aussi la publication intermittente d'autres brochures de même similarité ainsi que l'insertion d'articles plus élaborés dans des revues hebdomadaires et trimestrielles françaises, qui sont très habiles et contrôlent sensiblement l'opinion des gens cultivés en France. À l'époque, on affirmait du reste et on croyait généralement que les autorités de Washington et de Richmond avaient recours au système de libéralités, généralement employé par tous les gouvernements, pour renforcer et augmenter la circulation des textes étrangers qui soutenaient leurs causes respectives. Un journaliste continental (pas un journaliste français) a eu la franchise de m'avouer qu'à l'expiration de son contrat actuel afférent à ce type de démarche (ou libéralité), une subvention plus élevée pourrait assurer son appui de notre côté,

⁹ D'après un courrier de De Leon au ministre Judah P. Benjamin, daté du 30 septembre 1862, le pamphlet en question fut publié au début de mois d'août 1862 (*Records of the Confederate States of America – Consular and Other Missions, 1861-1865*, Library of Congress).

comme s'il s'agissait d'une simple transaction commerciale. Le montant envisagé était très élevé car son support était vraiment précieux. Cependant, je n'ai pas souscrit au petit arrangement proposé car c'était un jeu dans lequel le pouvoir financier des États nordistes leur procurait la prééminence sur nous qui avions comparativement peu d'argent et moins de crédit à l'étranger. C'était alors le cas au début, tout au moins jusqu'à ce que réussisse l'emprunt confédéré sur le coton, que lança d'Émile Erlanger en Europe. Jamais dans l'histoire de l'humanité une carence comme la nôtre, en termes de moyens financiers, n'a pu résister aussi longtemps car notre position outre-mer était paralysée par le manque de devises fortes, ce qui handicapa notre intendance et l'équipement de nos armées. Nos agents à l'étranger ont dû exacerber leurs efforts et leur énergie personnelle pour contrebalancer les pouvoirs plus persuasifs de l'argent sonnant et trébuchant des Yankees.

Pour la presse étrangère, il est alors excessivement juste de dire qu'une grande partie de l'aide accordée à la cause confédérée n'a pas été achetée par des subventions directes ou indirectes car une grande partie de nos soutiens émanait des convictions et de la bonne volonté de certaines personnes. Le rédacteur en chef d'un grand journal français, à qui je demandais ce que le gouvernement confédéré ou moi-même pouvait lui offrir pour son soutien, m'a répondu que, comme il avait lu que plusieurs patrons de presse avaient été subventionnés, le seul retour que je pouvais formuler serait de faire savoir au ministère français, qu'il n'a jamais rien eu et qu'il ne percevrait jamais rien en échange d'un plaidoyer en notre faveur. C'est bien sûr ce que j'ai fait et à sa grande satisfaction. Ce monsieur était M. Delamarre, le rédacteur en chef de la *Patrie*, le journal dont il était en grande partie propriétaire¹⁰.

Ma propre conviction a toujours été que le journaliste susceptible d'être acheté, à titre de « contrepartie », pour défendre des doctrines ou des mesures qu'il ne partageait pas, valait rarement les sommes qu'il réclamait¹¹. Pourtant, d'un autre côté, on ne pouvait pas s'attendre à ce que les journalistes professionnels puissent accepter de fournir gratuitement leur temps et leur travail à une cause dont ils partageaient pourtant les mêmes idées. Quand j'arrivai à Paris et que je commençai mon travail, cette ville ne comptait que trois grands journaux et environ une demi-douzaine en province, qui soutenaient notre cause. Six mois plus tard en revanche, nous avions obtenu l'appui de toute la presse parisienne, sauf cinq de celle-ci, et mes « correspondances » étaient insérées dans 620 papiers provinciaux.

Comme à cette époque l'Empereur avait l'habitude le tâter le poux de sa presse provinciale sur la question américaine, les directeurs de son Bureau de la Presse avaient reçu l'ordre de lui dresser, à intervalles réguliers, une liste mentionnant les journaux qui défendaient ou attaquaient la Confédération. Le changement rapide et important du ton de ces journaux à ce propos ayant attiré son attention, il missionna sur place l'un des fonctionnaires de son Bureau de la Presse, pour enquêter sur les causes de ces soudains revirements. Quand on assure que lesdites « correspondances » dont il est question ont atteint tous les coins et recoins de la France, et que, sans être réellement partisanes, elles ont donné une couleur confédérée aux nouvelles qu'elles véhiculaient, on saisira tout de suite la force de ce mécanisme. J'ai atteint pas moins de 600 revues affichant toutes les nuances de la

¹⁰ Théodore-Casimir Delamarre était un député de la Somme qui possédait un banque et le journal *La Patrie*.

¹¹ L'historien américain William C. Davis note que, dans sa lettre du 1^{er} octobre 1863 à Jeff Davis, De Leon lui demande néanmoins de l'argent pour « acheter des bonnes opinions sur le Sud dans la presse française ».

politique française. Je ne pense pas que les agents fédéraux, aussi zélés qu'ils fussent, eussent envisagé d'utiliser ce mécanisme. Le résultat de mes travaux fut brièvement résumé dans la dépêche que j'ai adressée au président Davis au commencement d'octobre 1862, dont voici un extrait :

« Constatant qu'il n'y avait rien à faire pour le moment dans le domaine de la diplomatie et que, dans ses mouvements vis-à-vis de l'opinion publique française, l'Empereur restait très prudent au lieu de s'y avancer à grands pas comme on le suppose généralement, je me suis concentré sur la rédaction de cet article qui a d'ailleurs été publié dans la presse française car celle-ci est encore très puissante. Des idées très erronées prévalent sur les restrictions réelles concernant la liberté de parole et d'écriture dans ce pays. Tant qu'il ne s'agit pas de critiquer la personne impériale ou les actes de son gouvernement ou encore pour raviver des différends dynastiques, une grande liberté dans les discussion politiques est accordée à la presse.

« Les discussions publiées par les journaux sont lues le plus souvent et avec beaucoup d'attention dans les restaurants, les cafés et les salons privés où se déroule une grande partie de la vie parisienne. J'ai trouvé qu'en France, nos amis et nos ennemis sont lamentablement ignorants et terriblement pleins de préjugés sur les réels motifs de notre conflit et sur les conditions réelles de nos deux partis opposés. À ma grande surprise, la question de l'esclavage, qui n'est plus un sujet de polémique en Angleterre, est devenue la bête noire majeure de la France tandis que nos défenseurs s'efforcent pitoyablement d'atténuer nos péchés dans ce domaine et frissonnent sous l'épithète *esclavagiste* que leur assènent les partisans du Nord. Aussi étrange que cela puisse paraître, il y a vraiment plus de sentiments pour le noir de ce côté supérieur de la Manche que de l'autre car le sentimentalisme du caractère français s'imbibe des supposées souffrances qu'il attribue à cette race africaine.

« Depuis le début de la guerre, le gouvernement nordiste a dépensé sans compter dans l'altération de l'opinion publique francophone, surtout à Paris, à Bruxelles et sur le continent en général. Pour contrer ses influences, j'ai été obligé d'employer des efforts extraordinaires qui, je suis heureux de le constater, ont produit d'excellents résultats au cours de ces deux derniers mois. Sans trop entrer dans les détails, il suffit de dire que la cause sudiste est aujourd'hui ardemment et efficacement soutenue par tous les journaux semi-officiels de Paris et de sa province, ce réseau couvre toute la France par quelques-uns des journaux clériaux qui nous étaient auparavant hostiles et par les organes des manufactures et des classes industrielles de Lyon, de Bordeaux, de Rouen, etc., alors que dans le même temps, le feu de l'opposition nordiste s'est relâché parce que son offensivité a été repoussée dans une attitude défensive.

« Pour corriger les nombreuses fausses allégations qui circulent à l'étranger à notre propos, j'ai publié sous mon propre nom, une brochure intitulée *La Vérité sur les États Confédérés* pour que celle-ci serve de livre de références à nos amis de la presse française. Vous remarquerez que cette publication est largement considérée comme un argumentaire

qui conforte la capacité du Sud à défendre son indépendance sans aide étrangère, ce qu'il fait actuellement car ses ressources sont suffisantes pour répondre à ses besoins et qu'il n'a aucune raison de se plaindre de son institution particulière puisque celle-ci a toujours été la meilleure amie de la race noire. Nous proclamons en outre que la question de l'esclavage n'est pas à la base de notre guerre et que les nègres du Sud sympathisent avec leurs amis blancs du Sud autant qu'ils haïssent les Nordistes et se méfient d'eux à juste titre.

« Ces idées nouvelles ont été captées et reproduites dans la presse française sous toutes leurs formes et elles ont du reste questionné cette nouvelle approche qui rénove entièrement le concept de l'esclavage. Il a été nécessaire d'employer un volée d'épistoliens pour graver cet aspect des choses dans le cerveau du public car on ne peut pas se contenter des témoignages des simples témoins qui ne relatent que des souvenirs de voyages occasionnels. J'en ai obtenu quelques-uns qui sont néanmoins efficaces. Le Sud doit beaucoup aux journalistes qui se sont fort investis dans la presse française et anglaise sans obtenir de récompense ni même sans avoir été félicités pour leurs services. Ils ont accompli une tâche ingrate en dépit de grands désagréments et sans avoir été reconnus dans leur profession. Je remets donc leurs noms à notre ministre¹². »

* * * *

En parcourant les dossiers des journaux anglais qui m'ont été envoyés, vous comprendrez pourquoi mes travaux se sont surtout limités à la France. Les vraies causes de notre conflit et la position relative des belligérants sont des données bien comprises autant à Londres qu'à Richmond car il n'y a pas de points de détail que nous puissions ajouter car ces détails seraient ceux que j'ai déjà mentionnés dans ma lettre destinée à la presse anglaise et dont j'ai un exemplaire.

À la demande spéciale du romancier anglais William M. Thackeray, j'ai préparé un récit de mes expériences personnelles de « forceur le blocus », qui l'a beaucoup intéressé et qui peut attirer l'attention du public britannique sur la question du blocus et sur le pouvoir de la mainlevée dont les croiseurs nordistes abusent pour inspecter tous les cargos anglais sur l'océan. En plus du texte de M. Thackeray, qui paraîtra dans le numéro d'octobre du *Cornhill Magazine*¹³, une note biographique sur le président Davis, contenant une forte notice politique, sortira dans le *Blackwood's Magazine* de septembre 1862, l'organe tory (Parti conservateur britannique). Toutes ces publications tendent à concentrer l'attention du public sur les hommes et les événements de notre révolution. Les récents exploits des généraux Stonewall Jackson et Robert E. Lee les ont rendus historiques en Grande-Bretagne¹⁴.

¹² Les noms des auteurs ou journalistes français et britanniques, auxquels De Leon fait allusion dans ce texte, ne furent évidemment pas mentionnés dans cet article parce que celui-ci fut publié dans la presse française contemporaine des événements militaires sur le sol des États-Unis. En revanche, De Leon dévoila leurs noms dans la dépêche secrète qu'il fit parvenir au ministre des Affaires étrangères, Judah Benjamin à Richmond. Nous savons donc que lesdits auteurs étaient Paul Pecquet du Bellet, Edward Gauliac à Paris et George McHenry et Henry Hotze à Londres.

¹³ De Leon et l'écrivain britannique William M. Thackeray s'étaient liés d'amitié quelques années avant la guerre, in le *Cornhill Magazine*, annexe 2, in *Trente ans*, vol. 2, p. 84-5.

¹⁴ Le *Blackwood's Magazine* commenta les victoires de Lee et Jackson à Cedar Mountain (9 août 1862) et la seconde bataille de Manassas (29-30 août 1862).

QUELQUES-UNS DES LEITMOTIVS DE L'*INDEX* DE LONDRES

du 12 janvier 1863 au 12 Août 1865



Henry Hotze, 1833-1887 (Museum of Mobile) – Extrait de l'*Index* (The British Library).

*Henry Hotze, celui-ci que les historiens définissent comme le « propagandiste confédéré », naît en Suisse en 1833. Il immigre aux États-Unis et s'installe à Mobile, en Alabama. Journaliste pratiquant plusieurs langues dont le français, il était un prosélyte des théories suprémacistes blanches prônées par quelques auteurs européens, Hotze accepte la proposition du très côté médecin sudiste Josiah Nott qui le charge de traduire en anglais l'ouvrage du français Arthur de Gobineau « **Essai sur l'inégalité des Races humaines** », publié en 1854-1855. À cette traduction, Hotze trouve utile d'inclure un texte personnel d'une centaine de pages, qui s'inscrit dans la phobie de Gobineau sur la suprématie de la race blanche sur toutes les autres races. Si le traité de Gobineau laissa amorphe la plupart des Européens, la plupart des Sudistes s'en régalaient pour les raisons qu'on imagine.*

Parce qu'il écrit et parle couramment le français, Hotze accompagne la légation américaine qui se rend à Bruxelles en 1858. Deux ans plus tard, il regagne Mobile pour occuper le poste d'adjoint du rédacteur en chef du Mobile Register. Dès le déclenchement de la guerre de Sécession, Hotze s'enrôle brièvement dans la compagnie des Mobile Cadets car il est rapidement muté dans les services administratifs du département de la guerre qui, à ce moment-là, ressortait au ministre confédéré Leroy Pope Walker. Percevant le parti qu'il va pouvoir tirer des facultés linguistiques et intellectuelles du personnage, Walker l'envoie en Angleterre pour y organiser le financement des agents confédérés missionnés en Europe.

Au sortir des préoccupations traitées au cours de cette première mission, Hotze s'embarque sur un forceur de blocus qui le ramène brièvement dans le Sud où il réussit à convaincre le ministre des Affaires étrangères Judah Benjamin de lui confier la mission d'organiser en Angleterre une camarilla chargée d'influencer

l'opinion publique britannique en faveur de la Confédération. En plus de rémunérer des pigistes locaux pour rédiger des textes valorisant la cause confédérée, Hotze rédigea des articles qui sortirent dans le Herald, le London Standard, le Morning Post et la Money and Market Review, et qui visaient à convaincre le public et les grandes compagnies du Royaume-Uni des avantages sociaux et économiques qu'ils tireraient de la reconnaissance de la Confédération parce que ceux-ci lamineraient l'actuel chômage des filatures britanniques en n'appliquant plus sur son coton les tarifs d'exportation extrêmement hauts imposés par le gouvernement américain.

En mai 1862, Hotze crée l'Index. Les textes de cet hebdomadaire soutiennent entre autres que le refus des plus puissantes nations européennes de souscrire au blocus des côtes sudistes par la marine fédérale contribuerait aux réajustement des entreprises anglaises qui manufacturent le coton américain. Comme nous le constaterons dans les extraits produits ci-après, Hotze souqua ferme pour tenter de persuader les lecteurs britanniques que l'esclavage ne s'avérait qu'un « contrat social bon enfant » qui cuirassait davantage les Noirs qu'une liberté débridée.

Hotze resta en Angleterre dans l'intention d'y user de ses compétences culturelles pour promouvoir les théories raciales d'Arthur de Gobineau. Au sortir de la guerre, lesdites théories finirent par attirer un fort public en Europe avant d'être forcées par les antisémites français puis déifiées par les nazis. En conséquence, il serait indéniable de s'entêter à contester la filiation intellectuelle entre la pensée sudiste et celle des zélateurs de l'extrême droite européenne et américaine.



CE QUI EMPÊCHA LA RECONNAISSANCE DE LA CONFÉDÉRATION (L'*Index* du 22 janvier 1863)

S'il advenait que les membres du gouvernement confédéré s'adressent à leur Congrès avec une proposition visant à mettre un terme à la guerre par la reconnaissance officielle de la Confédération, serait-il possible que certaines personnes osent imaginer que ladite proposition ne puisse pas être ovationnée ? Ce sont des vérités évidentes qui deviendraient des postulats pour toutes les questions du problème américain. Si une proposition de paix était formulée par une autorité compétente, on pourrait en effet compter sur les doigts de la main les membres des Chambres confédérées ou unionistes qui n'applaudiraient pas au succès d'une telle entreprise. Dans ce cas de figure, les hommes ne se scinderaient plus en camps hostiles en fonction de leur choix politique car la prévision de la paix ne susciterait aucun désordre dans le public. Au contraire, les neuf dixièmes de tous les grands partis et des classes dirigeantes sont des sympathisants sincères du Sud, qui sont impatients de voir se terminer cette lutte. D'autres mesures moins urgentes et de moins importance ont déjà secoué le pays et y a suscité une animosité plus amère mais pas aussi implacable. Pourtant cette démarche en faveur de la paix, qui serait la plus importante et la plus nécessaire, ne rencontrerait nulle part d'opposition sérieuse. Qu'est-ce qui empêche donc la reconnaissance des États confédérés ?

Les arguments en faveur de cette façon la plus simple et la plus efficace de clôturer le désastre que nous connaissons, se présentent à tous les esprits car ils sont dans notre bouche et sont naturellement et logiquement motivés par des principes de

politique, d'humanité et de justice. Il est inutile de recourir à se savants discours pour développer toutes les raisons pour lesquelles les États confédérés ne devraient pas être reconnus comme une nation. Est-ce parce que lesdits États ont une trop faible population, sont-ce parce qu'ils n'ont pas une étendue territoriale assez vaste ou parce qu'ils n'ont pas le passé historique qui leur donne le droit d'être reconnus comme une nation ? Ils ont une population équivalente au tiers de celle de la Grande-Bretagne, ils occupent un territoire beaucoup plus étendu que celui des monarchies continentales les plus puissantes et pendant près de deux ans ils ont maintenu de grandes armées sur le terrain et ont étonné le monde par des actions brillantes sur terre et sur mer. Est-ce que la stabilité de leur gouvernement, son emprise sur la loyauté de ses citoyens ou sa capacité à se défendre contre toutes les attaques n'ont pas encore été suffisamment mises à l'épreuve ? Peu de gouvernements ont eu à demander à son peuple de subir de tels sacrifices en termes de sang et d'argent. Peu de chefs ont exigé de son peuple une réponse aussi unanime et dévouée ! La loyauté de son peuple a été inébranlable et même au sein des villes perdues ! Son peuple a aussi résisté aux menaces et aux séquelles des pots-de-vin. Un million d'hommes armés ont été dépêchés contre ce gouvernement, des centaines de millions de dollars ont été dépensés pour le renverser et aujourd'hui ce gouvernement est plus fort, moralement et physiquement, qu'au début du conflit. Est-ce parce que les États confédérés ont des institutions municipales qui sont susceptibles d'être condamnées que nous ne devrions pas les reconnaître comme une nation ?

Nous traitons d'égal à égal avec l'Espagne et le Brésil or tous deux entretiennent des institutions identiques aux nôtres, mais sous une forme beaucoup plus répugnante notamment la Russie qui, hier encore, comptait quarante millions de serfs. Nous sommes aussi de proches alliés de la Turquie, dont les mœurs et la religion sont criminels à nos yeux. Nous entretenons même des rapports officiels avec les sauvages du Dahomey et avec les Ashantis.

L'admission d'un fait politique est une chose très différente de l'admission d'un principe moral ou de l'approbation d'un mode de gouvernement. Comment pourrions-nous refuser de reconnaître l'existence politique de la France parce que celle-ci administre ses procès par jury et non selon nos idées en termes de justice. Comment pourrions-nous refuser de reconnaître l'existence politique de la Russie parce que l'usage du knout (fouet garni de pièces de métal) s'administre avec une terrible cruauté sur une partie de sa population. Comment de telles choses pourraient-elles être la cause du refus de reconnaître l'existence politique d'une « confédération transatlantique ». Par une exacte similitude de raisonnement, refuserions-nous de reconnaître ou de converser avec les États-Unis, même ceux d'aujourd'hui. Est-ce parce que la guerre en Amérique n'a pas duré assez longtemps, est-ce parce qu'elle n'a pas encore déversé suffisamment de mal et de misère dans son sillage, que nous ne devrions pas exercer notre pouvoir pour y mettre fin ? Le champion le plus fanatique du Nord ne pourrait pas nier que, jusqu'à aujourd'hui, la patience de l'Angleterre lui coûta moins cher que celle encourue par les combattants.

Au cours de cette seconde année de la guerre, il est rare que des objections analogues à celles que nous venons de formuler soient sérieusement émises contre la reconnaissance des États confédérés, du moins par des hommes qui font preuve de bon sens. Le plus souvent, on admet volontiers que la nouvelle Confédération a présenté toutes les conditions requises par une nation vigoureuse et autonome ; c'est-

à-dire que sa suppression, par tous les efforts que ses adversaires déploient, ne s'inscrit plus dans le registre des probabilités. Le député britannique M. John Bright¹⁵ admet même que la question de l'esclavage n'entre pas dans les relations politiques du gouvernement de sa Majesté. En outre, il est admis qu'en restant un spectateur passif de la guerre, l'Angleterre résiste aux incitations induites par les intérêts personnels les plus puissants. Cependant, lorsque tous ces arguments sont énoncés, nous nous arrêtons devant les irrésistibles conclusions de la logique. Pour échapper à ces conclusions, les adversaires de la reconnaissance se fondent sur des affirmations vagues et contradictoires. C'est ainsi que la reconnaissance serait dangereuse, sans intérêt et parfois même inutile. Il ne semble pas venir à l'esprit de ces plaidoyers spécieux, que le premier devoir d'une grande nation est d'être juste parce qu'un acte de justice ne peut jamais être vain ou inutile et qu'en outre ce serait de la faiblesse ou de la lâcheté de postposer un acte sous prétexte qu'il pourrait s'avérer dangereux. Cet argument de dangerosité serait en effet incongru dans la bouche du peuple anglais, nous y avons déjà répondu plus longuement ailleurs. Qu'il suffise de dire ici que, dans tous les registres de la folie humaine, il serait incroyable qu'un homme dont le bras est paralysé ordonne de le faire couper. Ce serait comme si après avoir échoué dans ses entreprises terrestres, le Nord renonçait volontairement à se déployer en haute mer. Les discours sur l'inutilité sont, avec l'incohérence qui les caractérise, toujours avancés par ceux qui sont les plus susceptibles de prétendre préserver l'empire britannique de la vengeance des Yankees. Si ces menaces sont fondées, la reconnaissance de la Confédération devrait, d'après ceux qui profèrent ces propos, résister aux tentatives de la contester.

Même les bigots qui vénèrent la *République Modèle* (la république fédérale) ne croiront pas qu'elle soit capable de guerroyer en même temps contre les armées confédérées et celles de la Grande-Bretagne. La reconnaissance ne peut donc pas être à la fois dangereuse et inutile, mais il se peut qu'elle ne soit ni l'un ni l'autre. Si une guerre entre Washington et Londres était inutile, le Sud ne la souhaiterait pas si ardemment et le Nord ne la désapprouverait si obstinément. Nous n'avons pas besoin de récapituler ici les arguments qui sont familiers à nos lecteurs et qui montrent que la reconnaissance (de la Confédération) par les puissances étrangères doit être le préalable inévitable à toute proposition de paix entre les deux belligérants américains. Un écrivain compétent les a élégamment illustrés en écrivant : *la reconnaissance, c'est couper ce qui sépare un membre du corps blessé. Le patient résistera à l'opération aussi longtemps qu'il le pourra et il ne faut pas s'attendre à ce qu'il procède à cette opération lui-même, mais il en remercie Dieu quand elle est terminée.* Le dernier moyen, c'est-à-dire celui pour lequel la reconnaissance n'est pas obligatoire, mérite un examen approfondi car il est destiné à s'imposer à tous ceux dont les sympathies sont actives en faveur du Sud. On prétend que la reconnaissance de la Confédération n'est pas nécessaire, parce que son indépendance s'est déjà cristallisée quoiqu'elle soit encore l'objet d'actions destructrices, mais l'indépendance du Sud doit-elle être un objectif souhaité par les Britanniques ?

D'abord, parce que ladite indépendance ouvre à l'industrie et au commerce britanniques le marché le plus lucratif du monde habité. Tant que les ports du Sud sont scellés et que les plantations sont ruinées ou abandonnées, il importe peu pour

¹⁵ John Bright était un parlementaire britannique membre du Parti radical et partisan inconditionnel de l'Union et de l'abolition de l'esclavage.

les Britanniques que l'autorité de Jefferson Davis soit spontanément obéie par son peuple ou que celle d'Abraham Lincoln soit imposée aux habitants de Nashville ou de La Nouvelle-Orléans ? Deuxièmement, l'objectif de la Grande-Bretagne, en termes d'ajustement de l'équilibre des forces dans le Nouveau Monde, devrait être de s'y assurer un ami sincère et un allié puissant. Pourrions-nous espérer trouver un ami dans le peuple sudiste si nous nous aliénons sa bienveillance en refusant et en incitant les autres nations à s'obliger de ne pas commettre un simple acte de justice dans cette grande crise ? En outre, si cette guerre couve d'autres bouleversements comme ce sera sûrement le cas et si l'Europe n'éteint pas cette guerre avant qu'elle ait consumé les forces vives du Sud et du Nord, trouverons-nous encore un allié puissant ou un client de choix dans ce pays dévasté ?

Les champs de coton américains ont offert à l'Angleterre des récoltes qui les ont davantage enrichi que leurs propriétaires sudistes. Si ces derniers peuvent renoncer à ces richesses, peuvent-ils aussi répondre à l'appel de la justice et abandonner leur fière position aux côtés des grandes puissances ? Dans ce cas alors, il sera inutile de reconnaître les États confédérés. L'histoire se demandera alors ce qui a empêché la fin naturelle de cette guerre tandis les hommes d'état anglais auront du mal à répondre à cette question parce qu'ils ne pourront pas prétendre qu'ils n'en avaient pas le pouvoir. Ils ne pourront donc pas plaider que les exigences particulières ont empêché son exercice ou que la force de l'opinion publique les a pressurés. Ils ne pourront même pas prétendre que des raisons de politique étrangère ont entravé leur libre arbitre. Avec l'Europe en paix, avec toutes les autres puissances prêtes à suivre leur exemple, avec l'opinion publique ouverte au premier pas qui les laissait libres d'agir, les hommes d'État anglais ne pourront que dire à la postérité, qu'en 1863, ils ont jugé dangereux, difficile et inutile d'arrêter la guerre américaine.



LE NÈGRE DANS LES ARMÉES DU SUD (L'*Index* du 10 novembre 1864)

Il n'y a pas de doute que les gens du Sud se sont complètement préparés non seulement à ce que la guerre se prolonge au-delà des actuelles campagnes militaires, mais aussi à devoir jeter dans la mêlée l'énorme force latente que nous avons si longtemps gardée en réserve, celle qui, une fois actionnée, nous donnera une décisive supériorité numérique sur nos assaillants. Cette résolution capitale (le recrutement de noirs dans les armées confédérées) a été prise avec cette unanimité prompte et débridée qui caractérise toujours le patriotisme confédéré. Presque en même temps, nos organes de presse, notre président et nos gouverneurs ont soutenu une suggestion qui, en raison de ses dimensions prodigieuses et de son opposition à nos convictions inhérentes à nos us et coutumes, aurait pu susciter de l'opposition ou des conflits d'opinion. Pourtant, la réception de cette suggestion n'est pas due à une impulsion précipitée de la part de nos légistes, ni à la saisie empressée d'un expédient qui peut paraître désespéré. Depuis quelque temps, l'opinion publique des États confédérés s'était donc familiarisée avec l'idée de rendre la main-d'œuvre noire disponible pour le service militaire, dans la mesure où cela pourrait devenir nécessaire ou souhaitable. Dans une certaine mesure cette mesure existe déjà. En effet, l'emploi de nègres libres et esclaves, pour assumer les tâches de cochers, d'infirmières et

d'ouvriers désignés pour œuvrer sur des chantiers militaires, a été formellement autorisée par une loi votée par notre Congrès. On peut dès lors supposer que le succès de cette expérience partielle s'est avéré satisfaisant et justifie l'adoption de ladite politique sur une plus grande échelle.

Mais la cause immédiate de notre démarche actuelle concernant les services du nègre, nous croyons qu'elle résulte d'un discours récent de M. Abraham Lincoln, dans lequel il se vante – probablement sans guère plus de considération pour l'outrance des chiffres que nous sommes habitués à trouver dans les déclarations yankees – que 200 000 noirs ont été recrutés dans les armées fédérales et davantage encore comme auxiliaires civils. Une telle tentative de subjuger le Sud devrait être abandonnée avant qu'elle ne périsse d'elle-même. Ces paroles ont évidemment interpelé les gens du Sud. Quel que soit le nombre réel de soldats nègres qui se pressent sous le drapeau de l'Union, il est évident que le gouvernement de Washington compte principalement sur de telles recrues pour maintenir la supériorité numérique de ses armées.

Chez les Nordistes, l'enrôlement de volontariat Blancs a cessé, leur conscription a échoué à plusieurs reprises et dans une telle proportion que leurs États ne peuvent remplir leurs quotas respectifs qu'en recrutant les esclaves des districts hostiles, en l'espèce ceux qui sont occupés par les troupes confédérées. Dans le Nord, le recrutement actuel, qui provient de l'émigration irlandaise et allemande, a été s'est sérieusement freiné et il risque de devenir encore plus précaire. Le nègre est donc le dernier soutien de la supériorité de l'envahisseur, celle du nombre, et pourtant le nègre, du moins le nègre né dans le Sud, est rarement une recrue volontaire pour l'Union. Le simple poids d'un effectif jusque-là apparemment inépuisable a prolongé la lutte, malgré les ravages épouvantables que la stratégie sudiste et sa bravoure ont engendré dans les rangs de l'ennemi. Si, par conséquent, le Sud, comme le Nord, dispose le nègre sur le terrain, ce ne sera pas pour prolonger la guerre – car l'augmentation annuelle à la population blanche armée est manifestement suffisante à cette fin – mais pour mettre fin à la guerre par un coup soudain.

Quand, il y a plus d'un an, la rumeur courait que le Sud envisageait d'armer ses esclaves, nous avons franchement exprimé notre point de vue dans les colonnes de ce journal¹⁶. Il faut cependant remarquer, que si au début de la guerre nous

¹⁶ Hotze fait allusion à l'un de ses précédents articles dans lequel il commente et analyse l'initiative du général Patrick Cleburne de l'Armée confédérée du Tennessee. En janvier 1864, celui-ci avait transmis à son état-major une note dans laquelle il suggérait d'entamer l'enrôlement de Noirs libres ou esclaves dans les armées confédérées pour compenser l'érosion de leurs effectifs sous les coups de buttoirs des forces ennemis. L'approbation d'une poignée de ses généraux n'étoffa pas la virulente réaction de la majorité des autres. Joseph E. Johnston, le supérieur direct de Cleburne, communiqua la proposition en question à Jefferson Davis qui ordonna qu'on l'enterre et, dans le même temps, sanctionna l'initiative de Cleburne en bloquant la promotion dont il allait bénéficier. Dans la même foulée, Judah Benjamin, le ministre des Affaires étrangères, conforta la réaction présidentielle en affirmant qu'il était préférable d'utiliser la main-d'œuvre noire dans les usines et sur les fortifications, que de tenter de la transformer en soldats. Un mois plus tard, le gouverneur de la Louisiane pour commencer, et ensuite ceux du Mississippi, de l'Alabama, des Carolines et de la Géorgie recommandèrent malgré tout au parlement de leur État d'autoriser l'enrôlement de Noirs dans leur milice, bravant ainsi leur législation nationale qui prohibait le port et l'usage d'armes à feu par des Noirs. Le 7 novembre 1864, conscient de la délitescence de ses armées, mais peu enclin à déclencher lui-même un possible séisme socioculturel au sein de sa confédération, le président Davis préfère confier à ses chambres la décision d'autoriser le recrutement de volontaires noirs, mais son surmoi ne peut s'empêcher de formuler des réserves : *en considérant que le nègre est formé aux tâches manuelles et est accoutumé à travailler pour le Blanc qui est le seul à être rompu à l'usage des armes à feu. La transformation du nègre en soldat ne serait ni avisée ni avantageuse.* La presse, surtout le *Charleston Mercury* et le *Lynchburg Republican* vocifèrent à l'énoncé d'une telle hypothèse et l'aile

considérions la rareté des armes comme une difficulté pratique dans l'exercice de notre politique de recrutement, à présent cette question ne susciterait plus d'appréhension. En effet, s'il advenait que les Confédérés soient forcés de cesser de s'approvisionner en armes en Europe, ils seraient mieux pourvus à cet égard qu'à aucune époque antérieure, grâce au développement de notre industrie locale.

Ceux qui sont nos amis verront cette grave entorse raciale avec les plus vives appréhensions en raison de ses conséquences futures au sein de notre société. En revanche, il y a d'autres personnes, notamment les affairistes Yankees, qui décrivent l'émancipation exactement comme Satan prêche la religion, mais qui haïssent le propriétaire du nègre infiniment plus que le nègre lui-même. Nous espérons que les appréhensions de nos amis ne seront pas le fruit pas de l'allégresse de nos ennemis puisque nous ne voulons pas dissimuler la gravité d'un si grand changement dans notre tissu social. Si ce tissu était purement artificiel ou inconstitutionnel, nous tremblerions devant le résultat d'une épreuve aussi sévère, mais nous n'avons jamais hésité à exprimer notre ferme conviction que, dans les États confédérés, la relation entre la race inférieure et la race dominante est dans la nature, une particularité qui ne trouve pas son origine ou sa filiation dans nos lois locales.

Si nous avons raison à ce propos – et nos convictions et nos arguments ne ressortissent pas à une simple argumentation théorique – alors aucun changement sera susceptible d'inverser sévèrement les distances que nous tenons entre le protecteur et le protégé car un pareil danger n'échapperait pas au contrôle de notre législation humaine et judiciaire. Les esclaves émancipés qui gagneraient leur liberté par un service loyal au pays au sein duquel vit leur famille et où leur maîtres leur accordent leur confiance, ces esclaves seraient des êtres très spécifiques car ils occuperaient une place très différente dans l'échelle de notre société. Le danger, s'il y avait un danger, il proviendrait alors du nègre et non de l'homme blanc. Quant à l'esclavage des nègres dans nos États, si odieux qu'apparaisse le vocable « esclavage » pour les oreilles européennes, il est vilipendé et calomnié comme il l'a toujours été par des fanatismes qui s'avèrent honnêtes ou malhonnêtes.

L'esclavage est une institution solennelle dans laquelle l'homme noir a la possibilité de prospérer partout où il se trouve. Cependant, savoir si l'homme de couleur peut y prospérer, c'est encore une problème que nous n'avons pas encore résolu. Notre anxiété est comparable à hypothèse dans laquelle nous placerions des enfants et des adultes physiquement faibles ou handicapés, dans l'obligation de formuler un choix par eux-mêmes et sans aide. Les théoriciens européens ne se souviennent jamais que, bien qu'il puisse être agréable de ne pas être soumis à un maître humain, il peut être inévitablement préférable d'en avoir un qui détient les acquis d'une classe sociale cultivée, comme c'est le cas pour les nègres du Sud. Ce serait en effet regrettable d'avoir une communauté entière pour maître et d'être de facto l'esclave de tout le monde comme cela se produit pour le nègre dans le Nord.

D'ailleurs, il nous est pénible de constater qu'en raison de sa faiblesse et de son trop bon caractère, le nègre ne puisse pas avoir été mêlé aux querelles sanglantes induites par une race plus forte. Nous savons que cette considération a été la principale cause de l'hésitation du Sud pour la décision qui concerne ses noirs, une

conservatrice du Congrès la qualifie d'hérésie sociale. En séance du Congrès, le sénateur Louis T. Wigfall - le pire des ennemis intimes du président confédéré - hurle que n'importe gentleman refuserait de se battre *aux côtés de ceux qui cirent ses bottes et pansent son cheval*.

décision dont le Nord nous en a imposé la nécessité. Comme la philanthropie du monde civilisé le veut, le sang africain déjà versé et qui le sera encore dans cette guerre, ne sera pas versé sur les gens du Sud. Et quoique nous ne conseillions pas à la légère ou sans raison l'expérience (le recrutement des Noirs) à laquelle le Sud pourrait recourir en légitime défense, nous fondons nos espoirs sur l'avenir et sur les grands progrès que nos cinquante ans de tutelle humaine ont produit sur les nègres du Sud par comparaison aux sauvages africains ou même par rapport à leurs affranchis de l'Amérique fédérale et de l'Amérique britannique. Ces espoirs sont confirmés par la constance avec laquelle, en tant que race et au cours des quatre dernières années, nos nègres ont résisté à des tentations qui auraient pu ébranler la fidélité d'un cœur plus froid diligenté par un cerveau plus bouillant que le sien.

Si une population de nègres peut faire bon usage de sa liberté, ce seront donc les États confédérés qui, sous le verdict incontestable du monde entier, offriront les meilleurs types physiques, moraux et intellectuels de leur race. Aucun homme intelligent et sans préjugés ne doutera que l'esclave du Sud se battra pour et avec son maître et que, dans ces conditions, il se battra bien. Pour le reste, les solutions des nouveaux problèmes que les nouvelles contingences sociétales vont engendrer, nous faisons confiance à la sagesse de notre communauté chrétienne d'hommes et de femmes sudistes qui sont bien disposés à l'enrôlement de leurs nègres parce qu'ils sont familiers de leur caractère et de leurs capacités. Par-dessus tout, nous nous en remettons aux desseins miséricordieux de cette pensée très sage qui *façonne grossièrement nos fins et les taille aussi finement que nous sommes nombreux*.



L'IMMINENTE RÉVOLUTION (L'*Index* du 27 AVRIL 1865)

Comme nous ne sommes pas de ceux qui pensent que la cause de l'indépendance sudiste est irrévocablement perdue, il nous semble approprié, à la lumière des événements récents, de réfléchir à ce que serait la situation politique de l'Union et à ses nouvelles perspectives, si la guerre se terminait par le renversement, même temporaire, de la résistance organisée dans les États de la Confédération. Jusqu'à présent, la lutte entre le Nord et le Sud a pratiquement épousé toutes les caractéristiques d'une guerre entre deux pays étrangers. En outre, pour les gens du Nord, cette guerre fut un conflit lointain et très éloigné de leurs foyers. Sauf au cours de brefs intervalles, cette guerre engendra peu de misères dans le Nord car ses habitants souffrissent rarement sur leur propre sol. Ce fut la tendance permanente de cette guerre qui, pendant un certain temps, entreprit de concentrer tous les efforts humains et matériels d'une nation sur la défaite de l'adversaire. Les réponses à toutes les autres questions furent alors procrastinées car l'opposition politique se réduisit au silence par l'annonce d'une victoire ou d'un revers car les sujets de discorde intérieurs restèrent en suspens dans la mesure où le premier devoir de tout patriote était de défaire l'ennemi sur les champs des batailles.

Une telle guerre eut donc pour effet d'agir comme une force centripète momentanément irrésistible. Pour cette raison, il n'est pas surprenant qu'elle soit utilisée par des hommes d'État sans scrupules qui dédaignent de contrôler autrement les mécontentements intérieurs. Or, si la guerre que vous avez menée pendant des

années dans l'Amérique fédérale avait enterré ces mécontentements, si elle avait écarté les causes des antagonismes internes ou réglé l'une des questions pendantes dans la politique nationale, la banqueroute ou l'épuisement national n'aurait peut-être pas été des prix à payer trop élevés. Pourtant, ce ne fut pas du tout le cas.

En supposant que les États-Unis fussent victorieux, ils auraient galvaudé leurs propres institutions, leurs propres libertés, leur propre quiétude, leurs propres bases de crédit et leur propre stabilité en tant que nation. Ils auraient mené une guerre étrangère comme préliminaire à une révolution civile suicidaire. Imaginez que la dernière armée confédérée se dissolve et que son gouvernement soit éliminé : il y aura alors des problèmes constitutionnels beaucoup plus difficiles à résoudre que ceux qui ont conduit aux sécessions. La question de l'esclavage prendra alors un aspect beaucoup plus pragmatique et plus menaçant qu'elle ne l'était avant la guerre. La dette du Nord, qu'elle soit reconnue ou répudiée, devra être payée dans la ruine et la démoralisation. Que faire des États du Sud après qu'ils eussent été conquis ?

Qu'allons-nous donc devoir faire avec les nègres ? Leur maintien forcé dans les États sudistes vaincus permettrait-il de diluer leurs différences chroniques en termes de traditions et d'intérêts dans leurs objectifs vitaux ? Si le Nord pouvait recoloniser le Sud avec sa propre population, les mêmes causes qui ont conduit à la sécession éclateraient rapidement et avec le même antagonisme sectionnel. Cela serait d'autant plus fort que les sécessionnistes actuels les plus féroces rallieraient des hommes nés dans le Nord. Si la moitié de la population de la Nouvelle-Angleterre émigrat en Alabama, en Géorgie ou au Mississippi, cette moitié expatriée ne tolérerait pas longtemps d'être gouvernée par l'autre moitié formée par la population autochtone. De nouveau, si le Sud devait être tenu par la force, les néo-arrivants nordistes consentiront-ils à se soumettre à un régime similaire. On ne peut pas appliquer en même temps un système de gouvernement pour la moitié d'un empire et un système radicalement différent pour son autre moitié.

Si les États du Sud admettaient l'égalité des droits politiques pour les noirs, ne chercheraient-ils pas et ne trouveraient-ils pas des alliances au sein des tendances conservatrices qui se manifesteront dans le nord des États-Unis dès que les passions de la guerre se seront apaisées. Ces tendances conservatrices ne pourraient-elles pas devenir suffisamment puissantes pour motiver la revanche ultime du Sud ? Cela ne serait pas le cas si vous accordiez le droit de vote aux nègres, dont les votes suivraient certainement ceux de leurs anciens maîtres, car avec les deux tiers de sa population noire, le Sud pourrait disposer, au niveau national, d'un plus grand pouvoir électoral que celui dont il jouissait avant la guerre !

Mais le problème social est encore plus insoluble que le problème politique car l'émancipation ne le règle pas ; il réouvre simplement ce que l'esclavage avait pratiquement ou temporairement résolu. Comment le nègre pourra-t-il se nourrir, se vêtir, se préserver de l'oisiveté et même du paupérisme tout en ne versant pas dans la criminalité ? Si le nègre veut jouir de l'égalité politique, il lui sera nécessaire de découvrir la dose moyenne de liberté qui, dans notre société, pourra l'inclure dans la catégorie sociale des Africains affranchis, celle qui s'inscrit dans la société de l'homme libre anglo-américain. Alors que l'objet principal des institutions sudistes visait à éviter la rivalité entre les deux races, quelle nouvelle loi protégera les plus faibles des plus forts dans cette nouvelle société ? Les nordistes, pour lesquels le nègre aura cessé d'être un enjeu électoral, vont-ils soudainement renverser leurs

habitudes sociétales et vont-ils refouler honnêtement leur naturelle antipathie pour les noirs en les embrassant comme des frères ?

Dans les nations peuplées par une race homogène, il est facile d'imposer entre les hommes une égalité théorique qui n'a d'effets que dans les problèmes sociaux mineurs. Mais imaginez quatre millions de nègres ou d'indiens soudainement versés dans une population provenant de n'importe quel autre pays ! Imaginez qu'un sixième du Parlement, des membres du barreau, de la magistrature et des professions intellectuelles soit composé de *concitoyens*, dont les ancêtres non éloignés vinrent du Dahomey et de Tombouctou. Imaginez qu'une politique ait délibérément décidé de fusionner les éléments de ces populations en une masse bâtarde homogène dans le but de donner une teinte plus riche à notre sang anglais. Ce n'est pas tout à fait un croquis fantaisiste : les républiques d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, ainsi que le Mexique montrent avec quels résultats une telle expérience a été tentée. Lorsque les nègres d'Haïti, avec des instincts plus salubres que les blancs d'autres pays, créèrent leur propre gouvernement, ils tuèrent ou bannirent toutes les personnes ayant un certain degré de sang blanc dans les veines. Ceci est une faible description des adversaires d'une Union fédérale reconstruite et qui va inévitablement sombrer. Une autre guerre étrangère, mais cette fois réellement étrangère, pourrait temporairement éviter ou hâter la catastrophe interne. La solution finale appartient à Dieu, mais comme nous avons une telle foi dans l'avenir de notre race et comme nous jugeons que le mélange des races est si peu favorable aux intérêts de notre civilisation, nous croyons que ses graines saines et fécondes seront préservées.



QUE POURRAIT-ON FAIRE POUR LE NÈGRE (The *Index*, 1^{er} juillet 1865)

La situation des États du Sud est vraiment épouvantable. Le Sud n'est pas seulement vaincu, il est écrasé et ruiné. Des ruines noircies marquent les sites où se trouvaient les maisons d'autrefois et nos champs ne sont plus ensemencés. Qui va cultiver notre terre ? À qui le sol va-t-il désormais appartenir ? La famine et la misère meurtrit chacun dans le pays. Des dames qui étaient riches il y a quatre ans, et qui sont encore jeunes et en bonne santé, apparaissent en haillons. La lady qui, il n'y a que quelques jours, dirigeait un établissement princier, erre maintenant péniblement un panier sous le bras et elle accoste humblement un officier fédéral pour lui quémander de la nourriture. Les hommes qui ont été puissants ou riches se cachent dans les bois et les marécages parce qu'ils sont proscrits, tandis qu'abondent les meurtres, les pillages et les rapines. Des bandes de nègres, dirigées par des officiers blancs, volent et font même plus que voler. Dépeignant l'une de leurs atrocités, le *Macon Telegraph* de Géorgie rapporte que *les chefs d'une bande et quatre nègres ont été exécutés, les trois qui avaient commis un viol ont été marqués au fer et le quatrième fut pendu*. Pas étonnant qu'il n'y ait pas de deuil pour les morts. Heureux ceux qui sont morts parce qu'ils ont échappé à l'amertume d'assister à la prostration totale de leur pays. Le comportement des nègres est si mauvais qu'on ne peut pas exagérer leur actuelle dangerosité. Ils se préparent à ce que tout pourrisse rapidement car si tous sont capables de dénicher un ouvrage, peu d'entre eux cherchent à s'en trouver un car ceux qui le pourraient refusent trop souvent de travailler.

L'émancipation a brutalement détruit l'ancien système de travail et cela durera longtemps avant qu'un autre système puisse être instauré. Nous ne sommes donc pas surpris de constater que les sentiments anti-nègre qui gravitaient dans le Nord aient repris de la vigueur. Les nègres ont été malmenés dans les rues de Philadelphie : on les a extraits d'un wagon du chemin de fer pour les rouer de coups. Les Nordistes font de moins en moins confiance aux nègres depuis que les troupes noires ont été désarmées. Pourtant, ils en ont besoin. Dernièrement à Washington, un quartier nègre a été détruit par des soldats blancs, ses maisons ont été rasées, leurs meubles ont été brûlés et les nègres ont été roués de coups. Il est probable qu'aujourd'hui, ces nègres se plaignent d'être dans une situation pire que lorsqu'ils étaient esclaves.

N'y a-t-il pas de remède à ce pitoyable état des choses ? La race noire doit-elle être détruite par l'oisiveté et la famine, par la saleté et la corruption ? Il est admis que quelque chose doit être accompli, mais quoi ? Donner le droit de vote aux nègres sera sans effet. La seul solution serait de contraindre les nègres à devoir travailler. Sur ce point, il n'y a pas de divergence dans les opinions. Ceux qui se rendent dans le Sud, pour des raisons militaires ou civiles, se rendent parfaitement compte qu'il faut contraindre le nègre à travailler. On peut dire que forcer le nègre à travailler reviendrait pratiquement à le refaire tomber en esclavage car l'obliger à travailler en contrepartie d'un salaire ou pour se nourrir, se vêtir ou se loger, ce serait un système de travail obligatoire comparable à l'esclavage.

Nous ne pensons pas qu'il vaille la peine que nous entriions dans cette discussion. Cependant, nous pouvons remarquer que les ouvriers européens sont rémunérés tout en étant contraints de travailler. Nous ne permettons pas aux hommes de mourir de faim. Cependant, nous avons une législation qui punit le vagabondage en absence injustifiée de travail. Cependant encore, prétendre que les nègres doivent travailler n'implique pas une désaffection pour leur l'émancipation. Les abolitionnistes n'ont jamais envisagé que l'émancipation équivaudrait à affranchir le noir du devoir impérieux de gagner son pain quotidien à la sueur de son front. C'est en effet une question qui préoccupe la plupart des abolitionnistes. Grâce à leur zèle, l'esclavage dans le Sud a été balayé. Il incombe donc à ces abolitionnistes de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher que la liberté ruine la vie du nègre et, le cas échéant, le seul moyen de prévention sera de le soumettre à un travail obligatoire.

Il ne fait dès lors aucun doute que des lois strictes et des sanctions sévères seront nécessaires. Il faudra enseigner au nègre qu'il est plus néfaste de rompre son contrat que d'accomplir la tâche qui lui est assignée. La punition pour vagabondage doit être d'une telle nature que le nègre la redoute et fasse en sorte de l'évitera. Comme les cultures du Sud exigent le concours interrompu d'une abondante main-d'œuvre, il est évident qu'à certaines saisons, la perte de cette main-d'œuvre entraînerait le pourrissement de récoltes. Le nègre aura donc à se plaindre de la sévérité de la punition qui punira son oisiveté. Ce sera sa faute s'il encourt ce châtiment qui sera administré, non pas par celui qui l'emploie, mais par des fonctionnaires nommés à cet effet. On verra que le simple emprisonnement ne terrorisera aucunement le nègre, mais qu'au contraire, cet enfermement accompagné de choses à manger sans la contrepartie d'un travail lui serait plutôt agréable. En revanche, un tel emprisonnement couplé par des travaux forcés serait sûrement plus efficace.

Toutes ces choses à faire doivent être accomplies rapidement. Chaque jour d'oisiveté et de vagabondage démotivé terriblement le nègre et chaque jour de retard

rend de plus en plus difficile la réorganisation de l'industrie dans le Sud. Que peut-on faire pour améliorer immédiatement les conditions économiques de ce vaste pays en employant les nègres ? Nous sommes convaincus que la coopération cordiale des citoyens sudistes s'avérera indispensable pour que l'émancipation puisse être convenablement appliquée lorsque les nègres deviendront des travailleurs émancipés. Les Sudistes comprennent le caractère et les aspirations du nègre et par instinct, celui-ci sera plus enclin à être dirigé par ses anciens maîtres que par des étrangers. D'ailleurs, si l'on veut repeupler le Sud, il faudra supporter bien des années d'anarchie car ce sera une tâche difficile de chasser complètement ses habitants actuels, et une tâche tout aussi difficile de faire revivre les plantations abandonnées. Il y a également un autre obstacle car la gestion d'une plantation exige des compétences acquises par l'expérience. Dès lors, les nouveaux colons seront peut-être à la merci des nègres qu'ils emploieront. Qu'il y ait une véritable proclamation d'amnistie pour les Sudistes et qu'il soit mis fin à leur proscription, alors nous espérerons et nous croirons que le Sud recouvrira bientôt une situation considérablement améliorée et que, de facto, les nègres seront sauvés de leur misérable situation actuelle. Ces vues sont partagées par les principaux abolitionnistes des États-Unis, qui considèrent que la coopération du Sud est indispensable pour parfaire l'œuvre d'émancipation. Si la persécution politique cesse, cette coopération ne sera pas refusée et la race noire sera sauvée de la ruine totale qui pourrait l'engloutir rapidement.



LE NÈGRE EN AMÉRIQUE (L'*Index* du 5 août 1865)

De tous les grands crimes qui ont été commis au nom de la liberté, il n'y en a aucun qui eut des conséquences aussi hideuses et qui fut aussi hargneux en raison de son manque de cœur. Nous parlons des conséquences qui accablèrent les quatre millions de nègres américains. Si vous accordez tout ce que la philanthropie la plus osée puisse réclamer et si vous accordez le concept qui définit l'esclavage comme la pire des perversités, c'est prétendre que son abolition était si nécessaire qu'elle justifia tous les moyens employés. Accordez-nous alors que celle-ci compensa son coût en vies humaines. Et si vous nous accordiez tout cela, il n'y aurait pas de circonstance atténuante pour la moquerie satanique qui, pour l'esclave innocent, fait du bienfait non recherché l'instrument de sa destruction. Si le nègre s'était soulevé contre son maître et s'il avait lui-même obtenu sa liberté, un monde philanthropique aurait pu se laver les mains des conséquences de ses actes et se consoler, avec la pensée pharisaïque, que les Blancs et les Noirs ont subi le châtiment de leur culpabilité respective. Mais dans les États méridionaux de l'Amérique, ignorants de la cruauté perpétrée à leur égard, les esclaves restaient béats tandis que leur nombre s'accroissait et qu'ils se multipliaient en dépit de l'oppression qui a fait fondre en larmes tant de cœurs compatissants à des milliers de kilomètres de chez eux. Ils résistèrent à des tentations auxquelles les classes laborieuses des autres pays ne furent jamais confrontées et, aujourd'hui encore, la grande masse des esclaves reste paisible et obéissante aux devoirs qu'ils sont les seuls à connaître et à comprendre.

Sans qu'il eût de la volonté, de l'action ou sans consentement de leur part, un conquérant les proclame soudainement libres. Il n'y eut ni aide pour leur survie ni

de préparation pour leur transition d'un état de dépendance à celui de la lutte pour la vie quotidienne. Mettons l'affaire sous le jour le plus favorable pour les abolitionnistes. Pour les besoins de la discussion, supposons que l'esclavage était tout ce que les abolitionnistes prétendent qu'il fut. Alors, selon eux, c'était la pire école imaginable pour la liberté. Un enfant ne naît pas dans le monde sans que quelques vêtements eussent été préparés pour lui. Or, en voici quatre millions qui semblent avoir connu la liberté, sans qu'une once de la couverture nécessaire ne leur soit fournie. Supposons donc que, pour le noir, l'esclavage ait été un aveuglement mental jusqu'à cette heure. Dès lors, que penserait-on du médecin qui terminerait sa guérison d'un aveugle en inondant ses yeux inexpérimentés d'un flot de lumière mortelle ? Supposons aussi que l'esclave ait eu faim et soif de liberté, que dirons-nous du sauveur qui a tué l'homme affamé par excès de victuailles ? Mais posons aussi le cas le plus favorable aux Nordistes. Pour les besoins de l'argumentation, supposons alors que l'émancipation fut une nécessité militaire et politique. Peut-on plaider la même chose pour la forme et la manière dont fut prise cette émancipation ?

Dans les Antilles britanniques, l'émancipation était un acte solennel. Il avait été longuement préparé et malgré cela, beaucoup de bêtises furent commises dans l'ensemble en dépit des délibération et des précautions. Leur système de servitude, qualifié d'apprentissage – d'une durée de quatre ans pour les domestiques et de six ans pour les préposés aux champs – forma leur transition depuis la servitude. Les hommes libres apprirent à considérer leurs anciens maîtres comme leurs bienfaiteurs et ils étaient donc encouragés à fidéliser leurs anciennes habitudes de respect et d'obéissance. Ces Blancs ne perdirent pas leurs domaines, et les généreuses indemnités dont ils bénéficièrent leur offrirent la garantie nécessaire pour faire face à la crise immédiate. Cette période de paix profonde et de prospérité générale fut le moment propice auquel la décision fut choisie. Ce fut une fête nationale à laquelle la plus grande fraternité régna entre les deux races et sans un seul excès, sauf un excès d'enthousiasme qui marqua le grand changement. Si l'expérience (aux Antilles) échoua, ce ne fut pas à cause de ces sages précautions, mais malgré celles-ci.

Dans toute répétition future, ces précautions devront être non seulement adoptées mais aussi améliorées. Il est clair que des erreurs furent commises, mais elles étaient évitables car elles ne résultaient pas d'un manque de précautions. Voyons de quelle manière le gouvernement américain, témoin de la désastreuse expérience des Antilles britanniques, tenta d'entreprendre l'œuvre dans laquelle échouèrent les hommes qui amorcèrent le mouvement émancipateur en Angleterre.

Dans le contexte des mesures militaires imposées par un conquérant, les scènes de guerre, de pillages, de désordres sociaux et l'imposition de lois martiales ne furent guère la meilleure école où le nègre put apprendre les habitudes paisibles et laborieuses inhérentes à la liberté. L'accroissement de la dévastation et l'instabilité totale du pays dans lequel vivaient ces nègres ne s'inscrivaient pas dans un mode de vie susceptible d'être retenu. À ces inconvénients, cependant, il faut noter que le nègre des États sudistes avait atteint moralement et intellectuellement un niveau beaucoup plus élevé que l'Africain des Antilles britanniques, trente ans auparavant. La fidélité, le dévouement, la confiance, l'affection et tous les sentiments inhérents à notre nature commune, le nègre les témoignait à son maître et à sa famille.

Pendant la guerre et quoiqu'il fût abandonné à lui-même, il se montra digne de la confiance qu'on lui avait accordée. En outre, il se mua même en unique protecteur

des femmes et des enfants qui avaient été laissés sans défense. Une philanthropie sincère et consciencieuse aurait reconnu dans ces faits une garantie divine pour ses œuvres, et se serait réjouie de la lumière ainsi répandue sur son sentier. Quant à la philanthropie des gens du Nord, elle participait de leur colère quand ils constataient qu'un esclave noir pût aimer et respecter un Sudiste blanc. Cette frustration ne s'érodat que si un Sudiste était humilié sous les yeux de ses anciens esclaves. C'était la manifestation d'une vengeance diabolique à laquelle le nègre fut criminellement sacrifié. Il n'y a pas d'autre moyen d'expliquer la raison pour laquelle les Nordistes exigent que tous les enfants blancs fréquentent la même école que ceux des noirs. Dans ce pays (Grande-Bretagne), nous savons que certains bigots saluent même le magnifique triomphe de l'égalité entre les hommes.

Mais que penserait-on ici (en Angleterre), où pourtant on ne clive guère les différences raciales, d'un édit contraignant les enfants des classes riches et cultivées à fréquenter les écoles qui grouillent d'enfants issus de familles pauvres. Est-ce là, en effet, élever socialement les noirs, ou n'est-ce pas plutôt dégrader les blancs et les insulter dans leurs ressentis les plus sacrés ? Que penser de la soumission des prisonniers confédérés blancs à des anciens esclaves enrégimentés dans l'armée fédérale ? Qu'en est-il des défilés ostentatoires de régiments de soldats nègres dans les rues des villes sudistes ? Quelle excuse peut-on accorder au *Chief Justice* (président de la Cour suprême américaine), dont la fonction est d'une dignité plus élevée que celle du président lui-même, de procéder à une tournée électorale à travers les anciens États confédérés pour y haranguer les nègres et les exhorter à faire valoir leurs droits civiques contre leurs anciens maîtres blancs ? Quelle mission philanthropique ces petits apôtres de la liberté et de l'égalité, qui prêchent aux nègres dans les bureaux fédéraux, dans leurs églises et dans leurs écoles qu'ils appartiennent à la race supérieure car c'est Dieu qui décida que le premier homme fut noir. Quant à Caïn, son visage se blanchit et ses cheveux se dressèrent par la terreur qu'il ressentit au cours de sa tentative de fuir la colère du Tout-Puissant. Notre Dieu est-il réellement le père de l'homme blanc ?

De tels propos nous paraîtraient ridicules s'ils n'avaient pas été émis dans un but aussi horrible et s'ils n'avaient pas été conçus avec une malignité capable d'impressionner l'intelligence des nègres. S'il nous a toujours fallu de la prudence, de la charité, de la fermeté et de la patience pour résoudre des grands problèmes sociaux, ces vertus furent également nécessaires pour fixer la nature des relations dans lesquelles les Blancs et les Noirs doivent coexister sur le même continent. Mais le fondement de l'œuvre d'émancipation du Nord trouve son illustration dans la parabole biblique décrivant le Malin qui sème l'ivraie au cœur d'un champ de blé.

On ne peut pas me dire que c'est la folie plutôt que la méchanceté qui prépare cette moisson sanglante et ce n'est pas le zèle outrancier du nouveau converti qui entraîne celui-ci trop loin car parmi les milliers de dirigeants nordistes il y a maintenant une doctrine visant au bien-être du nègre. Que celui-ci soit limité dans sa subordination, qu'il lui soit permis de vagabonder, qu'il vote ou non, ce sont simplement des questions d'opportunité, non de matérialité. Dans les régions où les plantations sont soit abandonnées soit baillées aux autorités fédérales par des spéculateurs locaux, et dans les endroits où la population noire est largement majoritaire, la discipline que les hommes libres appliquent sur le terrain est assez aiguë pour faire regretter amèrement aux noirs les changements dont ils sont devenus

l'objet. Ce n'est que vis-à-vis le Sudiste blanc qu'on apprend aux nègres à faire preuve d'une supériorité offensante et insultante. Jusqu'à présent, l'infection raciale, qui est propagée avec tant d'ardeur, a eu le temps de se répandre bien au-delà des villes et des places des garnisons fédérales.

Aucune classe sociale, même soigneusement drillée en matière de démagogie, ne peut résister à la corruption. Par conséquent, le nègre est forcément poussé à l'oisiveté et au vagabondage. Comme persiste le versement préalable des 20 000 \$ que le président Andrew Johnson impose aux anciens membres du Congrès confédéré pour leur accorder « l'amnistie », cette disposition va ostraciser les entrepreneurs capables de relancer l'économie. Il ne peut donc y offrir beaucoup de travail pour les nègres, cherchez attentivement ces travaux car le seul genre dans lequel il puisse désormais prétendre en tant qu'homme libre, le posera en tant que rival avec l'homme blanc. Les catastrophes économiques d'un pays frappent toujours le plus durement ses classes laborieuses et ipso facto nous trouvons ici une classe laborieuse qui avait été habituée à la servitude des noirs. Maintenant on leur dit pour la première fois de se débrouiller par leurs propres moyens au moment même où leurs moyens de subsistance leur ont été retirés.

Il n'est pas difficile de prévoir les fruits que les enseignements perfides de l'abolitionnisme du Nord sont sur le point de distiller. Récemment, dans les rues de Mobile en Alabama, un nègre a brutalement agressé publiquement un homme blanc. Cet acte lâche était trop insupportable, même pour le soldat fédéral qui en avait été témoin et qui corrigea l'agresseur. Immédiatement après, il s'ensuivit une émeute au cours de laquelle quelques Blancs et de nombreux nègres furent tués. Cet événement est un échantillon de ce à quoi nous pouvons nous attendre à assister sur une plus grande échelle dans tout ce malheureux pays qui se trouve désormais à la merci de ces actuels dirigeants. La guerre servile, qui n'a jamais été redoutée et que tous les efforts du Nord n'ont pas réussi à déclencher aussi longtemps que le Sud était son propre maître, cette guerre était prévisible pour le triste jour où les Yankees deviendraient philanthropes. Que la race noire périsse dans une telle guerre avec un ratio d'un sur deux, c'est notre triste conviction, mais nous sommes aussi forcés de conclure que c'est l'intention délibérée de la politique actuelle des Nordistes.



NOS ADIEUX (Dernier numéro de l'*Index*, 12 août 1865)

Il s'agit du dernier numéro de l'*Index*. Beaucoup, nous n'en doutons pas, compatiront au regret que nous ressentons en commettant cette annonce. Nous estimons qu'il est de notre devoir d'expliquer pourquoi la publication de l'*Index* est interrompue, et aussi de vous laisser quelques mots d'adieu. Ce journal a été créé le 1^{er} mai 1862. Ses promoteurs pensaient qu'il présenterait d'une manière particulière les intérêts communs qui pourraient lier l'Angleterre et les États du Sud d'une façon utile et prospère. En mai 1862, les perspectives de la Confédération semblaient sombres. La Nouvelle-Orléans était tombée et le général George B. McClellan, doté d'une armée vaste et magnifiquement équipée, marchait sur Richmond. Le Sud l'a combattu campagne après campagne et a remporté de brillantes victoires tandis que les noms de Lee, de Jackson et de Stuart sont devenus familiers en Europe.

Comme pendant plus de trois ans, la guerre civile américaine attira une grande partie de l'attention de la majeure partie du monde civilisé, il n'est donc pas étonnant que l'*Index* ait suivi de plus près notre grand conflit. En raison du blocus dont sa nation était victime, le pouvoir confédéré devait donc défendre son positionnement politique au travers d'une officine reconnue en Europe. C'est pour cette raison que naquit notre journal. Au cours des regrettables circonstances que nous connaissons, nous n'avions pas le droit de déplorer qu'en Europe notre journal était simplement considéré comme l'organe de presse du gouvernement confédéré en Europe, un journal que les États-Unis dépeignaient comme « la voix des rebelles ». Richmond, notre capitale, finit donc par tomber, le général Lee se rendit, le Texas abandonna la lutte et la Confédération devint une figure du passé. Il ne nous est pas venu à l'esprit et il ne nous viendra jamais à l'esprit, que la chute de la Confédération nous empêchera désormais d'élargir le contenu et les sujets de nos éditoriaux.

Au contraire, nous avons pensé et nous le pensons encore, qu'il y a beaucoup de matières à traiter en Amérique, des matières dans lesquelles une revue telle que l'*Index* aurait été d'un réel avantage sous la forme d'un moyen de communication commercial entre l'Angleterre et les États-Unis. Nous avons donc tenté de persister dans notre politique de diffusion. Malheureusement, nous avons constaté que nos objectifs éditoriaux étaient gauchis par l'impression générale que ce journal n'était rien de plus que la voix de l'exécutif confédéré. Nous aurions pu corriger cette étiquette en tentant de l'effacer, mais les circonstances de la guerre ruinèrent cette tentative. Il est impossible de ne pas admettre que, sur les deux rives de l'Atlantique, le public persiste à considérer l'*Index* comme un outil de protestations contre la décision de la Providence ou comme la voix d'un nouveau parti sécessionniste.

Il serait difficile pour nous de prétendre que de telles suppositions sont entièrement fallacieuses, quoique nous pouvons penser qu'elles ne sont pas déraisonnables. Si nos desseins étaient manifestement déraisonnables, il serait naturel et presque inévitable de supposer que la publication non interrompue de l'*Index* s'inscrivait dans un objectif politique et que journal avait grand besoin d'être hostile aux États-Unis. Cependant, nous n'avions pas le choix car en cherchant à défendre le Sud nous ne pouvions pas lui nuire en promouvant un point de vue opposé au sien. En conséquence, nous avons décidé de suspendre notre publication. L'*Index* ne sera donc pas l'outil pour perpétuer une lutte qui ne peut qu'aggraver les misères de ceux qui ont déposé les armes. De manière informelle mais sincère, nous tenons beaucoup à remercier les nombreux amis qui se dispersent dans les deux hémisphères et dont leur sympathie et leur confiance ne nous ont jamais fait défaut. Nous nous souvenons avec reconnaissance de l'attention amicale de nos contemporains qui ont été assez courtois pour publier sur leur propre feuille des documents ayant une importance particulière ou générale sur notre guerre civile¹⁷.

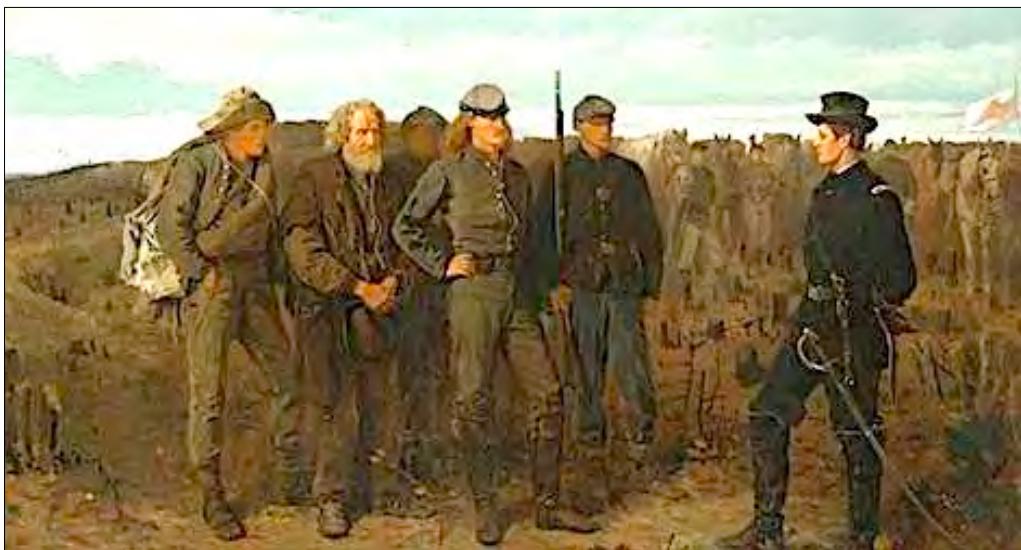
Nous avons apprécié cette courtoisie non seulement de la part d'amis et de journaux neutres, mais aussi de ceux qui nous étaient farouchement opposés. C'est la gloire et la force de la presse anglaise d'oser publier des textes défavorables en dépit des opinions opposées ou partisanes. Si, dans le feu de la controverse la plus amère de notre époque, nous avons quelquefois employé des termes trop durs, nous

¹⁷ Au début de son séjour à Londres, quelques quotidiens britanniques avaient permis à Hotze de publier des brèves sur les événements politiques et militaires aux États-Unis. Comme c'était le cas pour les pigistes britanniques au XIX^e siècle, Hotze ne pouvait mentionner son nom dans les journaux qui publiaient ses textes.

espérons que de telles fautes ont été jugées vénielles et qu'elles sont oubliées. Cependant et sans nous vanter, nous pouvons prétendre que notre journal a mérité la confiance que vous avez placée en nous parce que notre souci était de relater la véracité des faits. Pour des erreurs de jugement que nous aurions commises, nous battrons notre coude. Mais nous croyons que même ceux qui se sont dressés contre nous en tant qu'ennemis n'affirmeront pas que nous n'avons jamais prostitué nos propos dans le mensonge ou dans l'exagération. C'est à notre franchise, pensons-nous, que nous devons avoir obtenu un succès journalistique.

Nous sommes fortement tentés d'adresser quelques mots d'adieu à nos lecteurs sudistes mais hélas, avec quelles paroles de notre part pourrions-nous exprimer le regret que nous ressentons face à leur déception et à leur désappointement ? Nous pouvons cependant déclarer qu'à notre avis, la longue agonie des États confédérés ne sera pas sans récompense ultérieure car, quoique vaincus, ils ne se déshonorèrent jamais. L'histoire de leur existence en tant que nation indépendante ne dépasse pas quatre ans, mais c'est une, histoire complète qui durera aussi longtemps et aussi brillamment que seront vénérés la vertu et l'héroïsme. Le Sud n'est pas une nation solitaire car il fait partie de la vaste et puissante fédération américaine. Le Sud a été conquis et a été blessé, mais aussi longtemps qu'il préservera le souvenir de sa gloire passée, il ne pourra pas être asservi.

La Confédération sudiste est finalement tombée, mais ses vaillants enfants ne seront pas morts en vain. Quel que soit le drapeau qui flotte au-dessus de ses capitales, le Sud restera vivace ; quel que soit le gouvernement sous lequel son peuple vivra, son influence se fera sentir. Pour le moment notre terre est désolée et jusqu'à présent les femmes pleurent ceux qui sont morts pour leur pays, mais le temps effacera les ravages de notre lutte féroce. Châtié par la volonté de Dieu et dignifié par son châtiment, le Sud redeviendra heureux et prospère comme dans les jours passés. Pour les nations comme pour les hommes, les tourments préludent souvent à de nouvelles félicités. Nous sommes convaincus qu'il en sera de même pour le Sud, et c'est donc de bon cœur mais avec une douleur personnelle que nous disons adieu à nos amis Sudistes.



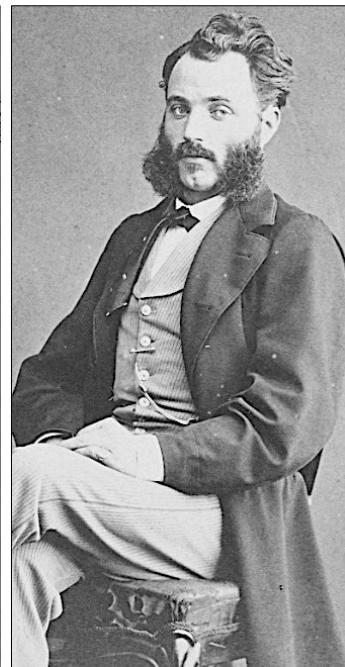
Prisonniers confédérés au cours de la reddition d'Appomattox.

(Peinture de Winslow Homer, 1866 in Metropolitan Museum of Art. Don de M^{me} Frank B. Porter)

LE 23 AOÛT 1863 EN MARGE DU TIRAGE DE L'INDEX : HOTZE SERMONNE FELIX AUCAIGNE, LE « PATRON » DE *LA PATRIE*

Après avoir été choisi par son secrétaire aux Affaires étrangères pour développer la propagande confédérée en Europe, Henri Hotze prend contact avec Félix Aucaigne, le patron du journal parisien *LA PATRIE*, pour le convaincre financièrement d'y faire paraître des articles soutenant la Confédération. Hotze promet également à Aucaigne de lui transmettre des informations inédites sur l'évolution de la guerre dans le Sud ainsi que la permission de publier des textes issus de l'INDEX, le tout assorti d'un versement hebdomadaire de 50 francs (valeur 1861). À l'été de 1864, Hotze suspend son arrangement avec Aucaigne et à l'issue de cette suspension ou rupture, Aucaigne entreprend de proposer les mêmes services à l'agent fédéral John Bigelow à Paris. Comme celui-ci ne réserve aucune suite à ses propositions, Aucaigne cesse définitivement de traiter les affaires américaines.

Dans la missive reprise ci-après qu'il adresse à Aucaigne, Hotze lui exprime vivement son souhait de faire corriger l'article politique rédigé par la rédaction de *LA PATRIE*. Ce quotidien qui bénéficiait des faveurs de Napoléon III, avait connu en 1861 une forte croissance après avoir multiplié sa diffusion par vingt en l'espace de seulement une quinzaine d'années. Il tirait à 4 000 exemplaires en 1846, à 20 000 dix ans plus tard, puis à 35 000 exemplaires en 1861¹⁸.



Un exemplaire de *La Patrie* de 1860.
Félix Aucaigne, le « patron » de *La Patrie* (photo J. Berot, ca. 1865, Eastman Kodak Co.)

Monsieur

En tant que directeur politique, voire de rédacteur en chef de l'*Index*, j'accuse réception de votre courrier d'hier, dans lequel j'entends corriger certaines des erreurs que votre journal parisien *La Patrie* a commises. Je ne sais pas si votre missive était destinée à être publiée ou si elle visait seulement à faire partager des informations

¹⁸ Cullop C.P., *Confederate Propaganda in Europe*, pp. 50, 74, 118-9. University of Miami Press, 1969.

privées, mais jusqu'à ce que j'aie de vos nouvelles du contraire, je la considérerai comme la seconde. Dans l'un et l'autre cas, j'ordonnerai qu'aucune allusion injuste ou irrespectueuse à votre égard figure à l'avenir chez nos correspondants parisiens. Je vous remercie de tout cœur des sentiments amicaux que vous professez pour mon pays et pour sa cause, et je suis loin de vouloir vous contester le droit d'émettre votre opinion sur notre institution de l'esclavage.

Cependant, comme vous me demandez des indications sur la réelle condition sociétale du Sud, afin de préparer un article sur ce sujet, vous me pardonnerez peut-être de noter qu'un journal aussi influent que le vôtre puisse déformer la réalité. Je tiens à vous mettre en garde afin que vous ne tombiez pas dans quelques-unes des erreurs les plus notoires dans lesquelles un Européen est susceptible de verser. Il est d'usage de représenter la classe des propriétaires d'esclaves comme une petite oligarchie tyrannique et, pour produire cette impression, on vous a rapporté un traitement statistique des plus fallacieux. Vous voudrez donc bien vous rappeler que les 345 239 propriétaires d'esclaves, qui ont été dénombrés lors du recensement décennal de 1850, sont des familles et non des individus qui ont été pris en compte. D'après les lois et les statistiques sociétales en cours aux États-Unis, ce nombre doit donc être multiplié par cinq pour obtenir le nombre de personnes réellement impliquées dans l'esclavage. En d'autres termes, il s'agit de près de deux millions de personnes, en l'occurrence un quart de notre population blanche. De plus, même ce chiffre n'inclut pas le très grand nombre des personnes qui embauchèrent, et non qui posséderent, des esclaves comme domestiques. Lesdites personnes étaient des médecins, des avocats, etc... qui ne possédaient pas personnellement des esclaves, mais en louaient. Or, ces derniers esclaves et leur famille étaient intimement liés aux avoirs d'une plantation.

Ces considérations vous convaincront que, dans notre système social, l'esclavage a des racines beaucoup plus ancrées qu'on le suppose généralement. Deuxièmement, une classification des familles esclavagistes, selon le recensement, donne des résultats très différents de ce que l'on suppose généralement. Seules neuf familles sudistes détiennent entre 500 et 1 000 esclaves alors que plus d'un quart des familles sudistes détiennent moins de cinq esclaves. Ainsi, la gestion d'un petit nombre d'esclaves en contact étroit avec leurs maîtres est la règle générale. La gestion d'un grand nombre d'esclaves par un seul propriétaire qui n'a pas la possibilité de s'intéresser à eux de près, est donc exceptionnelle. Par la poste de demain, je vous enverrai des statistiques précieuses sur ce sujet¹⁹.

La troisième erreur répandue est de prétendre que la masse de la population blanche sudiste vit dans un état de pauvreté physique et mentale. Les événements de la guerre ont suffisamment réfuté cette calomnie, mais néanmoins il peut vous être utile de savoir que, d'après le recensement effectué en 1850, la moitié de la population masculine blanche des États esclavagistes était engagée dans l'agriculture et que sur une population totale de 841 929 âmes, 563 138 de celles-ci (en l'occurrence cinq huitièmes) étaient des agriculteurs qui exploitaient et possédaient

¹⁹ Dans son livre : *Henry Hotze, Confederate Propagandist, Selected Writings on Revolution, Recognition and Race* (The University of Alabama Press, Tuscaloosa, 2008), Lonnie A. Burnett écrit : *En faisant valoir que les propriétaires d'esclaves ou ceux qui furent le plus touchés par l'esclavage constituaient une proportion substantielle de la société du Sud, Hotze a anticipé la thèse de l'essai classique d'Otto Olsen « Historians and the Extent of Slave Ownership in the Southern United States », dans Civil War Civil War History, vol. 18, 1972, p. 112 et 13.*

leur ferme. Ces chiffres officiels donc indiscutables montrent que c'est seulement une vision populaire qui dépeint le peuple sudiste comme une société divisée en deux classes comprenant d'une part des aristocrates fabuleusement riches et, d'autre part, de misérables vagabonds.

En matière d'éducation, de religion, etc ... le recensement vous apprend que le Sud est peu en retard par rapport au Nord, compte tenu de la dispersion de sa population. Il a autant d'églises et d'écoles que l'Angleterre ou la France. Environ un tiers de la population blanche ressortit à une église chrétienne. Majoritairement protestants, les Sudistes comptent moins de divorces que dans le Nord et dans certains États, comme en Caroline du Sud, ceux-ci ne sont pas accordés. Les statistiques de la criminalité sont remarquablement faibles, la prostitution est presque inconnue, sauf dans les grandes villes, et le paupérisme n'existe nulle part. Souvenez-vous aussi, s'il vous plaît, malgré votre hostilité vis-à-vis de l'esclavage, que celui-ci est moins une question de droit de propriété que de la gestion civile de la race inférieure. En moins de quelques générations, cette race a été issue de la barbarie et, actuellement, elle compte pour un tiers de notre race supérieure.

Comme vous le verrez par un exposé de leur gestion des plantations dans notre dernier *Index*, les Yankees n'envisagent pas, après avoir théoriquement libéré les esclaves, de leur donner des droits civils et politiques. Ils ne les contraindront pas moins à travailler au profit de l'homme blanc sous la contrainte et ce, au lieu de la forme patriarcale à laquelle ils substitueront un système de travail à domicile qui conserverait toutes les pires caractéristiques de l'esclavage sans jouir de ses compensations ou de ses avantages.

Je puis vous recommander que peu de nos ouvrages littéraires. Jusqu'à présent, les États du Sud n'ont jamais cherché à se créer une littérature spécifique. Parmi les nombreux voyageurs qui les ont visités, beaucoup de ceux-ci les ont jugé sévèrement en décriant nos institutions. Ces témoins ont écrit soit pour servir les objectifs d'un parti politique nordiste soit dans le but de plaire à un lectorat dont le mental avait été biaisé sans avoir eu la possibilité d'enquêter sur le terrain. Ces personnes n'ont donc été que les véhicules de la répétition de fictions calomnieuses ou ridicules. Les deux livres qui vous donneront la meilleure vue sur les mœurs sociales du Sud sont le livre de voyage de M^{elle} Murray (demoiselle d'honneur de la reine Victoria) et de l'écrivaine M^{elle} Fredrika Bremer²⁰. Les statistiques sont la meilleure étude de la condition sociale des gens du Sud, et je vous enverrai demain tout ce que je pourrai recueillir en si peu de temps et loin de chez moi.

Vous connaissez sans doute les énormes ressources de notre pays. Celles du coton produisent à elles seules pour environ 1 000 millions de francs (ca. 1861). Pratiquement, le pouvoir du maître sur l'esclave n'est pas plus grand que celui qu'il exerce sur son épouse et sur ses enfants. Comme dans son ensemble la société sudiste est conservatrice, l'opinion publique de sa communauté chrétienne protège l'esclave plus efficacement que de simples lois. Néanmoins, je ne serai pas disposé à nier que de nombreuses améliorations soient nécessaires et qu'elles seront certainement apportées aux lois actuelles lorsqu'après s'être remis de sa guerre, le Sud aura le temps et le loisir de forger son propre jugement sur lui-même.

²⁰ Fredrika (Frédérika) Bremer (1801-1865) était une écrivaine suédoise. Au sortir de ses voyages à Cuba et dans le sud des États-Unis à la veille de la guerre de sécession, elle publia une description détaillée et favorable à la condition des esclaves noirs américains.

L'ESPIONNE BELLE BOYD TENTE DE FAIRE LE BUZZ EN PUBLIANT SES SOUVENIRS DE LA GUERRE



Belle Boyd après la guerre (National Archives) – Le journaliste George A. Sala qui annonça la parution des mémoires de Belle dans *l'Echoes of the Week* (The Keasbury-Gordon Photograph Archives).

Dans son ouvrage *The London Confederates*, John D. Bennett relate les péripéties qui ont enfanté la publication des souvenirs et des faits d'armes que s'est attribués Belle Boyd, la célèbre espionne confédérée. La publication de ses souvenirs s'amorce le 7 novembre 1864, lorsqu'à l'étonnement de Benjamin Moran (le secrétaire adjoint à l'ambassade des États-Unis à Londres) un certain Sam Harding, en l'occurrence un ancien officier de l'armée fédérale, se présente à son office sis Upper Portland Place, dans l'intention d'y décrocher un prêt financier.

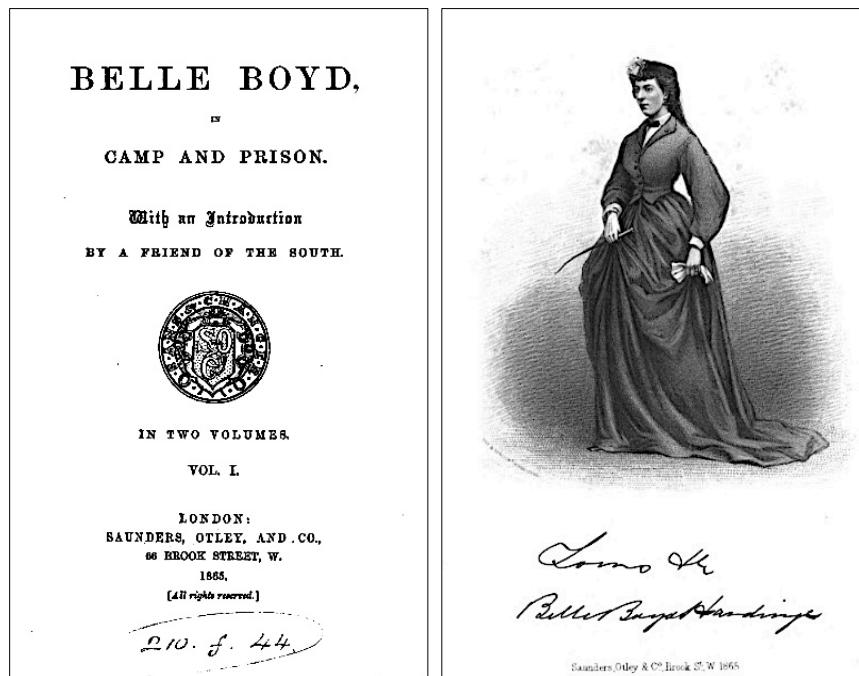
« Deux jours plus tard, Harding revenait à la charge et Moran trouva cette attitude impudente de la part d'un ancien officier fédéral qui venait lui mendier un subside après avoir épousé l'espionne Belle Boyd. Au cours du même mois, Harding repartit aux États-Unis, mais il y fut emprisonné jusqu'en février 1865. Son mari étant détenu dans une geôle fédérale, Belle Boyd se retrouva en Angleterre dans une situation financière nettement obérée et elle chercha à s'en sortir en sollicitant la bienveillance de George Augustus Sala, un journaliste indépendant et prolifique qui, dans les années 1863-1864, avait couvert tous les événements de la guerre civile américaine pour le Daily Telegraph. »

John D. Bennett écrit qu'en lui rendant visite dans son logement à Jermyn Street, Sala « *la trouva sans guère d'amis dans ce grand désert qu'était Londres mais, ce qui était pire, il la trouva dépourvue de cet allié indispensable et universel qu'est l'argent.* » Sala, dont les accents journalistiques s'alignaient nettement sur les accents pro-sudistes de l'*Index* de Hotze, dévoila la situation précaire de Belle Boyd dans une lettre au *Morning Herald* qui la dépeignit ensuite comme une avocate compétente et cohérente de la cause sudiste.

John D. Bennett poursuit :

« *Des admirateurs lui apportèrent illico de l'aide, mais ce n'était qu'un répit car Belle s'embarqua dans la rédaction d'un ouvrage relatant ses aventures et son emprisonnement au cours de la guerre. Dans le même temps, le journaliste Sala annonçait la sortie du livre de Belle dans sa chronique Echoes of the Week, qui paraissait dans l'Illustrated London News dont nous reproduisons ci-après l'encart : Bell Boyd, la célèbre amazone de la Sécession, aujourd'hui M^{me} Harding est à Londres – et son mariage avec le lieutenant amoureux qu'elle a converti ... à ses penchants sudistes, a été l'un des événements à la mode au cours de la dernière saison. On dit qu'elle envisage de publier ses mémoires relatant ses services en tant que partisan sudiste et aide-de-camp du général Stonewall Jackson. Ces mémoires ne pourront manquer d'être intéressantes. M^{me} Belle Boyd ... a souffert de la captivité, de l'exil et de la pauvreté pour la cause qu'elle estime être la bonne.*

Le livre *Bell Boyd in Camp and Prison*, avec une introduction d'un *ami du Sud* (en l'occurrence George Sala), fut annoncé le 25 mai 1865 dans l'*Index* comme sur le point d'être imprimé par l'éditeur Saunders Otley. Dans son introduction, Sala a affirmé que l'œuvre provenait entièrement de la plume de l'autrice.



Les pages de garde de la 1^e édition du livre de Belle Boyd traduisent bien le caractère épique que le journaliste Sala a voulu impulser aux « mémoires » de sa « pouliche ».

En dépit des améliorations éditoriales apportées par le journaliste Sala, les mémoires de Belle ne recueillent qu'un accueil excessivement tiède. L'éditeur de la revue londonienne *Athenaeum* déclara qu'elles reflétaient l'extrême vanité de l'auteur et il questionna même la véracité de ses supposés exploits. De surcroît, le lobby des critiques littéraires anglais s'entendit pour qualifier le livre de *fort terne*. Quant au magazine *Spectator*, il condamna les qualités peu féminines et le ton arrogant de l'autrice de ce récit car *peu de livres, comme celui que nous avons sous les yeux, sont susceptibles de détourner à ce point les lecteurs anglophones de la cause confédérée*. Même dans son *Index*, Henry Hotze nota que *ce n'était pas se montrer très critique envers ce livre en disant qu'il n'était pas l'un des meilleurs de ceux que la guerre américaine déversa sur un marché déjà sursaturé par ce sujet*.



Le texte reproduit ci-après est extrait du volume 1, pp. 62-76 du premier tome des mémoires de Belle Boyd. Cet extrait, on pourrait l'intituler : *la naissance d'une pétulante Mata Hari confédérée*.

« La majeure partie des habitants des États nordistes partageaient la certitude que l'assujettissement des rebelles serait rapide et complet. *Quatre-vingt-dix jours suffiront ! En avant sur Richmond !* C'était le cri des Nordistes, mais le cri se changea en gémissement dans les plaines de Manassas, où se livra la première grande bataille de la guerre. L'action fut précipitée par la tentative du général nordiste Robert Patterson d'empêcher notre général Joseph Johnston d'effectuer sa jonction avec les forces du général Pierre T. Beauregard dans les plaines de Manassas. Le général Patterson échoua dans sa manœuvre et le résultat des mouvements des armées antagonistes fut la bataille de Bull Run.

« À l'époque en question, je me trouvais dans la localité de Front Royal (Virginie orientale), en visite chez mon oncle et ma tante. Je voudrais qu'il soit en mon pouvoir de donner à mes lecteurs une vague idée de ce village pittoresque qui est niché au sein des montagnes environnantes et qui fait penser à un oisillon dans son nid. Une rivière, qui tantôt contourne les obstacles sur son chemin, tantôt les franchit d'un bond éperdu, finit par se frayer un chemin vers la vallée en contrebas et glisse le long du village dans la paix et la beauté. C'est près de cette rivière qu'une unité de notre infanterie, qui venait d'être jetée dans la mêlée, vacilla et semblait sur le point de se briser.

« *Tenez bon les gars, tenez bon* cria leur colonel Francis S. Bartow d'une voix forte. *Regardez la brigade du général Jackson, elle tient aussi fermement et aussi solidement qu'un mur de pierre.* Encouragé par la voix et les gestes de son vaillant commandant ainsi que par la résistance des hommes de Jackson, le régiment qui semblait sur le point de se défaire se reforma. Motivés par l'enthousiasme que leur colonel avait réveillé chez eux, le régiment entama aussitôt une puissante contre-attaque au cours de laquelle leur vaillant colonel perdit la vie. La scène dépasse de loin mes capacités de description. Elle est digne du crayon du peintre italien Salvator Rosa ou de la plume de l'auteur de *Gertrude of Wyoming*,

et j'aurais seulement souhaité que ce grand peintre paysagiste eût été présent à notre époque et qu'il eût erré dans les collines et les vallées de Virginie. C'est dans ce refuge romantique que mon oncle et ma tante s'étaient réfugiés, à l'instar des cerfs qui s'envuent vers les collines. Ils avaient résidé à Washington D.C., mais leurs sympathies pour la cause sudiste étaient trop fortes et trop ouvertement exprimées pour leur permettre de ne pas leur valoir des ennuis dans la capitale nordiste. Ils abandonnèrent donc une maison magnifique, pleine de beaux meubles, qui devint la proie des Yankees lorsque ceux-ci la transformèrent en caserne.

« Depuis le champ de bataille de Bull Run (ou First Manassas), le général en charge de nos forces (P.G.T. Beauregard) donna ensuite des ordres pour choisir dans la petite ville de Front Royal l'emplacement d'un vaste hôpital pour nos soldats blessés. Dans cette bourgade et dans son voisinage, tout le monde proposa ses services pour participer à la tâche avec le plus grand empressement. J'oserai même affirmer que tous ces personnes s'attelèrent à cette mission avec un enthousiasme débordant et dans les plus brefs délais car nos héros blessés en avaient besoin. Je n'hésitais pas un seul instant à m'inscrire dans cette besogne humanitaire et, presque sur-le-champ, je fus désignée pour accomplir les lourdes tâches de l'une de ces matrones préposées aux soins. Mon travail était très prenant et mes tâches étaient extrêmement pénibles. Néanmoins et comme toujours, je n'avais gardé qu'une seule pensée dans mon esprit : celle d'accomplir tout ce qu'une femme devait faire pour la cause de son pays. La devise du régiment de mon père s'était gravée dans mon cœur et j'espère que mes actions ont toujours démontré que j'en comprenais la signification.

« Après six ou huit semaines passées à prodiguer des soins incessants, je me trouvai dans l'obligation de retourner dans ma maison de Martinsburg (Virginie orientale) pour y recouvrer mes forces qui avaient beaucoup souffert de mes prestations auprès des blessés. Je laisse donc à mes lecteurs le soin d'imaginer avec quelle joie j'entendis les éloges que m'adressa ma chère mère pour des actions qu'elle qualifia d'héroïques. En octobre, ma mère et moi décidâmes de faire une courte visite à mon père à Manassas. Nous y avons séjourné dans une grande maison, située en plein centre du camp militaire. Cet immeuble était alors devenu la résidence temporaire de plusieurs autres épouses et filles de nos officiers. Pendant cette période, j'ai souvent eu l'honneur de jouer le rôle de courrier militaire entre le général Beauregard et le général Stonewall Jackson. Cette période heureuse ne dura pas longtemps car après quelques semaines passées comme je viens de le décrire, ma mère et moi retournâmes à Martinsburg (Virginie orientale). L'hiver se passa tranquillement et ne me valut qu'une aventure digne d'être rapportée.

« Un soir, je me promenais avec deux jeunes officiers, l'un était un cousin et l'autre un ami, lorsque mon cheval, jeune et fougueux, s'effraya et prit le mors aux dents puis m'emporta dans une course folle. Malgré tous mes efforts, je ne réussis pas à le brider avant qu'il se fût arrêté à

l'intérieur des lignes fédérales, en l'occurrence celles où mes deux compagnons ne pouvaient pas se risquer à me suivre. Je me sentais plutôt mal à l'aise car je ne savais pas exactement comment me comporter. Dans mon for intérieur, je pensais alors que faire preuve l'audace compenserait peut-être mon manque de discrétion voire de prudence. Alors, chevauchant gaillardement vers l'officier qui semblait commander le piquet des gardes en présence, je m'adressai carrément à lui :

- Je vous demande pardon, il faut que vous sachiez que j'ai fait une promenade avec quelques-uns de mes amis or mon cheval s'est affolé et m'a emporté dans vos lignes. Je suis donc votre captive, mais je vous serais néanmoins reconnaissante de me permettre de rentrer chez moi.

- Nous sommes extrêmement fiers d'avoir capturé une aussi belle prise, répondit l'un des officiers, mais soyez certaine, nous ne songerons pas à vous retenir ici !

Puis, après un moment de silence, il ajouta :

- Aurions-nous l'honneur de vous escorter au-delà de nos lignes et de vous remettre sous la garde de vos amis ? Je suppose qu'il n'y aurait pas à craindre que ces lâches rebelles nous fissent prisonniers ?

- Je n'avais guère espéré un tel honneur, Sir, répondis-je, je pensais que vous m'auriez probablement donné un laissez-passer, mais comme vous avez la bonté de m'offrir vos services, je ne puis faire autrement que de les accepter et n'ayez pas peur, messieurs, des « lâches rebelles ».

« Ils étaient loin de se douter de la colère qui m'emplissait le cœur. Nous nous mêmes en route, et imaginez leurs regards vides quand, peu après m'avoir escorté au-delà de leurs lignes, mes amis confédérés, qui m'attendaient anxieusement, sortirent de leur embuscade et nous interceptèrent. Comme tous les quatre (mes deux amis Confédérés et deux Fédéraux) semblaient surpris et embarrassés, je rompis le silence en riant et en disant à mes amis confédérés : *voici deux prisonniers que je vous ai amenés*. Puis, me tournant vers les deux officiers fédéraux, je leur dis : *voici deux des « lâches rebelles » que vous espériez ne pas devoir rencontrer !* Ils me regardèrent d'un air dubitatif et interrogateur et, après une courte pause, s'écrièrent à mon propos : *et qui est donc cette dame, je vous prie ?*

« *Belle Boyd, à votre service*, répondis-je.

« *Bon Dieu ! L'espionne rebelle !* S'exclamèrent-ils ! je leur rétorquai *Je le suis en effet puisque vos journaux m'ont honoré de ce titre.*

« Après ce court colloque, mes amis et moi escortâmes nos prisonniers qui n'opposèrent aucune résistance jusqu'au quartier général de nos forces, et nous racontâmes toutes les circonstances de notre aventure à l'officier qui commandait le poste, et celui-ci ordonna qu'on retienne nos prisonniers. Les Yankees nous reprochèrent amèrement notre trahison, mais si l'on considère d'une part que dans l'heure, leur libération suivit leur capture et que d'autre part, ils avaient stigmatisé les « Rebelles » quand aucun de ceux-ci n'était près d'eux, à la façon des lâches, et qu'en outre ils avaient immédiatement cédé sans résister à un nombre égal de ceux qu'ils venaient de qualifier de lâches, je pense que mes lecteurs

admettront que leur esprit de bravache méritait bien une légère humiliation. Espérant qu'ils avaient profité de la leçon, je m'amusais en me disant que *tout était pareil en amour comme en guerre*.

« Bien que la bataille de Bull Run ait eu lieu et que j'eusse été témoin des outrages commis le 4 juillet à Martinsburg²¹, nous commençons à peine à réaliser ce qu'étaient les horreurs de la guerre ou, pour parler plus exactement, nous ne nous sommes pas permis de croire à leur persistance. Nous espérions donc que notre victoire en avait fait assez pour ouvrir la voie à la réconciliation. L'hiver s'installa et clôutra notre première campagne militaire et, avec la cessation temporaire des hostilités actives, nous avons perdu de vue nos appréhensions pour notre avenir au cœur de notre jouissance de l'instant présent. Ce n'est que lorsque le printemps réapparut et qu'il n'apporta pas le signe de la colombe de paix de l'arche de Noé, que nous réalisâmes combien les eaux du déluge étaient loin de se retirer. Les bals et les glissades en traîneaux, la gaieté et les rires s'évanouissaient avec les dernières neiges de l'hiver et c'est le cœur triste et malade que nous avons vu le colonel Henry M. Ashby et son 2nd Kentucky Cavalry évacuer la ville.

« Mais il y a très peu d'années, Henry, plus tard connu comme le colonel Ashby, était un de ces jeunes gens dont les personnages ont été si souvent imaginés par les auteurs de romans, mais qu'on rencontre si rarement dans la vie réelle. Il réunissait en lui toutes les qualités qui recommandent à juste titre leur possesseur à l'amour du sexe opposé et à l'estime de l'autre. À la fois tendre et respectueux, il gagna sans effort le cœur des femmes. Courageux et de bonne humeur, il alliait la simplicité à des talents de premier ordre. Il avait un sens strict de l'honneur mais n'oubliait jamais les égards qui lui étaient dus. Cependant, il avait toujours coutume d'oublier une injure et même de la pardonner si son offenseur battait sa couple. Doté de telles qualités, il n'est pas surprenant qu'il ait été un homme d'exception et, en effet, on disait souvent que l'esprit de l'admirable Alexander Crichton²² avait revisité le monde en la personne de Henry Ashby. Un tel homme était sûr d'être parmi les premiers à avoir tirer son épée pour la cause de notre indépendance.

« Au début de la guerre, il fut nommé au commandement d'un régiment de cavalerie dans lequel il fit preuve d'une vigilance particulière dans le difficile service du contrôle des avant-postes. À une occasion, son régiment se déploya à proximité d'une voie ferrée qui longeait son front. De l'autre côté de cette voie, il y avait un terrain accidenté susceptible de dissimuler un grand nombre d'adversaires. C'est alors que le colonel Ashby ordonna à son jeune frère de prendre un détachement pour reconnaître les lieux. Malheureusement, l'impétuosité du jeune Dick

²¹ Vers dix heures du soir le 3 juillet 1861, une douzaine de soldats de l'armée de l'Union pénétrèrent dans les bureaux du journal *Virginia Republican* – un organe de presse résolument sécessionniste – et s'approprièrent des presses et de l'immeuble appartenant au journal. Le lendemain, le 4 juillet, le premier numéro de l'*American Union* fut distribué dans les rues de Martinsburg, en Virginie (aujourd'hui dans l'État de la Virginie Occidentale). Ce journal connut une brève existence à Martinsburg et fournit aux forces unionistes une source d'informations sur le sol ennemi.

²² Célèbre médecin écossais du début du XIX^e siècle.

Ashby l'emporta sur son jugement et, outrepassant les instructions de son frère, il s'éloigna des voies du chemin de fer jusqu'à ce qu'il se heurte à une forte troupe ennemie. Il se retira dans un ordre admirable, mais les Yankees le pressèrent si durement que sa petite bande se replia sur les voies du chemin de fer. C'est en cet endroit que le pauvre Dick Ashby subit un accident mortel. Son cheval trébucha et s'affala dans une crevasse tandis que cinq Yankees l'assaillaient. Malgré sa malchance et sa position difficile, il vendit sa vie chèrement en tuant ou blessant ses cinq assaillants avant de décéder. C'est à ce moment-là que le colonel Ashby et son régiment arrivèrent au galop sur les lieux de l'action et celle-ci se poursuivit entre des forces devenues quasiment égales. Les Fédéraux s'enfuirent rapidement et furent poursuivis aussi loin que la nature du terrain le permettait.

« Les vainqueurs se regroupèrent alors en lisière des voies du chemin de fer et creusèrent à la hâte une tombe dans laquelle ils déposèrent les restes de Dick Ashby. Le colonel Henry Ashby, s'agenouillant près du corps mutilé de son frère et dégagea le sabre que celui-ci tenait encore en mains avant de le briser et de le jeter dans la fosse en jurant de le venger et de consacrer le reste de sa vie au service de sa patrie. Ce voeu, il l'a fidèlement tenu car son caractère subit un changement instantané dans la mesure où il perdit sa gaieté et sa bonne humeur. Par la suite, on l'entendait rarement parler et on ne le voyait jamais sourire. Après une brève mais glorieuse carrière, il tomba dans une lutte inégale et désespérée tout en encourageant ses hommes dans son dernier souffle.

« Je terminerai ce chapitre par un autre court épisode, qui prouve combien les désordres nationaux découvrent soudain la force cachée du caractère des individus. Au début de la guerre, M^elle D... était une charmante jeune fille de dix-neuf ans, d'apparence fragile et remarquable par la douceur et l'aménité de son caractère. Quelques jours avant la bataille de First Bull Run, une charrette maraîchère s'arrêta devant la tente du général Bonham, dans les lignes confédérées. Une paysanne en descendit et demanda une entrevue immédiate avec le général, ce qui lui fut accordé derechef.

« *Le général Bonham, je suppose ?* S'exclama la jeune personne d'un ton qui trahissait sa supériorité sociale en dépit de la vêture qu'elle avait adoptée. Puis, dénouant ses longs cheveux noirs, elle tira de leurs plis un petit billet humide et froissé. Ce fut grâce à ce document que le général Beauregard remporta la victoire de Bull Run. Pour délivrer ce fameux document, ladite M^elle D... avait traversé toute l'armée fédérale. Je n'ose pas publier son nom maintenant mais, si jamais son regard rencontre ces pages, elle ne manquera pas de reconnaître son portrait et elle ne sera pas non plus fâchée de découvrir que sa compatriote garde le souvenir de son intrépidité et de son dévouement. »

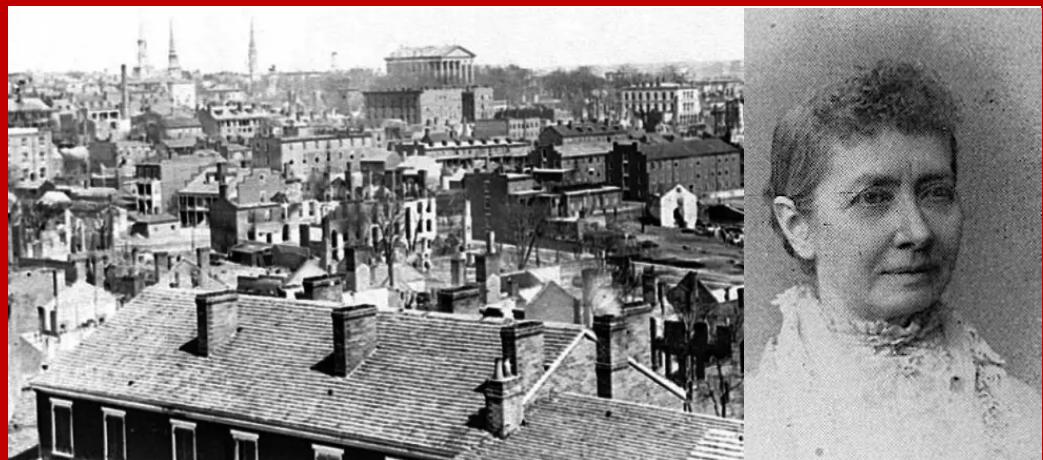
De toute évidence, le journaliste George Sala « cocha » parfaitement l'hypothétique style d'écriture de Bell Boyd en lui faisant taire le nom de ladite M^elle D... mais en la décrivant de sorte qu'il soit impossible de ne pas avoir identifié celle qui voulait être dépeinte comme la chevaleresque amazone du Sud.

LA VIE À RICHMOND EN 1864

*Extrait des chapitres LXII & LXIII de Richmond
during the War, Four Years of Personal Observations*

Publié en 1867 par G.W. Carleton & Co. New York

Sallie BROCK PUTNAM



Richmond ca. 1865 et Sallie Brock Putnam (National Archives)

Avant-Propos de James I. Robertson Jr.

Le Dr Robertson est un éminent spécialiste de la guerre de Sécession et l'auteur d'une pléthore de livres sur le sujet (in Civil War Series, WVFT, 30 octobre 2019).

Après la guerre civile, un certain nombre d'anciens soldats confédérés ont avoué que le fardeau le plus lourd de ce conflit n'incombait pas aux hommes sur le terrain mais aux femmes qui se trouvaient derrière les lignes. Les mères, les épouses et les fiancées vivaient alors dans l'espoir que les épreuves qu'elles subissaient et l'appréhension de ce qui les attendait ne durerait pas toujours. Un colonel de Géorgie déclara que tandis que des hommes se laissaient emportés par l'ivresse de la guerre, des femmes du Sud vivaient dans le calme de leur maison déserte.

Sallie Brock fit partie de cette classe de personnes dévouées qui était typique de la gens féminine sudiste. Elle était originaire du comté de Madison, en Virginie et était issue d'une famille dont le statut social était plutôt élevé. Les renseignements biographiques sur cette dame sont sommaires. Bien que plusieurs sources situent sa date de naissance en 1845, les faits nous convainquent qu'elle naquit en 1828. La jeune Sallie fut scolarisée par son père qui enseigna pendant un certain temps à l'Université de Virginie. En 1858, la famille Brock s'installe à Richmond. Là, trois ans plus tard, Sallie Brock voit le premier drapeau confédéré qui est hissé au-dessus du capitole de l'État et, ce jour là elle nota dans son journal intime : « l'excitation était au-delà de toute description car notre joie était immense ».

Le frisson s'estompa rapidement lorsque la guerre civile étreignit la capitale confédérée. M^elle Brock fut alors obligée de se commettre dans une routine qui consistait à coudre et à tricoter pour les soldats, à assembler des cartouches et des sacs de sable pour la défense de Richmond, à prodiguer des soins aux malades et aux blessés et de fournir des efforts constants pour faire face aux besoins alimentaires qui croissaient au fil du temps, à des pénuries de bois de chauffage et à une inflation galopante des prix des denrées alimentaires – tout cela dans une ville dont la population avait quadruplé. Au cours de la guerre, les forces fédérales cherchèrent sans arrêt à occuper et à détruire Richmond.

La santé délicate de sa mère, décédée en 1865, intensifia encore davantage toutes les corvées quotidiennes auxquelles Sallie était déjà astreinte. Malgré celles-ci et jusqu'au dernier moment, elle entretint l'espoir que les Confédérés finiraient par gagner la guerre. En dépit du fait que l'armée de l'Union se massait sur les abords de Richmond, le 1^{er} avril 1865, Sallie écrivit dans son journal : « la destruction plane sur notre belle ville, mais heureusement celle-ci n'aura pas lieu », toutefois au lendemain de son propos, la ligne confédérée se rompit. Brock relate alors qu'elle ressentit une sorte de désespoir calme et dévastateur lorsqu'elle fut confrontée à une vérité, crue et épouvantable. Une semaine plus tard, les Virginiens virent leur lutte se solder par une défaite définitive.

Au cours de l'année suivante, M^elle Brock déménagea à New York. Son objectif apparent était d'entamer une tardive carrière dans le domaine littéraire. Toutefois ce n'est que deux ans après la reddition de Robert E. Lee à Appomattox, qu'elle termina son récit intitulé « Richmond during the War ». Au cours des deux décennies suivantes, l'expatriée (qui écrivit sous le pseudonyme de « Virginia Madison ») produisit une grande variété de matériaux littéraires : un roman, des essais, des éditoriaux, des critiques littéraires, des articles historiques, de la poésie, des nouvelles et des traductions françaises. Cependant, toute cette floraison littéraire n'égala jamais son premier ouvrage.

Sallie Brock décrivit Richmond pendant la guerre alors que sa mémoire était fraîche et vive. Le livre contient une histoire étonnamment complète de la guerre de Sécession. Cependant, au cœur de ce film se trouve un témoignage oculaire incisif de la vie dans le centre urbain de la Confédération. Les descriptions que M^elle Brock nous livre d'événements tels que l'investiture de Jefferson Davis, l'émeute du pain qui secoua Richmond en 1863 ainsi que les incendies qui la ravagèrent lors de sa chute sont profondément dramatiques. Il en va de même pour sa relation des récits des réfugiés anonymes, pour ses commentaires sur des problèmes engendrés par les relations raciales, pour ses observations concernant les marchands opportunistes et le fonctionnement des prisons et des hôpitaux confédérés, ainsi que sur des événements traitant de ses affaires familiales. Brock écrivit avec perspicacité, maturité et une remarquable absence d'exagération ou d'apitoiement sur elle-même. À chaque page, aussi, il y a des nuances de courage, de sacrifice et de souffrance.

En janvier 1882, la vieille fille épousa le révérend Richard Putnam. Le couple vécut à Brooklyn, New York. Sallie Brock Putnam décéda en 1911, mais son livre – disponible dans les meilleures librairies – sera toujours l'un des meilleurs récits de Richmond dans ses années les plus chaotiques.



Comme Boston a été facétieusement appelée la *Pépite de l'Univers*, Richmond pourrait, sans aucune exagération, être surnommée l'*Organe Vital de la Confédération*. Jamais les conversations n'y furent plus vives qu'à propos des campagnes de l'été de 1864. La paix et l'indépendance semblaient dépendre uniquement de l'endurance des Sudistes car ceux-ci avaient déjà donné les preuves les plus incontestables de leur résilience. Tant de journées et de feux de camp avaient brillé autour de Richmond, nous avions tellement respiré les vapeurs sulfureuses de la bataille, nos oreilles résonnaient encore en permanence des redoutables échos de l'artillerie tandis que la sauvegarde de notre ville n'arrêtait pas de transcender les opérations les plus élaborées visant à la capturer. Ainsi donc et plus sûrement qu'auparavant, nous étions persuadés qu'en ces jours difficiles, le cœur de notre Confédération reposait en sécurité « sur un roc de résistance ».

Néanmoins, nous réagissions le plus aux questions qui taraudaient les intérêts vitaux de la population de Richmond : les dépenses de notre vie quotidienne. Celles-ci étaient devenues si énormes qu'elles se résumaient à une seule question : *comment allons-nous subsister en devant nous procurer la plus grande quantité de nourriture au moindre coût* ? Dans nos réunions entre amis, la guerre était devenue notre sujet de plus traité par rapport aux commentaires qui, naguère, se focalisaient sur le contenu des assiettes dans nos opulents dîners. Parfois on se posait la question : *je me demande si nous ne reverrons jamais de pareilles richesses* ? Lorsque nous réagissions au régime sévère auquel nous étions maintenant forcés de nous soumettre, nous évoquions souvent et avec force les mécontentements et les insatisfactions que nous manifestations autrefois au milieu de nos luxueux menus. En conséquence, nous nous avons été obligés de nous contenter de notre « thé confédéré », nous avons avalé notre « café confédéré », nous avons souvent dîné sans sucre mais avec un bout de lard gras et des pois indiens et nous nous sommes contentés d'un dessert composé de sirop de sorgho²³ et de pain de maïs. Tous ces désagréments, nous les avons subis avec une fortitude mais avec une délectation identiques à celle que nous ressentions pour ces riches plats qui s'entassaient sur les dressoirs largement achalandées des garde-manger bien pourvus de notre Virginie.

Richmond grognait sous le délabrement et elle commençait à se rancir sous les effets de la guerre. Comme très peu d'immeubles avaient été repeints depuis le début des hostilités, lorsqu'une planche versait ou qu'une vis se brisait, lorsqu'une porte sortait de ses gonds, lorsqu'une courroie cédait ou qu'une serrure se bloquait, il était probable qu'ils ne seraient pas réparés avant un certain temps car la majeure partie de nos ouvriers servaient dans nos armées. Comme ceux qui restaient en ville travaillaient généralement pour le gouvernement, nous étions forcés de faire contre mauvaise fortune bon cœur jusqu'à ce notre patience soit épuisée.

La mode vestimentaire aurait semblé simple pour les *Belles* qui suivaient la mode de New York. Cependant, en dépit de la rigueur du blocus, la dernière mode s'affichait de temps à autre dans le *Godey's Lady's book* de Philadelphie, dans le *Frank Leslie's Magazine* ou encore dans *Le Bon Ton* publié en France. Lorsque les yeux du monde extérieur se braquèrent sur Richmond, l'Europe découvrit que même la mode de la jupe dite en « cascade »²⁴ avait fait son chemin jusque chez les *Belles*

²³ Sorgho : céréale des régions tropicales, abondamment consommée dans les États du Sud.

²⁴ Une jupe en « cascade » était une jupe polyvalente créée à Paris dans les années 1860. Cette sorte de jupe comportait un « devant » en faux portefeuille et une « chute » asymétrique.

de la capitale rebelle. Nous n'étions donc pas aussi en retard sur notre temps qu'on aurait pu le supposer d'après les articles sympathiques parus dans l'un des journaux de nos amis du Nord, qui affirmaient que les femmes de Richmond arboraient de riches soieries, mais que celles-ci étaient usées car elles dataient d'avant la guerre. On racontait aussi que comme nos ladies ne possédaient plus ni chaussures ni bas, elles se seraient promenées dans les rues *les pieds enveloppés dans des haillons*. Nous ne sommes jamais sorties pieds nus, même si à cette époque une paire de bottines pour dames coûtait au moins 125 dollars confédérés, en substance un prix qui, à ce moment-là, pouvait être considéré comme très modéré²⁵. Compte tenu de l'époque, nous pouvons dire que nos magasins étaient assez bien pourvus en marchandises, mais à des prix vertigineux, même en monnaie confédérée.

À l'hôpital, le travail commença dans toute son horreur en mai 1864, après la campagne de la Wilderness. Cette période connut de multiples inconvénients en raison de la pénurie des denrées alimentaires. Les malades, les mutilés et les blessés nous exprimèrent chaleureusement leur gratitude. Cette dernière remarque est personnelle, bien qu'une matrone²⁶ d'un hôpital confédéré ait écrit :

« Dans un hôpital, on décèle peu de gratitude ressentie et non exprimée de la part des patients. La plupart de ceux-ci sont des hommes sans instruction qui ont peiné à la sueur de leur front. Pour eux, la gratitude est une plante exotique, nourrie par le désintérêt, qui ne pousse que dans une atmosphère raffiné et éloignée des contacts grossiers. Comme les hommes issus des couches populaires de la société s'étonnent de nos actes de générosité, ils ont vite appris à s'en servir astucieusement. Ils ne donnent rien en retour, pas même la satisfaction de nous laisser supposer que les soins dont ils ont bénéficiés leurs ont été bénéfiques. Pour eux, cette démarche les obligeraient à une quelconque compensation et, dans leur ignorante, ils craignent la nature de l'équivalent dont ils pourraient être redevables. »

Sans vouloir contester l'excellente et accomplie matrone qui a rédigé cette note, on pourrait s'excuser pour s'être aventuré à une interprétation déformée de son point de vue. On ne peut pas vraiment dire que la gratitude est exotique et qu'elle nécessite le raffinement et la culture. Elle est naturelle, enracinée dans tous les instincts les plus nobles de l'humanité, elle émane directement de la bonté et de la pureté de Dieu et qui embellit le cœur malgré les aléas de la vie. De plus, notre propos s'inscrit aussi sur l'origine des hommes de notre armée : les blessés et les malades ressortissent à la classe la plus commune de ceux qui passent dans nos hôpitaux. C'est ce sentiment que toute Sudiste devrait être prête à ressentir parce qu'elles doivent se souvenir que ces infortunés étaient ses défenseurs, ses protecteurs, le mince fil sur lequel reposaient nos espérances, et que le peu d'attentions qu'on accorde aux blessés dans nos hôpitaux était un équivalent bien maigre et très insatisfaisant des sacrifices et des misères qu'ils enduraient. Non ! Nous ne pouvons oublier la poigne rugueuse de la main cornée, l'œil illuminé par une larme luisante, les nombreuses lèvres tremblantes d'émotions qui remplissaient l'âme noble ou la voix émue murmurant *que Dieu vous*

²⁵ À titre comparatif, la paie du soldat confédéré était de 10 à 12 dollars.

²⁶ Dans les pays anglo-saxons, la matrone est le titre et la fonction de l'infirmière en chef d'un hôpital civil ou militaire.

bénisse ! pour de simples actes d'attention. Ce devoir se transformait en plaisir, et ce plaisir s'élevait en devoir. S'il n'y a jamais eu des cas d'ingratitude, que les natures exigeantes admettent que ceux-ci n'étaient qu'exceptionnels et individuels.

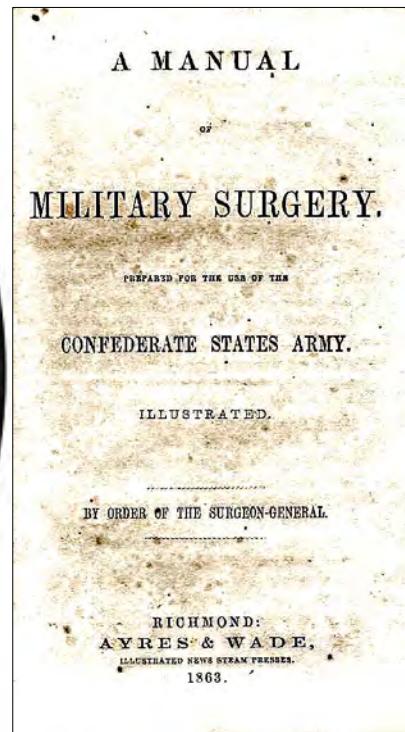
Au début de juin, l'hôpital des officiers, qui se situait dans les locaux du *Baptist Female College*, fut infecté par la pyohémie²⁷ – en l'espèce la maladie la plus maligne qui puisse attaquer les blessés – une maladie pour laquelle aucune explication spécifique n'a jamais été trouvée, et qui engendra plus de morts que de la blessure qui en était la cause. Dans cette maladie, le virus qui devrait être libéré par les suppurations est disséminé par le système circulatoire, provoquant des frissons et puis la mort. Pendant un certain temps, cet hôpital fut un charnier et on jugea nécessaire de transférer ses malades à l'hospice de la ville. Après quoi, la maladie disparut et nos cœurs ne s'émurent plus à la vue des funérailles militaires dans nos rues. Pourtant, la mort n'interrompit pas ses manifestations dans nos hôpitaux et elle se manifesta par les dimensions sans cesse croissantes de nos cimetières.

Il est admis que les Confédérés gérèrent judicieusement leurs soins médicaux. Comme le Dr Samuel P. Moore²⁸ était un officier médical exigeant et consciencieux, peu d'hommes qui ont survécu à l'épopée confédérée en sont sortis aussi irréprochables. Dans le bureau où il recevait les candidats aux postes de chirurgiens militaires, il était assisté par les plus éminents médecins du Sud. Aucun postulant à une commission de chirurgien militaire n'était admis en service avant d'avoir réussi un examen approfondi auprès d'un jury de professionnels et d'avoir ainsi prouvé sa qualification pour la fonction. À la tête de ce conseil se trouvait le regretté Dr Charles Bell Gibson²⁹, dont l'habileté dans sa profession était rarement égalée dans ce pays.

²⁷ La pyohémie est une forme de septicémie caractérisée par la formation d'abcès multiples et métastatiques. Elle est généralement causée par des bactéries staphylocoques qui se propagent dans la circulation sanguine. Ces abcès sont le résultat de l'obstruction de petits vaisseaux sanguins par des micro-embolies bactériennes. En plus des abcès, la pyohémie présente les symptômes classiques de la septicémie, tels que fièvre élevée, frissons et autres symptômes liés à l'infection.

²⁸ Lorsque débute la guerre de Sécession, Samuel P. Moore est encore chirurgien dans l'armée américaine. Il en démissionna le 25 février et retourna à sa pratique médicale à Little Rock, dans l'Arkansas. Après la sécession de cet État, Moore est approché par Jefferson Davis qui le persuade de rallier la cause confédérée. Le 16 mars, Moore est nommé à la direction de son département médical en tant que chirurgien en chef. Moore y entre en fonction le 30 juillet, il occupera ce poste jusqu'à la fin de la guerre. En 1863, il fixe son quartier général à Richmond. Il crée également un corps chirurgical de réserve. Confronté à des pénuries de médicaments et d'équipements en raison du blocus continu de l'Union sur les ports du Sud, ainsi qu'à une pénurie de chirurgiens qualifiés, le travail de Moore devenait de plus en plus difficile. Il éleva les normes de recrutement et investit ses chirurgiens les plus compétents de pouvoirs largement organisationnels. Il a conçu le plan « caserne-hôpital », qui est toujours appliqué aujourd'hui. Ce modèle d'hôpital pavillonnaire à un seul niveau fut alors construit dans tout le Sud. Moore améliora aussi son corps des ambulances de campagne et compléta les quelques médicaments disponibles avec des médicaments préparés à partir de plantes locales, qui étaient produits dans ses laboratoires. Pour améliorer la qualité des chirurgiens, Moore mit en place un système d'examens visant à identifier les médecins insuffisamment formés. Ceux-ci servaient alors de préposés dans un hôpital pendant un certain temps avant de repasser le test. Ce système permit aux chirurgiens débutants d'être perfectionnés et aux médecins inutilisables d'être renvoyés. En 1863, Moore créa le *Manual of Military Surgery* spécialement destiné à tous les chirurgiens de son armée. Cet ouvrage comprenait à la fois des descriptions précises et des dessins des opérations compliquées. Moore fonda également l'Association des chirurgiens de l'armée et de la marine. Cette organisation est considérée comme la plus ancienne société médicale militaire des États-Unis. Il a également ajouté des chirurgiens-dentistes aux hôpitaux, ce fut la première fois dans l'histoire américaine que ses soldats et marins eurent accès à un tel service. En 1865, le département médical confédéré comptait environ trois mille personnes sous les ordres de Moore (Burrage & Kelly, *American Biography*).

²⁹ Le Dr Charles Bell Gibson était le chef du service de chirurgie du *Medical College of Virginia* de 1847 jusqu'à sa mort. En 1848, il a effectué la première intervention chirurgicale en Virginie en utilisant l'anesthésie générale. Il est particulièrement remarquable qu'il ait publié des articles très consultés sur la ligature de l'artère



Dr. Samuel P. Moore – Page de garde de son traité de chirurgie militaire, publié en 1863.
Une vue de l'un des principaux bâtiments configurant l'hôpital Chimborazo (National Archives)

fémorale, le traitement des luxations du fémur et la résection d'un sarcome maxillaire. Après avoir servi brièvement en tant que chirurgien général de Virginie, immédiatement après la sécession de cet État en 1861, Charles est nommé chirurgien dans l'armée confédérée. De 1861 à 1864, il est chirurgien en chef de l'hôpital général de Richmond (l'*Alms House ou Offer's Hospital*). Au début de la guerre, il a soigné à la fois les soldats confédérés et de l'Union qui furent placés dans cet hôpital (dans *Find a Grave*).

Nous pouvons également citer le Dr Peticolas du *Richmond Medical College* comme membre du jury examinateur. Dans sa profession, non seulement sa compétence et son talent étaient notoires, mais tous les membres de son équipe étaient des hommes d'une intégrité incontestable, qui de surcroît possédaient des formations médicales de haut niveau.

Les nobles matrones et infirmières des hôpitaux de Richmond furent les aides les plus efficaces des chirurgiens et elles furent celles à qui la reconnaissance des soldats était due à juste titre. Pourtant, chose étrange, certains chirurgiens semblaient mal disposés à leur égard. D'après le témoignage des malades, on peut cependant et avec raison affirmer qu'à l'issue d'une opération chirurgicale habile ou d'un traitement médical judicieux, de nombreux malades durent la vie aux soins patients et attentifs de leur infirmière. Nous avons déjà remarqué les noms de quelques femmes illustres par leurs actes de charité, et à cette liste nous ajouterons respectueusement celui de l'accomplie et douée M^{me} Phoebe Pember qui a longtemps servit en tant qu'infirmière en chef de l'hôpital Chimborazo³⁰.



Vue générale de l'hôpital Chimborazo en 1865 (National Archives) et Phoebe Pember (Valentine Museum).

Or, à ce propos, nous ne devons pas oublier de mentionner le noble corps des aumôniers qui suivirent notre armée dans ses marches et contre-marches, et pourvoyaient aux besoins spirituels des soldats. Le camp et l'hôpital étaient souvent le théâtre d'exercices religieux touchants. Ôtant leurs surplis ecclésiastiques, beaucoup d'aumôniers revêtirent l'uniforme du soldat et ne se distinguèrent que par la simple croix en dentelle dorée cousue sur la manche du manteau ou de la tunique. Au début de la guerre et bien qu'il occupât le poste d'aumônier, le révérend William N. Pendleton était le recteur de la paroisse de Lexington, en Virginie avant d'être promu général dans l'armée confédérée. À Richmond, parmi ceux qui se distinguèrent pour leurs efforts pour le suivi spirituel de nos soldats, nous pouvons nommer le révérend-docteur M.D. Hoge, le révérend M. Patterson et le révérend M. Duncan.

³⁰ Phoebe Pember reçut une certaine éducation avant son mariage en 1856 avec Thomas Pember. À la fin de 1861, elle était veuve sans enfant et vivait avec ses parents à Marietta (Géorgie) où ils avaient fui pour échapper aux ravages de la guerre. Le Chimborazo fut le plus grand hôpital militaire américain dans les années 1860. À la fin de la guerre de Sécession, il comptait quelque 76 000 patients. En décembre 1862, Pember occupa le poste d'infirmière en chef de l'une des cinq divisions de l'établissement. C'était un travail inhabituel pour une femme à une époque où pratiquement toutes les soins infirmiers étaient effectués par des hommes. Faute de nourriture, de médicaments et d'autres fournitures, une présence chaleureuse fut souvent ce que Phoebe Pember et son personnel purent offrir de meilleur aux blessés et aux malades. Elle officia au Chimborazo jusqu'à la fin de la guerre et publia ses mémoires en mars 1866, d'abord sous la forme d'un feuilleton puis, en 1879, dans un livre intitulé *A Southern Woman's Story : Life in Confederate Richmond*.

Les habitants de Richmond étaient très étroitement confinés dans la ville, non seulement par les devoirs actifs de la bienfaisance, qui absorbaient tant de leur temps, de leurs moyens et de leurs talents, mais souvent par l'impossibilité réelle de sortir de la ville. Lorsque nous rassemblions le courage de courir les risques impliqués par un voyage sur des chemins de fer déliquescents, ce voyage était généralement envisagés entre les opérations au cours desquels des raiders arrachaient les voies, brûlaient les ponts et commettaient d'autres dommages visant à réduire la ville.

Nos charmantes sources thermales, qui avaient été les lieux de villégiature favoris des habitants du Sud pour leur santé ou simplement par plaisir, étaient pour la plupart fermés ou alors ils avaient été transformés en hôpitaux pour nos soldats ou affectés à d'autres fins, généralement militaires. En dépit de notre mode de vie déprimé par un long confinement dans l'atmosphère chaude et malsaine de la ville, notre situation était telle que quand nous osions parcourir cinquante ou cent milles, nous risquions d'être coupés de notre lieu de résidence et soumis à des inconvénients et à des ennuis sans nom pour réintégrer notre domicile. Tant que dura la guerre, la plupart d'entre nous étaient des citadins de Richmond qui ne s'aventuraient à en sortir et à la réintégrer que lorsque les manœuvres de notre armée nous l'autorisaient. Les fruits, les viandes, les légumes frais, le lait, le beurre et les divers autres luxes alimentaires que l'on trouve d'ordinaire à la campagne servaient à nous tenter parce que nous subsistions que par les diserts approvisionnements de nos marchés. Aussi, quand l'occasion se présentait, nous saisissions volontiers l'occasion de gagner cette campagne tranquille et délicieuse. Les flots d'exilés et de réfugiés qui convergèrent sur Richmond dès le début de la guerre se poursuivirent jusqu'à la fin de celle-ci malgré les tentatives répétées de l'ennemi de s'en emparer.

Les lieux où pouvaient être logés les réfugiés devinrent vite une question toxique. À partir de la deuxième année de la guerre, la population flottante de Richmond équivalait à sa population originelle, si elle ne la dépassait pas. Chaque afflux de ces hordes de malheureux vagabonds, donnait lieu à de sérieuses conjectures sur l'endroit où ils pourraient trouver des lieux de repos et comment s'approvisionner. Comme la capitale sudiste comptaient peu d'hôtels, les fuyards durent alors se rabattre sur les pensions de familles. L'hôtel Spotswood, l'hôtel Américain et l'hôtel Powhatan étaient les plus grands hôtels alors ouverts à l'hébergement public.

SPOTSWOOD HOTEL,
RICHMOND. VA.

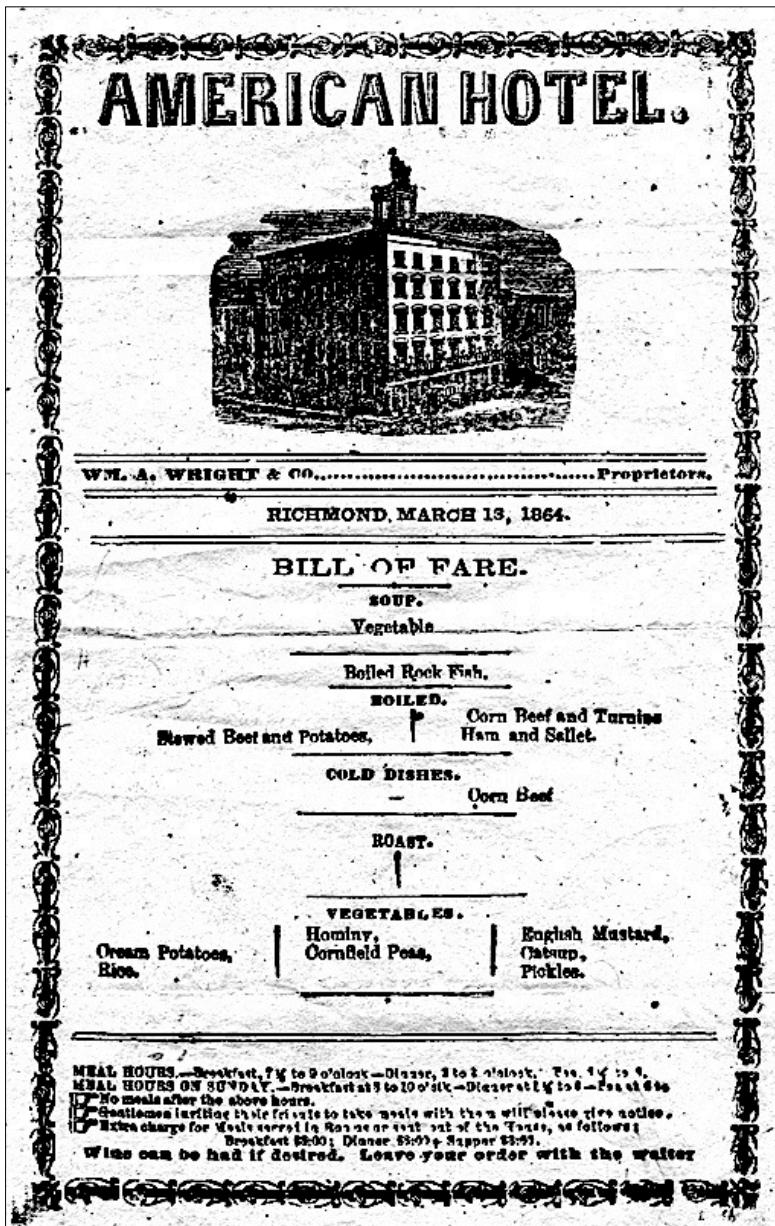
THIS new Hotel, at the Corner of Main and 8th Sts., just finished and elegantly furnished, is open for the accommodation of guests. The location is the best in the City, and every effort will be made to please the patrons of the house.

I have secured the services of MR. T. W. HOHNIGER, late of the Everett House N. Y.

Nov. 6, 1860. JOSEPH H. CRENSHAW.

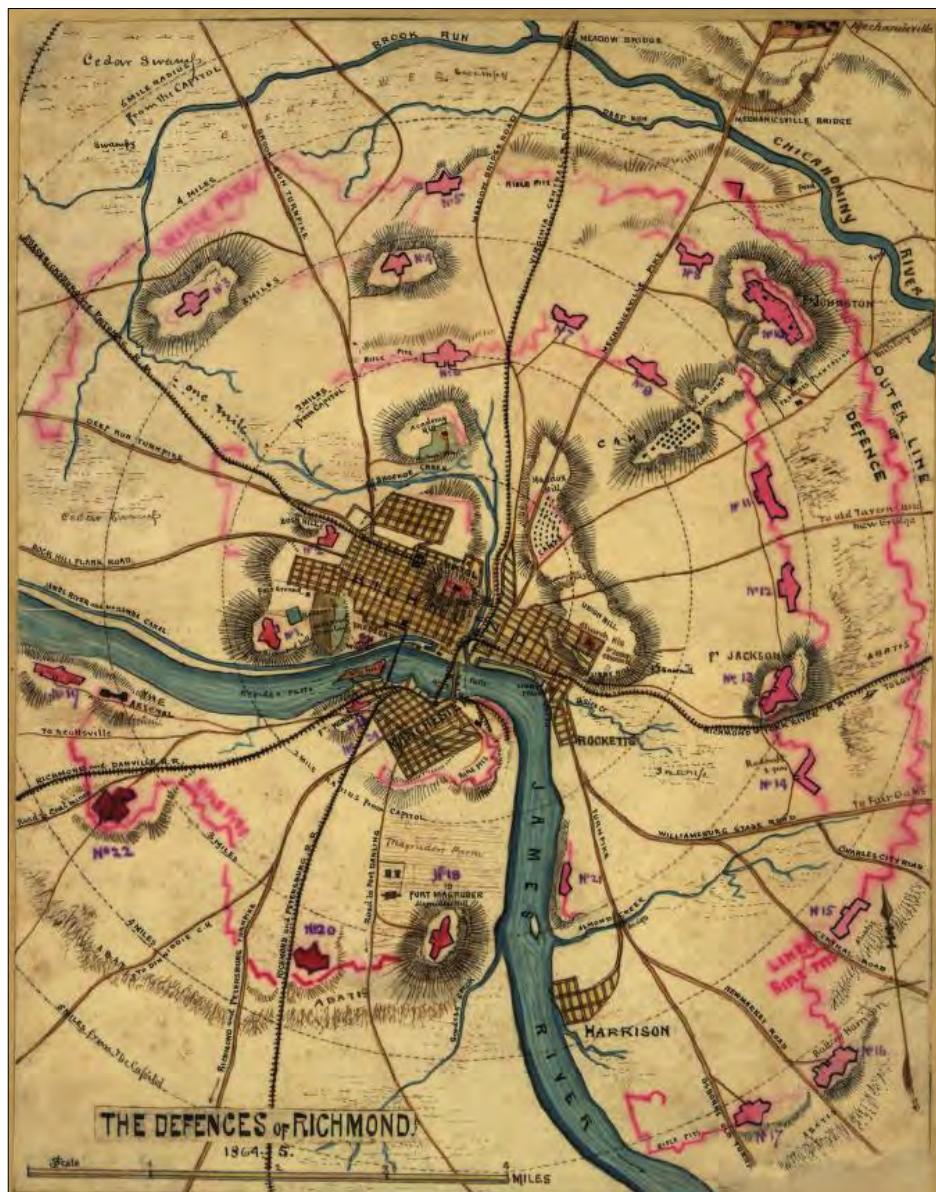
Publicité dans la presse virginienne pour l'hôtel Spotswood qui venait d'ouvrir ses portes en 1860
(National Archives).

Dans ces luxueux hôtels, les dépenses étaient si énormes que très peu de ces réfugiés pouvaient se permettre d'y séjourner. On mit en location des pièces qui, d'après le nombre d'usagers qu'ils contenaient d'ordinaire, semblaient avoir la capacité extensible du caoutchouc des Indes. Les dépenses qui, à cette période, étaient imposées à un ménage passeraient maintenant pour des folles exagérations.



Ce menu, que l'*American Hotel* afficha le 13 mars 1864, reflète les pénuries alimentaires qui sclérosèrent Richmond à cette époque. Le menu n'offre pas de thé ou de café, qui n'étaient plus facilement disponibles, ni même de pâtisseries car le sucre (même celui de Louisiane) était devenu particulièrement rare à ce stade de la guerre. La restriction des sorties à l'extérieur de Richmond a également contraint les hôtels et les ménages à recourir aux produits locaux. Sur le menu, le plat de jambon et de légumes a été préparé avec une plante sauvage très populaire dans les Appalaches et les États du Sud. Ses feuilles devaient être bouillies à trois reprises dans de l'eau salubre pour les rendre propres à la consommation, même au début du printemps lorsque ses toxines sont à leur niveau le plus bas. Le légume appelé *pois des champs de maïs* fait référence à la pratique agricole consistant à planter des pois entre les rangées de maïs pour enrichir leur sol. Ils auraient pu être l'une des nombreuses variétés alors cultivées en Virginie, telles que le *pois Shinney*, le *pois Tory* et le *pois Three Crops*. L'*American Hotel* a été détruit par un incendie le 3 avril 1865, lors de la chute de Richmond (Grolier Club Online Exhibitions).

Au cours de nos rêves, temporairement nimbés de calme et de sécurité, nous étions régulièrement réveillés par les cloches qui sonnaient soudainement une alarme qui, la plupart du temps, signalait une simple reconnaissance de l'ennemi. Si celle-ci revêtait un caractère suffisamment menaçant, nous alarmions nos forces de la défense locale, qui se composaient principalement du bataillon du major John H. Henley et qui se composait de membres des employés civils de notre administration, ainsi que du bataillon formé par la main-d'œuvre des ateliers de notre gouvernement. Après l'explosion de la mine de Petersburg (30 juillet 1864) sur les fortifications extérieures de Richmond et pendant le reste de l'été, il régna sur la ville un calme qui ne fut interrompu qu'en août 1864 par un accrochage à Bottom's Bridge en Virginie. Néanmoins, nos épreuves devenaient de jour en jour plus dures car nous nous préparions à l'hiver avec une frissonnante appréhension.



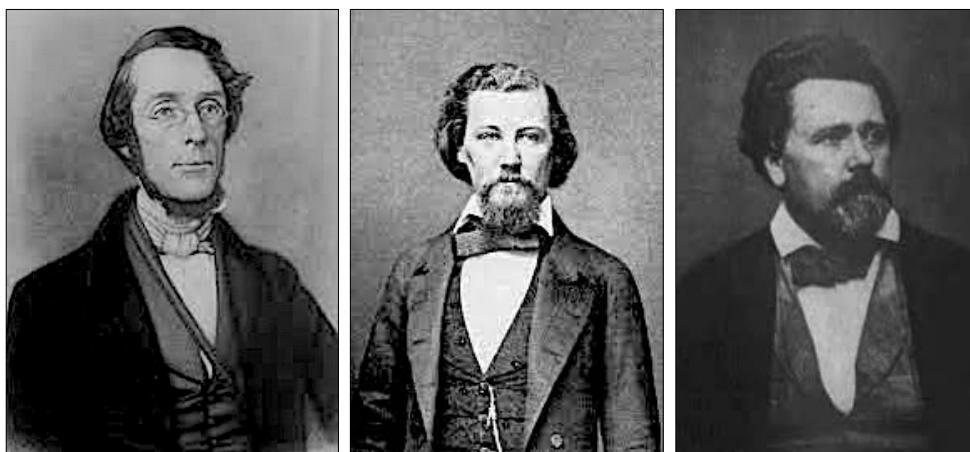
En 1864, Richmond fut solidement fortifiée par les Confédérés parce qu'elle était considérée comme le point stratégique de la guerre. Ses défenses se composaient principalement de redoutes et de fortifications qui s'avérèrent le point de rupture des capacités de résistance de l'armée de Virginie orientale (Library of Congress).

L'échec de la campagne de 1864 du général Grant en Virginie et l'immobilisme du général Sherman dans les deux Carolines avaient réveillé dans le Nord les demandes de paix les plus bruyantes. Ces désirs, chéris dans le cœur du public, trouvèrent évidemment leur expression dans la presse. La paix était évidemment le souhait le plus ardent du Sud. Le dernier Congrès confédéré avait publié un manifeste qui appétait la fin du conflit en contrepartie de son droit à refuser l'ingérence du Nord (dans les droits des États sudistes) :

« Qu'ils s'abstiennent de nous agresser et la guerre sera finie. S'il y a des questions qui nécessitent un règlement par la négociation, nous avons toujours été disposés à les entendre et nous sommes toujours disposés à entrer en communication avec nos adversaires dans un esprit de paix, d'équité et de franchise virile. »

Note rédactionnelle relative au texte originel de Sallie Brock Putnam :

En juillet 1864, les agents confédérés James P. Holcombe, Clément C. Clay et le journaliste sudiste George N. Sanders rencontrent le journaliste nordiste Horace Greeley à Niagara Falls au Canada dans le but d'organiser des pourparlers de paix.



De gauche à droite : James P. Holcombe, Clément C. Clay et George N. Sanders furent les principaux et les inutiles acteurs confédérés à Niagara Falls en juillet 1864 (National Archives).

Les tentatives de négociations échouent en raison de la pertinacité de Lincoln sur les conditions d'un cessez-le-feu. Horace Greeley, l'éditeur du quotidien New York Tribune, s'était impliqué dans l'affaire et il en avait évidemment entretenu son Président. Bien que recherchant la paix, celui-ci n'était pas disposé à transiger ni sur la reddition des forces confédérées ni sur l'abolition de la servitude humaine. Il autorisa pourtant Greeley à entamer des pourparlers avec les commissaires confédérés, mais seulement s'ils étaient disposés à se rendre à Washington D.C. pour y envisager un programme de paix. Cependant, les commissaires confédérés insistèrent pour entamer des pourparlers reconnaissant l'indépendance des États confédérés et ils refusèrent de se rendre à Washington tant qu'on ne leur assurait pas l'immunité diplomatique. Comme ces commissaires confédérés et Lincoln s'arcboutaient sur des objectifs fondamentalement antinomiques, la démarche pacifiste envisagée à Niagara Falls ne s'amorça même pas. Horace Greeley pensa de bonne foi que son action était motivée par un désir de bien agir malgré une initiative extra-légale, mais les Républicains critiquèrent sa démarche sous prétexte qu'elle saperait leur l'effort de guerre qui visait au total écrasement de la Confédération.

Revenons donc au texte de Sallie Brock Putnam qui façonne sa propre version des événements que nous venons de relater :

Lesdits agents sudistes avaient obtenu le concours bénévole du journaliste nordiste Horace Greeley pour tenter de négocier une entrevue avec M. Lincoln afin de déterminer sur quel terrain d'entente ils pourraient traiter pour clore définitivement la guerre. M. Lincoln ne fut pas présent à cet entretien, mais il y répondit par une courte note qu'il intitula « *À qui de droit* » et qui signifiait sans équivoque que l'abandon inconditionnel de l'esclavage était la condition sine qua non à la conclusion d'une paix durable. Un contraste frappant était la note que les autorités confédérées envoyèrent au général Grant pour l'inviter à prendre langue avec Robert Ould, le commissaire confédéré en charge des échanges de prisonniers (depuis le 22 juillet 1862). Les émissaires fédéraux, en l'occurrence le colonel James F. Jaquess du 73^e régiment de l'Illinois et le businessman nordiste James R. Gilmore furent alors dûment escortés par le colonel Ould jusque chez le président Davis. Celui-ci les reçut avec une courtoisie et un respect appuyés et il discuta avec eux franchement et poliment des principaux enjeux politiques.

On rapporte que le colonel James Jaquess apparut à Richmond coiffé d'un immense chapeau à plumes mais qu'avant de se présenter au président confédéré, il se serait débarrassé de cette coiffure et aurait arboré ses grades et insignes dans l'armée fédérale. Ces deux hommes (le colonel Jaquess et le sieur Gilmore) n'avaient aucune sérieuse proposition de cessez-le-feu à formuler, mais ils réussirent néanmoins à obtenir adroitement et insidieusement de M. Davis un exposé complet de ses vues et de ses desseins. Ces deux Yankees décrochèrent en effet la une dans la presse nordiste en se commettant dans un long récit à sensation décrivant leur visite à Richmond, et en organisant des conférences itinérantes dont ils firent payer les entrées à vingt-cinq cents par tête. Ce fut mortifiant pour les citoyens du Sud quand ceux-ci eurent à comparer la différence entre les rebuffades grossières que le président Lincoln infligea à leurs commissaires et la courtoisie et la distinction avec lesquelles notre président reçut les deux envoyés extraordinaires du général Grant (MM. Jaquess et Gilmore). L'impact de l'attitude de M. Lincoln sur notre public et le manque de dignité qui la caractérisait, furent adéquatement interprétés dans l'article ci-après, écrit par l'un de nos échotiers :

« La partie la plus intelligente de la société confédérée a été blessée dans sa fierté par le comportement des représentants yankees sur la question de la conclusion de la paix. Depuis le début de la guerre, beaucoup de dignitaires unionistes avaient insisté sur l'inutilité d'essayer d'ouvrir des négociations concernant la paix. De notre côté, nous avions déjà clairement formulé de nombreux avis sur les objectifs de notre guerre et sur les déclarations et sur les actes de notre gouvernement. Ces avis persistaient à confirmer notre simple désir d'être laissés en paix et contenaient déjà une offre claire et permanente à ce propos. Ces questions ne pouvaient pas être plus distinctes ou plus urgentes que dans nos déclarations officielles. Pourquoi devrions-nous nous perdre dans des considérations qui seraient automatiquement repoussées par les acteurs politiques nordistes, au détriment de notre fierté nationale et qui, comme l'expérience l'avait démontré, étaient

invariablement interprétées comme des signes de faiblesses dans notre gestion de la guerre.

« Toutes les personnes fières et intelligentes de la Confédération désiraient autant la paix que celles qui prétendaient se vouer spécialement à cet objectif. Mais ces personnes considéraient que l'honneur et le respect de leurs compatriotes avaient été abaisrés par d'indignes tentatives de négociations de notre part. Ayant abondamment formulé leurs conditions de la paix, nos notables jugèrent qu'en attendant des ouvertures de l'ennemi, notre conduite à tenir était de ne pas trahir une fausse anxiété à vouloir conclure la paix à tout prix. »

Tandis que partout dans le Nord sa population criait « *paix !* », son cri avait trouvé un écho identique dans le Sud. Cependant, lorsque dans les États nordistes retentissait le cri « *préserver l'Union* », le cœur du Sud répondait par « *Indépendance* » en réponse à une lettre du gouverneur Zebulon Vance de la Caroline du Nord, qui faisait allusion au mécontentement qui grondait dans son État et qui suggérait même d'envisager unilatéralement une tentative de conciliation avec l'ennemi. Le propos de ce gouverneur visait soit à apaiser les mécontents de son État soit, en cas d'échec, à intensifier l'effort de guerre des autres États confédérés.

Dans cet ordre d'idée, M. Davis avait déjà écrit :

« Nous avons fait trois efforts distincts pour communiquer avec les autorités de Washington et, à chaque tentative de conciliation nous avons échoué. Nous avions envoyé des commissions avant que débutent des hostilités, mais Washington refusa de les recevoir ou de les entendre. Une seconde fois, j'ai envoyé un de nos militaires avec une communication que j'avais adressée au président Lincoln. Ma lettre fut reçue par le général Winfield Scott qui ne permit pas à notre officier de voir M. Lincoln, mais il nous promit qu'une réponse nous serait envoyée. Nous n'en reçumes aucune. La troisième fois, il y a quelques mois, nous avons envoyé un gentleman dont la position sociale, la réputation et la mentalité étaient telles qu'il pouvait être reçu et écouté même si l'ennemi du Nord était déterminé à ne recevoir aucune proposition de notre gouvernement. Le vice-président confédéré Alexis Stephens proposa même de faire valoir ses relations personnelles dans l'espoir de pouvoir faire promouvoir des principes humanitaires. Bien que nous eussions peu d'espoir que ceux-ci aboutissent, je souscrivis à sa suggestion. L'ennemi refusa de le laisser traverser ses lignes. Il a même été arrêté avant de pouvoir accéder à la forteresse Monroë, sur la route qui mène à Washington. Comme ils réitérèrent leurs refus d'entrer en concertation avec nous, une nouvelle tentative de notre part visant à envoyer des commissaires pour proposer la conciliation, aurait été insultante pour nous et nous aurait couvert d'opprobre sans avoir eu la moindre chance d'être entendus.

« Je ne me souviens pas d'un seul cas où j'ai omis d'annoncer que notre seul désir était d'être laissés en paix et que cette condition, vous la condamniez comme un péché. Mais en supposant qu'il soit possible

d'obtenir, par l'intermédiaire de vos commissaires-délégués, une rencontre avec le gouvernement du président Lincoln, serait-ce seulement dans ces conditions-là que nous pourrons considérer qu'une concertation soit désirable voire admissible. Ne venons-nous pas d'apprendre que nous ne pouvons attendre le pardon présidentiel qu'en émancipant tous nos esclaves, en prêtant un serment d'allégeance au président Lincoln, en obéissance à sa proclamation et en devenant en fait les esclaves de nos nègres. »

Dans le même temps, les vaines démarches de Clay, de Holcombe et de Sanders à Niagara Falls sur le sol canadien et d'autre part celles du colonel Jaquess de l'Illinois et du sieur James R. Gilmore à Richmond, contribuèrent à affadir la confiance des Sudistes dans l'efficacité de leur gouvernement. Cependant, nous observions aussi les remous du Parti démocrate nordiste qui plaiddait la relance des pourparlers en faveur de la paix. On s'attendait donc à ce que les actions de ce Parti se taillent un sérieux entregent dans la sphère politique ennemie en vue de son élection présidentielle. La convention nationale du Parti démocrate se réunit à Chicago, dans l'Illinois, le 29 août. Dans le programme de ce Parti et en dépit de son soutien avéré et réitéré à l'Union, le Sud décela une reconnaissance potentielle de l'indépendance des États confédérés. Le général George B. McClellan était le candidat à la présidence sur la plate-forme du Parti démocrate, qui mobilisa ses adeptes à Chicago. Il était évident que le général avait osé saluer la vitalité et le ressort du peuple sudiste et si des hommes n'émergeant pas à l'un des partis nationaux nordistes (sous-entendus républicains) avaient été élus, il ne fait aucun doute que les voix des Sudistes auraient hissé McClellan au pouvoir dans la mesure où son parti leur semblait bienveillant.

Pour l'ensemble des votants aux États-Unis (si on leur inclut les États confédérés), le désir d'élire McClellan était majoritaire. Cependant, si l'on confronte les deux ailes du parti démocrate, en substance les *Democratic warriors Party* et les *Peace Democratic Party* (surnommés les *Copperheads*) les premiers apparaissaient comme des amis du Sud moins fiables que les seconds car ils soutenaient néanmoins la poursuite de la guerre. En référence à la reconnaissance finale de l'indépendance confédérée, telle qu'elle est comprise dans la plate-forme de la Convention démocrate de Chicago, un auteur sudiste intelligent et sage a écrit : *il a peut-être été proposé d'arriver à cette conclusion par des étapes distinctes et successives afin de ne pas braquer le sentiment général qui soutient l'union du pays.*

Le premier pas devait être la proposition d'une *Union telle qu'elle était devenue* dans une convention des États. Si celle-ci était rejetée, alors on proposerait un nouveau principe de fédération, limité aux relations étrangères et aux revenus fiscaux. Si cette proposition était à son tour déboutée, il serait envisagé de former une *Union inter-confédérée* qui, par une ligue extraordinaire, préserverait autant que possible le prestige américain à l'étranger. Si toutes ces propositions, destinées à jauger l'esprit des Sudistes, devaient échouer, alors l'indépendance des États confédérés, sous la *condition sine qua non*, devrait être concédée par le Parti démocrate nordiste. Ce serait alors le dernier recours de la voie de pacification et l'une des deux alternatives qui interdirait désormais au Sud d'encore tergiverser. En bref, il semblait que c'était le dessein du Parti démocrate d'obtenir l'adhésion des votants nordistes sur la question clôturant la guerre et la séparation.



La raison de l'échec du programme du Parti démocrate nordiste est expliquée presque en un mot. Les événements militaires qui se déroulèrent entre la date de la convention démocrate de Chicago et le jour des élections, donnèrent à la guerre un tour plus encourageant en raison des victoires successives remportées par les armées fédérales. En raison de ces changements déterminants, le parti démocrate nordiste abandonna ses premiers projets politiques pour des raisons d'opportunité et de calendrier. En réalité, le fait est que le programme de tous les partis nordistes fluctuèrent au cours de la guerre à l'aune des successifs événements militaires. Après la Convention de Chicago, le *Peace Party*³¹ évolua dans le Nord au fil des succès militaires et de leurs ressentis dans l'opinion publique. Dans un premier temps il chuta, jusqu'à ce que, quelques mois plus tard, il ait presque approché de zéro. Mais à cette époque, nous, les Confédérés, ne réalisions pas que nous étions à la veille des désastres qui neutralisèrent à ce point les succès de nos campagnes d'été et qui furent de nature à changer les espoirs que nous avons exprimés dans nos précédentes analyses. À ce moment-là, nous ne nous doutions pas que les intentions amicales du Parti démocrate nordiste qui envisageait l'indépendance du Sud, étaient sur le point d'être renversées par la mauvaise gestion des opérations militaires des Confédérés au cours de l'été 1863. Mais ce fut quand même ainsi.

³¹ Le *Peace Party* de 1864, également connu sous le nom de *Copperhead Party*, était un groupe politique issu de ce qui subsistait du Parti démocrates de l'Union (qui, en 1861, s'était dissocié du Parti démocrate sudiste). Militant en faveur d'un accord de paix avec les États confédérés, les *Copperheads* tinrent une convention à Cincinnati en octobre 1864 pour organiser le Parti et promouvoir une candidature présidentielle indépendante. C'est le *New York Tribune* qui, le 20 juillet 1861, fut le premier à se référer au serpent venimeux appelé *Copperhead* pour désigner toutes les personnes qui étaient opposées à la continuation de la guerre et qui plaident pour la conclusion d'un traité de paix avec les Confédérés. Pendant la guerre civile américaine, le terme *Copperhead* désigna tous les acteurs politiques qui prônaient un règlement pacifique avec le Sud.

Les Lees de Virginie

Un Inventaire à la Prévert ?

Extrait de *Belles, Beaux and Brains of the 60's* de Thomas C. De Leon, 1907.



À gauche, George W. Custis Lee (1832-1913), fils ainé du général R.E. Lee (assis) et le colonel Walter H. Taylor à droite (Photo Brady, Library of Congress).

Au risque de vous infliger maintes génuflexions au cours de la lecture de cet article, nous avons résolu de traduire au plus près la version de l'écrivain sudiste Thomas C. De Leon parce que celle-ci suinte de versets laudatifs qui titillent la grandiloquence. Dans l'ombre de cet inventaire des petits et des grands Lees, se glisse un faux pli généralement poncé : aucun d'entre eux fut tué au combat et le général Robert E. Lee ne fut agressé que par quelques crises de dysenterie.



Depuis bien avant la « Conquête de l'Amérique », le proverbe *bon sang ne peut mentir* se vérifia une nouvelle fois au sein de la famille de Robert E. Lee. Il y eut des Lees, des Lias ou des Leighs en Normandie depuis bien avant les guerriers de Rollon³² ou dans les vagues de féroces Vikings. L'un de ceux-là, un certain Launcelot Lee, servit le duc Guillaume le conquérant sur le sol anglais et combattit vaillamment à Hastings. Plus tard, ledit Sir Lionel Lee participa aux croisades en tant que chevalier d'élite de Richard Cœur de Lion et il accomplit de telles prouesses lors de la prise de Saint-Jean d'Acre qu'en récompense le roi Richard lui accorda le comté de Litchfield et quelques autres terres qu'il nomma « Ditchley ».

Le premier des Lees qui arriva en Amérique était un certain Richard Lee qui venait de Shropshire, un comté anglais des West Midlands en Angleterre. Il se fixa en Virginie en 1641 sous les bons auspices de son ami, le gouverneur Sir William Berkeley, un aristocrate proche du roi Charles I d'Angleterre. C'est dans ce contexte bénéfique que le sieur Richard Lee entre en possession du comté d'York, en Virginie, qui lui est alloué par la couronne anglaise. C'est sur ces vastes terres qu'il fait bâtir son manoir, en l'occurrence la future maison de Berkeley sise près de la localité de Green Springs. Après avoir obtenu quelques terres supplémentaires et de nombreuses fonctions honorifiques grâce au gouverneur Berkeley et à ses successeurs, Richard Lee est forcément devenu un homme qui jouit de considérables pouvoirs dans la colonie. En conséquence et en tant que riche bourgeois, il est nommé juge puis secrétaire de la colonie virginienne et, à ce titre, fait même partie du conseil privé du roi d'Angleterre. Non seulement, Richard Lee était d'une imposante stature et d'une belle prestance, mais sa dignité, sa générosité et sa loyauté envers ses amis, étaient les traits proéminents de son caractère, des traits que partagèrent ses descendants. Lui-même et ses fils possédaient des plantations dans ce qui est aujourd'hui l'État de Virginie, et ces propriétés portent le nom les anciens lieux de résidence de la famille : « Stratford », « Ditchley », « Lee Hall », « Langley » et « Coton ».

À sa mort et à partir de la succession de son fils Richard Jr., en 1663, la famille Lee se scinde en trois branches distinctes : la lignée de Stratford du troisième Richard ; celle de Ditchley fondée par Hancock Lee, et celle de Cobb's Hall, fondée par Charles Lee, le plus jeune fils de Richard Jr. Les évolutions de cette première branche de la famille, aussi intéressants fussent-elles, doivent cependant céder la place à l'évolution de la branche des Lees, qui nous intéresse principalement. En 1674, Richard Lee Jr., prend Letitia Corbin pour femme, à laquelle il survit avec leurs six fils et leur fille Anne qui épouse un certain colonel William Fitzhugh.

Des six fils de ce Richard Lee, ceux que nous notons plus particulièrement sont Thomas le cinquième, et Henry le sixième. Le premier joua un rôle important dans toutes les affaires de la Virginie, notamment dans les heurts de cet État avec les Indiens. Thomas se distinguait par ses réceptions princières dans son domaine de Stratford et, sous le surnom de *président Lee*, il était connu pour ses commentaires sur les chroniques locales. Après la mort de sa première épouse, la célèbre lady Berkeley, il épouse en secondes noces, Hannah, la fille du colonel Philip Ludwell. Thomas Lee fut gouverneur par intérim de la colonie pendant un temps considérable avant que le Roi d'Angleterre lui décerne la commission royale qui lui confirmait son rang de gouverneur. Il fut le premier natif de Virginie à se voir décerner cette

³² Rollon est le chef normand qui participa à la première vague d'expansion des Vikings en France où son territoire deviendra le duché de Normandie inféodé au roi de France.

fonction. Malheureusement, sa mort inopinée en 1750 survient avant que le courrier officiel lui délivre ladite nomination. Il laissa six fils dont la vie fut sans égal dans l'histoire de la Virginie. Le président John Adams les dépeignit même comme la *grande bande de frères, intrépides et toujours pareils à eux-mêmes*. Cette « bande » se composait de Thomas Ludwell Lee, de Richard Henry Lee, de Francis « Lightfoot » Lee, de William Lee, de Philip Ludwell Lee et d'Arthur Lee.

Ces brillants grands-oncles du général Robert E. Lee furent tous des hommes de haut niveau, d'une culture admirable et d'une vision remarquablement clairvoyante des évènements qui ont précédé la Révolution. Lorsque la déclaration des citoyens de Westmoreland³³ contre le *Stamp Act* est signée en 1765, quatre de leurs noms s'y trouvent. Deux des frères Lee ont également signé la Déclaration d'Indépendance des États-Unis : Richard Henry et Francis « Lightfoot » Lee. Les deux signataires de Virginie sont nés dans la maison de Stratford, dans la même pièce où le général confédéré vit la lumière, soixante-quinze ans plus tard.

Il nous faut réduire notre tendance à nous attarder sur les splendides achèvements de la branche de la famille Lee car l'espace dévolu à ce texte me constraint à me focaliser sur la personnalité du second fils du second Richard Lee, en l'occurrence l'arrière-grand-père de notre grand général confédéré. Alexander Spotswood, le gouverneur britannique de l'époque, attribua une charge à Richard Lee pour que celui-ci succède à son père en tant qu'officier responsable du trafic fluvial sur le fleuve Potomac. Il n'occupa pas d'autre fonction. En épousant Mary Bland, la fille de Theodoric Bland de Westover, il allia ainsi les Lees aux familles Randolph et Tucker. Il eut trois fils, tous nés dans sa maison coloniale. L'aîné d'entre eux, Henry Lee, fut également lieutenant dans la milice du comté de Westmoreland jusqu'à la Révolution et pendant celle-ci. Ce qui le rapproche le plus du sujet traité dans cet article, c'est qu'il était le grand-père du *Living Lee*, son fils Henry, troisième du nom, connu aussi sous le pseudonyme de *Light Horse Harry* de l'armée de George Washington. Son frère aîné, Charles Lee, était procureur général de l'administration civile du général Washington.

Le jeune Henry ou *Light Horse Harry* était un étudiant brillant et distingué à Princeton (New Jersey). Diplômé à un très jeune âge, il se désolidarise des moeurs traditionnelles de la jeunesse bien née de l'époque en commandant brillamment une compagnie de la milice américaine au cours de la bataille de Lexington (19 avril 1775, Massachusetts), ce qui lui vaut d'être remarqué sur-le-champ par ses supérieurs puis d'être successivement promu major puis lieutenant-colonel de ce qui devient la *Lee Light Horse Cavalry*, à la tête de laquelle il tire son sobriquet. Après avoir gagné dans un premier temps le respect du général George Washington, il occupa ensuite, dans l'histoire militaire américaine, une place à peine moindre que celle de son fils Robert E. Lee. Le Congrès lui vota ses remerciements et lui offrit une médaille spéciale pour ses faits d'armes au cours de la Révolution américaine. En épousant sa cousine Mathilda, fille de Philip Ludwell Lee, le général Harry Lee devient de facto le propriétaire du domaine de Stratford, peu après la reddition du général britannique Charles Cornwallis à Yorktown (octobre 1781). Il fut gouverneur

³³ Avant toutes les autres cités américaines, la ville de Westmoreland (Pennsylvanie) protesta contre l'application du *Stamp Act*. Adoptée en 1765. Cette loi était la quatrième sur le droit de timbre que le Parlement britannique faisait appliquer dans les Treize Colonies. Tous les documents, permis, contrats commerciaux, journaux, testaments, livres et cartes à jouer devaient être munis d'un timbre fiscal.

de Virginie pendant trois ans et le représentant de cet État au Congrès. À la mort du président Washington, il prononça un éloge funèbre qui est devenu immortel, sans se douter que son propre cadet (Robert E. Lee) l'appliquerait à lui-même par la suite. De son premier mariage avec sa cousine, Henry Lee a quatre enfants, et de son second mariage avec Anne Hill Carter, il en engendre six de plus. Sept d'entre eux sont des fils, dont seulement quatre atteignent l'âge adulte ; il s'agissait de Henry, de Charles, de Sydney Smith et de Robert Edward Lee. Ce dernier a onze ans lorsque son père décède en Géorgie, en 1818, dans la maison de son ancien commandant, le général Nathanael Greene. Admis à l'Académie militaire de West Point en 1825, Robert Lee obtient son diplôme en 1829, il est le second d'une classe de quarante-trois élèves. Ensuite, il entre en service actif avec le grade d'ingénieur militaire puis, deux ans plus tard, il épouse Mary, la fille de George W.P. Custis qui possède un vaste domaine à Arlington. Cette union fut une réussite car elle apporta beaucoup de bonheur au jeune soldat. Son couple conçut sept enfants : George Washington Custis, Mary Custis, William Henry Fitzhugh, Anne, Agnès, Robert Edward Jr. et Mildred. Seule la sœur aînée, M^{elle} Lee, vit encore, elle est restée célibataire et elle passe la plupart de son temps à l'étranger.

M^{elle} Anne Carter Lee est le quatrième enfant et la seconde fille du général Lee, elle grandit à Arlington House dans la plantation de ses parents. Pendant la guerre civile américaine, elle se tient successivement chez des membres de sa famille, dans les plantations de Ravensworth et de White House. Une poussée de fièvre typhoïde la terrasse brusquement en 1862 et elle repose dans le cimetière de White Sulphur Springs en Caroline du Nord. Sa tombe est entretenue régulièrement par une association locale de femmes fondée dans ce but. Sa sœur, Agnès Lee, la suit huit ans après la reddition d'Appomattox. Elle repose aux côtés de sa mère dans le cimetière de Lexington. Mildred Lee fut la benjamine de la famille du général Lee. Non seulement elle était la « petite chérie » de son père, mais après la guerre elle devint aussi le chouchou des manifestations organisées par les anciens combattants confédérés chaque fois qu'elle participait à leurs réunions. Elle ne décéda qu'en mars 1905, accompagnée par la tristesse universelle du Sud et par une large courant de sympathie dans le Nord.

Tous les hommes de la famille Lee (les trois fils du général Robert E. Lee et les six fils de son frère) entrèrent tôt dans l'armée confédérée et y restèrent jusqu'à la fin de la guerre. Tous y accomplirent des services remarquables et trois d'entre eux obtinrent le grade de major-général, non à cause de leur parenté avec le général R.E. Lee, mais en raison de leurs mérites militaires personnels et de leurs qualités des meneurs d'hommes au combat.

Le général George W. Custis Lee (photo en première page), le général William H. Fitzhugh Lee et le capitaine Robert E. Lee Jr., sont les trois fils du général Edward Lee. George W. Custis obtint son diplôme avec distinction à l'Académie Militaire de West Point en 1854, à peu près à l'époque où *Little Joë Wheeler* y entra. Il incorpora très tôt l'armée confédérée, accédant au commandement d'une division puis à celui des forces qui défendaient les approches de Richmond. Après la guerre, il est devenu la figure de proue des Lees de Virginie, il réside dans le domaine de Ravensworth, en lisière de Burke Station. Il ne s'est pas marié et souffre beaucoup des rhumatismes qui l'ont empêché de se maintenir à la présidence de l'actuelle Université Washington-Lee, à la tête de laquelle il avait succédé à son père.

William Henry Fitzhugh Lee (1837-1891) est le cadet des fils du général Lee, il était appelé « Rooney » par ses proches, par ses frères d'armes et même par les historiens. Le surnom de « Rooney » visait à le distinguer de son cousin germain Fitzhugh Lee (surnommé Fitz, voir page suivante). Au sortir de ses études à l'université de Harvard, il fut nommé lieutenant dans l'armée fédérale à la demande du général en chef Winfield S. Scott parce que celui-ci estimait beaucoup son père. Plus tard, « Rooney » Lee quitta l'armée et devint planteur au lieu-dit la *Maison-Blanche*, sur l'ancien domaine de Custis Lee. Dès la déclaration de sécession de la Virginie, « Rooney » Lee s' enrôle dans l'armée confédérée avec les étoiles de capitaine et gravit tous les échelons jusqu'à celui de major-général. Il obtint cette nomination à l'âge de vingt-sept ans en raison de son commandement distingué et efficace de la cavalerie lorsqu'il fut opposé à certains des meilleurs généraux fédéraux. Après la guerre il fut élu à trois reprises au Congrès de son État tout en se mariant deux fois. Sa première femme était M^{lle} Charlotte Wickham, cousine du général William C. Wickham (un avocat, juge, homme politique et général de cavalerie, qui combattit en Virginie pendant la guerre de Sécession). Charlotte Wickham décéda un peu plus tard et « Rooney » Lee épousa M^{lle} Mary Tabb Bolling qui lui survécut avec deux fils, en l'occurrence les seuls petits-fils du lieutenant-général R.E. Lee de l'armée confédérée.

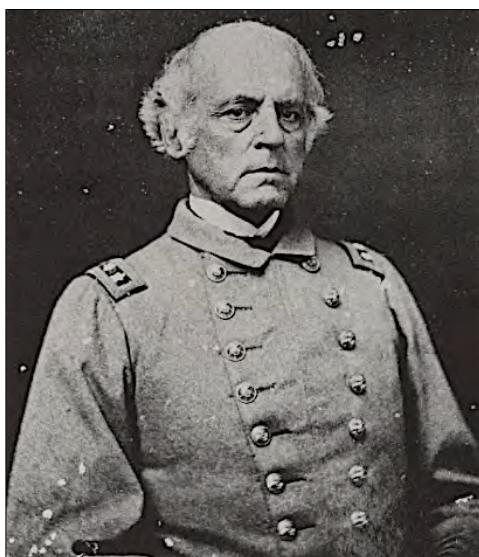
Robert E. Lee Jr. (1843-1914). Ce benjamin des fils du général Lee, était tout jeune lorsqu'il s' enrôle dans la batterie Rockbridge qui avait été affectée à la brigade de Stonewall Jackson. Ladite batterie était alors commandée par le colonel William N. Pendleton (futur commandant de l'entièreté de l'artillerie de l'Armée de Nord Virginie). Robert E. Lee Jr. gagna ensuite ses galons de capitaine pour ses services dans l'état-major de la cavalerie des généraux « Rooney » Lee, « Jeb » Stuart et d'autres prestigieux officiers de l'armée de Virginie orientale. Il se maria deux fois, d'abord avec M^{lle} Charlotte Haxall qui mourut sans enfant, puis avec M^{lle} Anne Carter, la fille du colonel William Richard Carter de l'Université de Virginie. En compagnie de ces deux filles (Mary Custis Lee et Anne Carter Lee), R.E. Lee Jr. réside aujourd'hui (ca. 1907) à Romancoke, une plantation qui avait compté deux cents esclaves et qui est sise près de la localité de West Point en Virginie orientale.



À gauche : William Henry Fitzhugh (*Rooney*), fils cadet du général Lee et R.E. Lee Jr. le benjamin des trois fils du général (National Archives).

Le capitaine Sydney Smith Lee (1802-1869) est le frère de R.E. Lee, en l'occurrence le troisième fils de *Light Horse Harry* Lee et d'Ann Hill Carter. Il émargeait encore à l'ancienne marine des États-Unis lorsque la Virginie proclama sa sécession. Sydney Smith Lee aurait pu être promu amiral dans la flotte des États-Unis si ses sentiments intimes ne l'avaient pas incité à franchir le fleuve Potomac pour servir les Confédérés. Ceux-ci lui accordèrent un poste à la mesure de son ancien grade dans les forces navales fédérales et il y effectua un remarquable travail à la mesure de ses hautes compétences navales. Stephen Mallory, le ministre de la Marine confédérée, le retint même comme conseiller privé en raison de son expérience et de ses liens avec beaucoup des officiers de marine qui avaient servi dans la marine fédérale. Il fut promu amiral dès que la législation confédérée créa ce grade dans ses forces navales. Il épousa Anna Maria Mason de la branche du Dr. George W. Mason de Gunston Hall et, assez curieusement dans la duplication des noms en Virginie, Anna Maria Mason était la sœur de Sarah Maria Mason, en l'occurrence l'épouse de l'adjudant-général Samuel Cooper des forces confédérées³⁴. Après le conflit, Cooper s'établit comme agriculteur en Virginie.

Fitzhugh Lee (1835-1905) : on le confond souvent avec le major-général William H. Fitzhugh Lee de l'armée de Virginie du Nord. Ledit Fitzhugh est l'aîné des six fils de l'amiral Sydney S. Lee et ipso facto le neveu de Robert E. Lee. Après la guerre, il sera élu gouverneur de Virginie. Surnommé « Fitz », il commanda les forces montées de l'armée de Virginie orientale au cours des derniers mois de la guerre. N'étant ni un brillant tacticien ni un stratège doué, il brilla peu pendant les derniers mois du conflit. Trente ans après la fin de celui-ci, il acquiert une certaine notoriété pendant ses prestations de consul-général des États-Unis à La Havane à la veille du conflit hispano-américain. Il fut également élu gouverneur de son État avant d'être promu brigadier-général dans l'armée régulière américaine. Il épousa M^{me} Ellen Bernard Fowle, la fille de William Fowle d'Alexandria en Virginie. Celle-ci lui survit avec trois filles et deux fils.



L'amiral Sydney Smith Lee et son fils, le général Fitzhugh Lee (National Archives).

³⁴ Bien que peu connu aujourd'hui, Samuel Cooper était le général le plus haut gradé de l'armée confédérée pendant toute la durée de la guerre, devançant même R.E. Lee. Sa position était purement administrative car il ne prit jamais la moindre initiative dans les opérations navales.

Sydney Smith Lee Jr. (1837-1888), est le fils aîné de l'amiral éponyme et le frère du général Fitzhugh Lee, il servit comme lieutenant dans la marine confédérée. Tout en étant en *stand by* d'être missionné à l'étranger afin d'y recevoir une commission à bord d'un des croiseurs qui étaient en cours de construction en Écosse, il est affecté aux batteries assignées aux défenses navales de Drewry's Bluff. Une position située au nord-est du comté de Chesterfield (Virginie orientale). Cet en cet endroit que fut érigé le fort Darling durant la guerre de Sécession. Ce fort prit le nom du propriétaire du terrain sur lequel il se dressa. À l'issue de la canonnade qui a lieu le 15 mai 1862, les canons du Fort Darling repoussent la flottille fédérale qui devait attaquer Richmond par la voie fluviale, une résistance qui sauve momentanément la capitale rebelle. Au lendemain du rejet de l'escadre fédérale à Drewry's Bluff, Sydney Smith Lee Jr. assume successivement d'autres commandements dans les défenses côtières virginviennes et sur certains des petits cuirassés de la James River. À la fin de la guerre, il sert à bord du *Shenandoah* et est donc démobilisé en Angleterre en 1865. Il ne se maria jamais et décéda en 1887.

Le major John Mason Lee (1839-1924) est le cadet des trois fils de l'amiral Sydney Smith Lee, il réside maintenant (ca. 1909) dans le comté de Stratford. Il a fait ses classes dans la cavalerie de l'armée de Virginie du Nord, dans laquelle il gagna ses galons d'officier. Après la guerre, il épousa M^{elle} Nora Bankhead, la fille du Docteur Bankhead. De cette union naquirent trois filles et deux garçons : M^{elle} Nannie Mason Lee, M^{me} Linwood Antrim (Dorothea Lee), M^{me} C.P. Cardwell (Bessie Lee) de Hanover, MM. John M. Lee Jr. et Bankhead Lee.

Henry Carter Lee (1845-1889), le frère puiné du précédent, a également servi dans la cavalerie et a obtenu son titre de capitaine. Il a épousé M^{elle} Sallie B. Johnston et ils résidèrent à Richmond où il est mort après avoir engendré trois fils et une fille.



Les trois fils de l'amiral Sydney Smith Lee : de gauche à droite, Sydney S. Lee Jr., Henry Carter Lee et Daniel Murray Lee (American Civil War Museum).

Quant à Dan Murray Lee (1844-1916), le plus jeune fils de l'amiral Sydney Smith Lee, aucun jeune homme n'était aussi agréablement apprécié que lui à Richmond pendant la guerre. Il entre dans la marine dès sa formation, en tant qu'aspirant et en sort premier lieutenant. Il sert à bord du *C.S.S. Virginia II* puis dans les batteries qui défendent Drewry's Bluff. Ensuite, il est successivement muté sur les canonnières *C.S.S. Chicora* et *Chickamauga* avant d'être affecté aux autres batteries qui couvraient Charleston. Il assiste aussi à la capture du port de Plymouth et de Fort

Fisher par l'armée fédérale en Caroline du Nord puis est affecté aux services des batteries qui protégeaient Richmond. Il est capturé le 6 avril 1865, à la bataille de Sailor's Creek, la dernière bataille de la guerre en Virginie, mais il s'évade illico pour rejoindre la cavalerie de William H. Fitzhugh Lee (le fils cadet du général R.E. Lee) et s'intègre dans son état-major avec le grade de capitaine. Il ne se rend qu'une semaine après la reddition d'Appomattox. Il épousa M^{elle} Nannie Ficklen, dont la mère était une M^{elle} Fitzhugh de Chatham, une petite localité sise en Virginie près de la ville de Fredericksburg. Le couple eut six enfants : deux filles et quatre garçons. Le plus jeune des six enfants n'était qu'un adolescent au début de la guerre, mais il y prit tout de même part au cours de la dernière année de ce conflit. Il s'agissait du jeune Robert Carter Lee, décédé avant que l'auteur de ce texte ait eu le temps de le publier.

Telle est la nomenclature des Lees en temps de guerre et de paix et il n'est pas nécessaire de souligner la place de cette famille dans le cœur de ses compatriotes.



LES AUTRES LEES, DU NORD ET DU SUD

En dépit de l'évidente vénération que Thomas C. De Leon voue à Robert E. Lee, à sa famille et à ses proches ancêtres, il convient tout de même de noter qu'au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, le patronyme de Lee couvrait beaucoup de monde aux États-Unis et notamment quelques autres généraux des armées fédérées et confédérées, qui ne partageaient aucun lien de parenté avec les ancêtres du Renard gris de la Confédération. Le patronyme « Lee » était et est encore extrêmement répandu parmi les sujets de langue or de souche anglaise. Il a plusieurs origines distinctes, la plus courante étant le vieux vocable anglo-saxon désignant « une clairière » ou « un pré ». Ce substantif a donc évolué en Lee, Lea ou Leigh, en l'occurrence des noms extrêmement usités dans toutes les classes sociales du monde anglo-saxon.

• *Généraux fédéraux 1861-1865 :*

Lee Albert L. Major-général de New York.
 Lee Edward M. Brigadier-général du New Jersey.
 Lee Horace, C. Brigadier-général du Massachusetts.
 Lee John C. Brigadier-général de l'Ohio.
 Lee William R. Brigadier-général du Massachusetts.

• *Généraux confédérés non apparentés à la famille de R.E. Lee :*

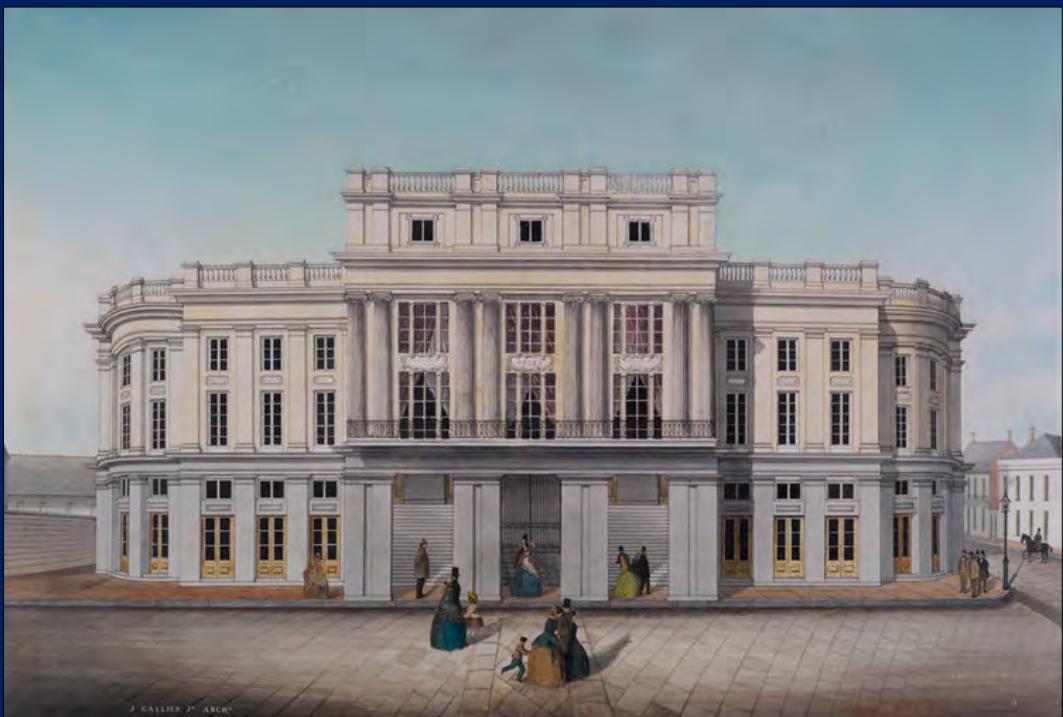
Lee Edwin G. Brigadier-général de Virginie.
 Lee Stephen D. Caroline du Sud. Lieutenant-général d'un corps de cavalerie.



LE DUEL DE DEUX COQS FRANÇAIS DE LA NOUVELLE-ORLÉANS EN 1858

D'après le texte original de Louis MEADE

Adaptation en français par Serge Noirsain de *DUELING IN OLD CREOLE DAYS*, publié dans le vol. 74, n°2, du *CENTURY MAGAZINE*. Cette brève fut rédigée en 1907, l'année de l'édition de *BELLES et BEAUX* de De Leon.



The French Opera House ou Théâtre de l'Opéra se situait à l'angle des rues Bourbon et Toulouse, il fut ouvert en 1859, au cours de l'année dans laquelle Louis Meade entame le présent récit dont les péripéties ont fait bourdonner la crème de l'élite louisianaise. Un incendie accidentel détruisit le théâtre en 1919 (Aquarelle de Marie Adrien Persac, ca. 1823-1873 in *The Historic New Orleans Collection*).

Durant la saison de 1857-58, une extrême jalouse opposait la contralto M^e Bourgeois à la soprano M^e Colson, en l'occurrence deux étoiles de la troupe de l'opéra de La Nouvelle-Orléans. Leur inimitié était née lorsque M^e Colson remplaça M^e Bourgeois comme soprano léger³⁵, en l'occurrence une jeune femme d'une grande beauté et dotée d'une excellente voix. Ladite jeune femme était cependant fort peu populaire auprès du public quoique qu'elle se prétendait une amie de M^e Bourgeois qui, elle, ressentait mal cette substitution. Au sortir de la soirée inaugurale de M^e Colson dans laquelle celle-ci avait interprété le rôle principal dans *Galathée* (l'opéra de Victor Massé), M^e Bourgeois interpela publiquement M^e Colson sous prétexte de lui proposer des leçons de vocalise pour son rôle.

³⁵ Le soprano léger, parfois appelé soprano *colorature* ou soprano *leggero* est une sous-catégorie de soprano possédant le registre le plus aigu mais aussi le moins puissant et un timbre de voix « flûté et pur ».

Cette provocation versa comme une traînée de poudre en ville et elle provoqua d'immédiates polémiques et un énorme ressenti chez ceux qui avaient financé l'opéra. Beaucoup se sentirent outrés par ce qu'ils considéraient comme une insulte publique pour M^{me} Colson et ils déclarèrent qu'ils ne permettraient pas à M^{elle} Bourgeois de chanter. Cependant, celle-ci avait ses partisans qui claironnaient leurs opinions en rugissant que tous ceux qui la siffleraient le regretteraient. À cette époque, une telle menace suffisait à engendrer une tornade de pulsions contradictoires. Un soir, peu de temps avant la représentation de ladite pièce, quelques jeunes gens de la société de La Nouvelle-Orléans passaient leur temps en bavardant ou en croisant le fer dans l'une des salles d'armes de la ville. Georges de Coppens (le futur colonel des zouaves de Louisiane) et Émile Bozonier (le fils d'Antoine C. Bozonier, un ponte francophone local) étaient deux des enfants chéris les plus populaires de l'élite sociétale la ville et leurs propos mouchetaient insidieusement sur le sujet qui, ce jour-là, alimentait la plupart de leurs conversations. L'un de leurs camarades demanda à Bozonier s'il avait l'intention de prêter une voix ardente à ceux qui envisageaient de siffler M^{me} Bourgeois. Comme la question ne le préoccupait pas particulièrement et comme il s'intéressait à autre chose à ce moment-là, Bozonier répondit qu'il pensait que tout homme qui allait au théâtre pour siffler une femme était un voyou qui méritait de se faire gifler.

- *Savez-vous*, intervint Coppens, le visage pâle de colère, *que je figure parmi ceux qui vont siffler cette femme ?*
- *Je l'ignore*, répondit Bozonier sur le même ton, *mais je pense néanmoins ce que j'ai dit !*
- *Giffleriez-vous un homme s'il sifflait en cette occasion*, poursuivit Coppens.
- *S'il était assez près de moi, je le ferais certainement*, rétorqua Bozonier qui se sentit soudainement pris à partie.
- *Eh bien alors*, clôutra Coppens, *vous aurez les mains pleines.*

Et l'affaire en resta là jusqu'à la soirée de bienfaisance de M^{elle} Bourgeois.

Pour ce gala, le vieil opéra était plein à craquer mais, même pour un observateur occasionnel, il était évident qu'une latente excitation sourdait dans la salle. Tout le monde semblait ressentir que, sous la surface gaie et scintillante des lieux, couvait un feu dangereux. Cette fiévreuse agitation persista jusqu'à ce que se lève le rideau et que l'interprète de Galatée commence à vivre et à se mouvoir sur la scène. Alors, comme s'il avait muri sous la tension générale, explosa un vacarme que personne n'avait entendu dans ces lieux et qui, espérons-le, ne sera plus jamais entendu. Les applaudissements des uns, les sifflements et les huées des autres, chacun essayant d'étouffer les opposants, se sont combinés pour créer un chahut que l'on pouvait entendre jusque dans les rues voisines. Néanmoins, calme et impassible dans cette vaste foule et maîtresse d'elle-même au cœur du tumulte grandissant, se tenait la seule créature qui était la cause involontaire de tout cet émoi. Intrépide et sans faiblir, elle chanta son morceau jusqu'à la fin. En effet, ce soir-là plus personne ne commenta la musique du compositeur Victor Massé. La plupart des dames se retirèrent dès les première explosions vocales et plus d'une querelle entamée au cours de cette nuit mouvementée se vida le lendemain sur le champ d'honneur.

Quant au sieur Coppens, il tint parole et, bien qu'une foule dense le séparât de Bozonier, leurs regards se croisèrent en affichant une vague de défi entre les deux antagonistes. Quelques jours plus tard, lorsque ceux-ci se croisèrent par hasard en

rue, Coppens l'interpella publiquement et avec un sourire moqueur : *Alors, Monsieur, qu'est-il arrivé à votre gifle ?* En guise de répartie, il reçut une gifle cinglante qui le fit tourner sur lui-même. Sans la splendide maîtrise de ce dernier, les deux personnages en seraient venus aux mains et les conditions de leur duel se fixèrent sur-le-champ, mais comme Bozonier n'excellait ni à la rapière ni au pistolet, Coppens choisit le sabre de la cavalerie. Ils se rencontrèrent alors aux Oaks où un préambule sommaire précéda la rencontre.



The Oaks : le célèbre champ de duel en lisière de La Nouvelle-Orléans dans les années 1850-1860 (in J. Augustin, *Selections from Literature of the State*. T. M'Caleb, 1887).

Nous interrompons brièvement le texte de Louis Meade pour y insérer la brève que, le 25 juin 2013, Kimberley Jochum de la Louisiana State University publia sur le net à propos des légendaires duels qui passionnèrent les jeunes coqs et les vieux poulets nourris au grain dans la sphère de La Nouvelle-Orléans jusqu'aux prémices de la guerre de Sécession :

« Entre 1834 et 1844, il n'y avait pas un jour qui passait sans qu'un duel se livra au lieu-dit les « Oaks » un site désormais célèbre qui se situait en lisière de la cité de La Nouvelle-Orléans. Pourquoi ces duels ? On ne saurait pas vraiment dire ! Était-ce un amoureux pour sa maîtresse ? Un gentleman pour son honneur ou un courtisan pour son roi ? Parfois, certains duels attiraient de deux cents à trois cents curieux venus de La Nouvelle-Orléans. Lors de certains de ces duels mémorables, il arriva même que l'énerverment envahissait certains prosélytes des duellistes au point de générer une mêlée générale.

« Parmi les duels les plus célèbres survenus aux abords de La Nouvelle-Orléans, on note habituellement celui qui opposa un Créo louisianais à un scientifique européen célèbre parce que ce dernier s'était enhardi à déclarer que le fleuve Mississippi n'était qu'un ruisseau en comparaison des grands fleuves européens. Le Créo provoqua l'Européen en duel et le remporta. »

Revenons toutefois à notre narratif de l'affrontement ...

Le premier choc entre les lames rivales montra clairement l'outrance de l'animosité qui dévorait les tripes des deux duellistes. Les instructions de leurs témoins qui précisèrent que l'affaire devait durer jusqu'à ce que l'un ou l'autre soit complètement mis hors de combat semblaient clairement superflues. Bozonier se précipita alors sur Coppens, ébaucha une feinte puis, profitant de la parade esquivée par son adversaire, lui porta une estocade qui aurait certainement été la phase ultime de leur affrontement si, par un mouvement rapide, Coppens n'avait pas partiellement dévié le coup. En effet, la pointe du sabre de Bozonier titilla la joue de Coppens et lui balafrá légèrement la poitrine avant de le faire échoir au sol. C'était une passe terrible qui pendant un bref instant rendit Coppens complètement à la merci de son adversaire. Néanmoins, la nature généreuse de Bozonier ne l'incita pas à peaufiner son avantage sur le terrain. En revanche, Coppens se redressa derechef et d'un bond mû par la fureur d'un tigre enragé, entailla le bras droit de Bozonier et, d'un solide revers de lame, neutralisa la riposte que celui-ci avait trop mollement poussée. À la suite de la furieuse contre-attaque de Coppens, que les escrimeurs définissent comme un « coup droit », le combat se poursuit a contrario.



Dans l'escrime moderne, les coups n'ont pas changé. En l'occurrence, nous assistons ici à l'instantané d'un « coup droit » énergique, tel que celui que Coppens porta à Bozoni.

En effet, comme certains de ses muscles situés au-dessus du coude de son bras actif, ont été atteints, Bozonier pare mollement l'action de son adversaire et, de facto, ne parvient pas à reprendre l'initiative. Alors, devant les témoins muets, il vacille puis s'écroule tout de go, saignant de plusieurs blessures. Grâce à leur robustesse, non seulement les deux duellistes se rétablirent rapidement, mais ils combattirent avec la même voracité au cours de la guerre de Sécession. Coppens devint le lieutenant-colonel d'une des plus célèbres unités de zouaves louisianais, une brillance qui le quitta brièvement car, le 31 mai 1862, il fut tué en chargeant à la tête de son bataillon au cours de la bataille de Seven Pines en Virginie, l'une de celles qui se succédèrent au cours de la campagne des Sept Jours.

